



RAPPORT D'ÉTUDE SUR L'INTÉGRATION ET LES PERCEPTIONS DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ FRONTALIÈRE DANS LA RÉGION DE TILLABERI



Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
C.P. 17
1211 Genève 19
Suisse
Tél. : +41 22 717 9111
Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site web : www.iom.int

Cette publication a été publiée sans avoir fait l'objet d'une édition officielle par l'OIM.

Photo de couverture : (Photo 1) Communauté locale jouant le rôle d'une population déplacée fuyant des conflits dans un pays fictifs voisin du Niger ; (Photo 2) Femmes et personnes vulnérables en attente d'être transférés vers le site d'accueil temporaire mis à disposition après leur enregistrement.
© OIM 2018/Sylvain CHERKAOUI et Mamadou DIOP

© 2019 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Tous droits réservés. Toute reproduction, même partielle de la présente publication est interdite sans autorisation écrite préalable de l'éditeur. Elle ne peut être, ni enregistrée dans un système d'archives, ni transmise par voie électronique ou mécanique, par xérographie, par bande magnétique ou autre.



RAPPORT D'ÉTUDE SUR L'INTÉGRATION ET LES PERCEPTIONS DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ FRONTALIÈRE DANS LA RÉGION DE TILLABERI



REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont tout d'abord à Monsieur Daouda Al-Ghabid, Conseiller Sécurité auprès du Premier Ministre, Chef du Gouvernement du Niger, ainsi qu'au Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses. Leur soutien actif au projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger », dont cette étude constitue un élément essentiel, permet à l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) de travailler dans les meilleures conditions qui soient.

Plus spécifiquement, l'OIM tient à remercier le Gouverneur de la région de Tillabéri, le Président du Conseil Régional ainsi que les Préfets et les Maires des départements et communes concernés pour leur aide précieuse aussi bien dans la préparation que dans la conduite de l'enquête.

L'OIM remercie également les chefs de cantons et de groupements, ainsi que les chefs de villages de la région de Tillabéri pour la mobilisation des communautés couvertes par l'enquête. Les conseils départementaux et communaux de la jeunesse ont eux aussi contribué au bon déroulement de la mission des enquêteurs terrain. Qu'ils en soient remerciés.

Enfin, nos remerciements vont naturellement au bailleur de fonds qui a permis la réalisation de cette étude, le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

TABLE DE MATIÈRES

Remerciements	iii
Liste des tableaux.....	vi
Liste des graphiques.....	x
Introduction.....	xv
1. Profil des répondants	1
2. Perceptions des communautés locales sur la gestion de la frontière.....	7
3. Risques sécuritaires à la frontière	17
4. Perception des communautés locales sur le terrorisme	27
5. Efficacité de la gestion des frontières.....	41
6. Communication entre autorités et communautés sur la sécurité à la frontière	57
7. Réponse à une situation d'urgence.....	65
Conclusion	75
Annexe 1 : Questionnaire	81
Annexe 2 : Résultats de l'enquête.....	89

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:	Proportion des répondants par avis sur les raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme	35
Tableau 2:	Proportion des répondants par avis sur les raisons pour lesquelles la communauté n'est pas à l'abri du terrorisme (selon les départements).....	36
Tableau 3 :	Proportion des répondants par avis sur les mesures de collaborations entre communautés et autorités	69
Tableau A :	Répartition des répondants par département et commune.....	89
Tableau B1 :	Répartition des répondants par sexe	89
Tableau B2a :	Répartition des répondants par nationalité d'origine	89
Tableau B2b :	Répartition des répondants par ethnie.....	90
Tableau B3 :	Répartition des répondants par groupe d'âge.....	90
Tableau B4 :	Répartition des répondants par activité économique principalement exercée ...	90
Tableau C1 :	Répartition des répondants par utilité de la frontière.....	90
Tableau C2 :	Répartition des répondants par connaissance de la situation géographique de la frontière.....	91
Tableau C2 bis :	Répartition des répondants par connaissance de la situation géographique de la frontière selon les départements/communes	91
Tableau C3 et C4 :	Répartition des répondants par traversée de la frontière selon les moments.....	91
Tableau C5 :	Répartition des répondants par fréquence de traversée de la frontière.....	91
Tableau C6 :	Répartition des répondants par raisons de traversée de la frontière (selon la période)	91
Tableau C7 :	Répartition des répondants par connaissance des FDS présentes à la frontière	92
Tableau C8 :	Répartition des répondants par connaissance des types acteurs présents à la frontière.....	92
Tableau D1a :	Répartition des répondants par connaissance des nationalités des personnes qui empruntent le passage de la frontière	92
Tableau D1b :	Répartition des répondants par connaissance des catégories des personnes qui empruntent le passage de la frontière	92
Tableau D2 :	Répartition des répondants par avis sur les points de passage à la frontière empruntés pour des activités criminelles.....	92
Tableau D3 :	Répartition des répondants par types de problèmes sécuritaires auxquels les communautés locales sont confrontées au niveau de la frontière.....	93
Tableau D4 :	Répartition des répondants par localité affectée au moins une fois par un problème d'insécurité frontalière.....	93
Tableau D5 :	Répartition des répondants par connaissance des mesures prises pour sécuriser la frontalière.....	93
Tableau D6 :	Répartition des répondants par jugement des mesures prises pour sécuriser la zone frontalière	93
Tableau D7 :	Répartition des répondants par risques pouvant émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité de la frontière.....	93
Tableau E1a :	Répartition des répondants par connaissance du terrorisme.....	94
Tableau E1a bis :	Répartition des répondants par connaissance du terrorisme par département.....	94
Tableau E1b :	Répartition des répondants par définition du terrorisme	94
Tableau E2 :	Répartition des répondants par types d'activités terroristes connus	94
Tableau E2 bis :	Répartition des répondants par type d'activités terroristes connus selon les départements de résidence	94

Tableau E3a :	Répartition des répondants par raisons qui poussent vers le phénomène terroriste	95
Tableau E3b :	Répartition des répondants par autres raisons qui poussent vers le phénomène terroriste	95
Tableau E3c :	Répartition des répondants par raisons qui poussent vers le phénomène terroriste (selon les tranches d'âge).....	95
Tableau E3c bis :	Répartition des répondants par raisons qui poussent vers le phénomène terroriste selon les départements.....	95
Tableau E4a :	Répartition des répondants par avis sur l'exposition de leur communauté au terrorisme.....	96
Tableau E4b :	Répartition des répondants par raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme	96
Tableau E4b bis :	Répartition des répondants par raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme (selon les départements)	96
Tableau E4c :	Répartition des répondants par raisons pour lesquelles la communauté n'est pas à l'abri du terrorisme.....	96
Tableau E4c bis :	Répartition des répondants par raisons pour lesquelles la communauté n'est pas à l'abri du terrorisme (selon les départements)	97
Tableau E5 :	Répartition des répondants par avis sur la source du terrorisme	97
Tableau E6 :	Répartition des répondants par évolution de la menace terroriste.....	97
Tableau E6 bis :	Répartition des répondants par évolution de la menace terroriste (selon les départements)	97
Tableau E7 :	Répartition des répondants par action préconisée pour prévenir les menaces terroristes	98
Tableau E7 bis :	Répartition des répondants par action préconisée pour prévenir les menaces terroristes (selon les départements de résidence)	98
Tableau E8 :	Répartition des répondants par types d'appuis aux autorités pour lutter efficacement contre le terroriste	98
Tableau E8 bis :	Répartition des répondants par types d'appuis aux autorités pour lutter efficacement contre le terroriste (selon les départements de résidence).....	98
Tableau F1 :	Répartition des répondants par signification donnée à l'idée « d'assurer la sécurité au niveau de la frontière ».....	99
Tableau F1 bis :	Répartition des répondants par signification donnée à l'idée « d'assurer la sécurité au niveau de la frontière » (selon des départements)	99
Tableau F2 :	Répartition des répondants par observation de passage de patrouille le long de la frontière.....	99
Tableau F2 bis :	Répartition des répondants par observation de passage de patrouille le long de la frontière (selon les départements)	100
Tableau F3 :	Répartition des répondants par observation de passage de patrouille au niveau de la localité	100
Tableau F3 bis :	Répartition des répondants par observation de passage de patrouille au niveau de la localité (selon les départements)	100
Tableau F4 :	Répartition des répondants par avis sur le niveau de sécurité dans la localité	100
Tableau F5 :	Répartition des répondants par types de responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières connus	100
Tableau F6 :	Répartition des répondants par avis sur l'efficacité de ces services/autorités dans la gestion de la sécurité à la frontière.....	101
Tableau F7 :	Répartition des répondants par avis sur la capacité des autorités locales (maire, préfet, chef de village, FDS) à assurer seules la sécurité de la frontière sans l'appui des communautés locales	101

Tableau F8 :	Répartition des répondants par avis sur la qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière.....	101
Tableau F8 bis :	Répartition des répondants par avis sur la qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière (selon les départements).....	101
Tableau F9 :	Répartition des répondants par connaissance sur la survenance de désaccord entre les communautés locales et les responsables de la sécurité à la frontière.....	102
Tableau F10 :	Répartition des répondants par avis sur les fréquences des disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière.....	102
Tableau F10 bis :	Répartition des répondants par avis sur les fréquences des disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière (selon les départements).....	102
Tableau F11 :	Répartition des répondants par avis sur les raisons qui ont provoqué les disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière (selon les départements).....	102
Tableau F12a :	Répartition des répondants par connaissance de l'organisation de rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière.....	102
Tableau F12a bis :	Répartition des répondants par connaissance de l'organisation des rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière (selon les départements de résidence).....	103
Tableau F12b :	Répartition des répondants par connaissance de l'organisation de rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière.....	103
Tableau F12b bis :	Répartition des répondants par connaissance de l'organisation de rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière (selon les départements).....	103
Tableau F13 :	Répartition des répondants par jugement de l'implication des autorités vis à vis de leur communauté sur la sécurité de la frontière	103
Tableau F13 bis :	Répartition des répondants par jugement de l'implication des autorités vis à vis de leur communauté sur la sécurité de la frontière (selon les départements).....	103
Tableau F14 :	Répartition des répondants par propositions des facteurs à améliorer pour une bonne relation	104
Tableau F14 bis :	Répartition des répondants par propositions des facteurs à améliorer pour une bonne relation (selon les départements)	104
Tableau H1a :	Répartition des répondants par avis sur l'existence d'une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière	104
Tableau H1b :	Répartition des répondants par connaissance des profils des personnes intermédiaires entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière	105
Tableau H1c :	Répartition des répondants par connaissance des profils des personnes intermédiaires entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière selon les départements.....	105
Tableau H2 bis :	Répartition des répondants par moyens de communication utilisés par la population pour contacter la personne intermédiaire selon les départements.....	105
Tableau H3 :	Répartition des répondants par avis sur les mesures les plus adaptées pour permettre une communication efficace entre communautés et autorités au sujet de la sécurité de la frontière.....	106

Tableau H3 bis :	Répartition des répondants par avis sur les mesures les plus adaptées pour permettre une communication efficace entre communautés et autorités au sujet de la sécurité de la frontière (selon les départements).....	106
Tableau H4 :	Répartition des répondants par avis sur les moyens de communication les plus efficaces entre communautés et autorités pour la sécurité de la frontière	106
Tableau H4 bis :	Répartition des répondants par avis sur les moyens de communication les plus efficaces entre communautés et autorités pour la sécurité de la frontière (selon les départements).....	106
Tableau H5 :	Répartition des répondants par avis sur les effets positifs que permettrait une bonne communication entre communautés et autorités.....	107
Tableau H6 :	Répartition des répondants par avis sur les effets négatifs que peut avoir une mauvaise communication entre communautés et autorités	107
Tableau I1 :	Répartition des répondants par causes des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière	107
Tableau I1 bis :	Répartition des répondants par causes des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière (selon les départements).....	107
Tableau I2 :	Répartition des répondants par avis sur les capacités des communautés à gérer l'arrivée et le déplacement d'un très grand nombre de personnes dans leur village ou hameau	108
Tableau I2 bis :	Répartition des répondants par avis sur les capacités des communautés à gérer l'arrivée et le déplacement d'un très grand nombre de personnes dans leur village ou hameau (selon les départements).....	108
Tableau I3 :	Répartition des répondants par raisons pour lesquelles les communautés sont prêtes à gérer une situation d'urgence.....	108
Tableau I5 :	Répartition des répondants par avis sur les rôles que les autorités doivent jouer face à une situation d'urgence.....	108
Tableau I6 :	Répartition des répondants par avis sur les rôles que les communautés doivent jouer face à une situation d'urgence	109
Tableau I7 :	Répartition des répondants par avis sur les mesures de collaborations entre communautés et autorités	109
Tableau I7a :	Répartition des répondants par avis sur les mesures de collaborations entre communautés et autorités selon les départements	109
Tableau I8 :	Répartition des répondants par mesures à prendre avant qu'une situation d'urgence n'apparaisse pour permettre qu'elle soit mieux gérée.....	109
Tableau I9 :	Répartition des répondants par réaction individuelle face au déplacement massif de populations (Ayorou / Ouallam)	110
Tableau I10 :	Répartition des répondants par des communautés face au déplacement massif de populations (Ayorou / Ouallam)	110
Tableau I11 :	Répartition des répondants par recommandations des leaders communautaires au moment de la crise (Ayorou / Ouallam).....	110
Tableau I12 :	Répartition des répondants par disposition immédiate prise par les acteurs (Ayorou / Ouallam).....	110
Tableau I13 :	Répartition des répondants par situation d'information de la population locale avant d'être touchée (Ayorou / Ouallam)	110

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 :	Proportion des répondants par sexe.....	1
Graphique 2 :	Proportion des répondants par groupe d'âge.....	2
Graphique 3 :	Proportion des répondants par nationalité d'origine.....	2
Graphique 4 :	Répartition des répondants par ethnie.....	3
Graphique 5 :	Proportion de répondants par activité économique principalement exercée	4
Graphique 6 :	Proportion de répondants par utilité perçue de la frontière.....	7
Graphique 7 :	Proportion de répondants par connaissance de la situation géographique de la frontière.....	8
Graphique 8 :	Proportion de répondants par connaissance de la situation géographique de la frontière (selon les départements de résidence).....	9
Graphique 9 :	Proportion des répondants par traversée de la frontière (par le passé et au moment de l'enquête)	10
Graphique 10 :	Proportion des répondants par traversée de la frontière (selon les départements)	11
Graphique 11 :	Proportion des répondants par fréquence de traversée de la frontière.....	12
Graphique 12 :	Proportion des répondants par raisons de traversée de la frontière selon les périodes.....	12
Graphique 13 :	Proportion des répondants par connaissance des forces de sécurité présentes à la frontière.....	14
Graphique 14 :	Proportion des répondants par connaissance des FDS présentes à la frontière (selon les départements de résidence).....	14
Graphique 15 :	Proportion des répondants par connaissance des types d'acteurs présents à la frontière.....	15
Graphique 16 :	Proportion des répondants par connaissance des nationalités des personnes qui empruntent le passage de la frontière.....	17
Graphique 17 :	Proportion des répondants par connaissance des catégories des personnes qui empruntent le passage de la frontière.....	18
Graphique 18 :	Proportion des répondants par avis sur les points de passage à la frontière empruntés pour des activités criminelles.....	19
Graphique 19 :	Proportion des répondants par types de problèmes sécuritaires auxquels les communautés locales sont confrontées au niveau de la frontière	19
Graphique 20 :	Proportion des répondants par types de problèmes sécuritaires auxquels les communautés locales sont confrontées au niveau de la frontière (selon les départements de résidence)	22
Graphique 21 :	Proportion des répondants par localité affectée au moins une fois par un problème d'insécurité frontalière	23
Graphique 22 :	Proportion des répondants par connaissance des mesures prises pour sécuriser la zone frontalière	23
Graphique 23 :	Proportion des répondants par jugement des mesures prises pour sécuriser la zone frontalière	24
Graphique 24 :	Proportion des répondants par risques pouvant émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité de la frontière.....	25
Graphique 25 :	Proportion des répondants par définition du terrorisme	28
Graphique 26 :	Proportion des répondants par type d'actions terroristes connues.....	29
Graphique 27 :	Proportion des répondants par type d'activités terroristes connues selon les communes.....	30

Graphique 28 :	Proportion des répondants par raisons qui selon eux poussent vers le phénomène terroriste	31
Graphique 29 :	Proportion des répondants par raisons qui poussent vers le phénomène terroriste (selon les départements de résidence)	33
Graphique 30 :	Proportion des répondants par avis sur l'exposition de leur communauté au terrorisme	34
Graphique 31 :	Proportion des répondants par avis sur l'exposition de leur communauté au terrorisme (selon les départements).....	35
Graphique 32:	Proportion des répondants par avis sur les raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme (selon les départements)	36
Graphique 33:	Proportion des répondants par avis sur la source du terrorisme.....	37
Graphique 34 :	Proportion des répondants par évolution perçue de la menace terroriste	37
Graphique 35 :	Proportion des répondants par évolution de la perception de la menace terroriste selon les communes	38
Graphique 36 :	Proportion des répondants par action préconisée pour prévenir les menaces terroristes	39
Graphique 37 :	Proportion des répondants par types d'appuis des communautés aux autorités pour lutter efficacement contre le terrorisme	40
Graphique 38 :	Proportion des répondants par signification donnée à l'idée "d'assurer la sécurité au niveau de la frontière"	41
Graphique 39 :	Proportion des répondants par observation de passage de patrouille le long de la frontière.....	42
Graphique 40 :	Proportion des répondants par observation de passage de patrouille le long de la frontière (selon les départements).....	43
Graphique 41 :	Proportion des répondants par observation de passage de patrouille au niveau de la localité	44
Graphique 42 :	Proportion des répondants par observation de passage de patrouille au niveau de la localité (selon les départements).....	44
Graphique 43:	Proportion des répondants par niveau de sécurité selon le passage de patrouilles	45
Graphique 44 :	Proportion des répondants par types de responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières connus	45
Graphique 45 :	Proportion des répondants par avis sur l'efficacité de ces services/autorités dans la gestion de la sécurité à la frontière.....	47
Graphique 46 :	Proportion des répondants par avis sur l'efficacité de ces services/autorités dans la gestion de la sécurité à la frontière selon les départements).....	47
Graphique 47 :	Proportion des répondants par capacité perçue des autorités locales (maire, préfet, chef de village, FDS) d'assurer seule la sécurité de la frontière (sans l'appui des communautés locales).....	48
Graphique 48 :	Proportion des répondants par avis sur la qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière	49
Graphique 49 :	Proportion des répondants par avis sur la qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière (selon les départements).....	49
Graphique 50 :	Proportion des répondants par connaissance sur la survenance de désaccords entre les communautés locales et les responsables de la sécurité à la frontière.....	50
Graphique 51 :	Proportion des répondants par avis sur les fréquences des disputes entre communautés et autorités en charge de la sécurisation de la frontière.....	50
Graphique 52 :	Proportion des répondants par avis sur les fréquences des disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière selon les communes.....	51

Graphique 53 :	Proportion des répondants par avis sur les raisons qui ont provoqué les disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière.....	51
Graphique 54 :	Proportion des répondants par connaissance de l'organisation de rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière.....	52
Graphique 55 :	Proportion des répondants par connaissance de l'organisation des rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière (selon les départements).....	53
Graphique 56 :	Proportion des répondants par types de rencontres organisées.....	53
Graphique 57 :	Proportion des répondants par types de rencontres organisées par les autorités (selon les départements)	54
Graphique 58 :	Proportion des répondants par jugement de l'implication des autorités vis à vis de leur communauté sur la sécurité de la frontière	54
Graphique 59 :	Proportion des répondants par jugement de l'implication des autorités vis à vis de leur communauté sur la sécurité de la frontière (selon les départements).....	55
Graphique 60 :	Proportion des répondants par propositions des facteurs à améliorer pour une bonne relation entre communautés et autorités	56
Graphique 61 :	Proportion des répondants par avis sur l'existence d'une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière.....	57
Graphique 62 :	Proportion des répondants par avis sur l'existence d'une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière.....	58
Graphique 63 :	Proportion des répondants par avis sur l'existence d'une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière selon les communes	59
Graphique 64 :	Proportion des répondants par moyens de communication utilisés par la population pour contacter la personne intermédiaire.....	59
Graphique 65 :	Proportion des répondants par moyens de communication utilisés par la population pour contacter la personne intermédiaire (selon les départements)	60
Graphique 66 :	Proportion des répondants par avis sur les mesures les plus adaptées pour permettre une communication efficace entre communautés et autorités au sujet de la sécurité de la frontière	61
Graphique 67 :	Proportion des répondants par avis sur les mesures les plus adaptées pour permettre une communication efficace entre communautés et autorités au sujet de la sécurité de la frontière selon les communes.....	62
Graphique 68 :	Proportion des répondants par avis sur les effets positifs que permettrait une bonne communication entre communautés et autorités	63
Graphique 69 :	Proportion des répondants par avis sur les effets négatifs que peut avoir une mauvaise communication entre communautés et autorités	63
Graphique 70 :	Proportion des perceptions des répondants vis-à-vis des causes des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière	65
Graphique 71 :	Proportion des répondants par avis sur les capacités des communautés à gérer l'arrivée et le déplacement d'un très grand nombre de personnes dans leur village ou hameau	66
Graphique 72 :	Proportion des répondants par raisons pour lesquelles les communautés sont prêtes à gérer une situation d'urgence	67
Graphique 73 :	Proportion des répondants par avis sur les rôles que les autorités doivent jouer face à une situation d'urgence.....	67

Graphique 74 :	Proportion des répondants par avis sur les rôles que les communautés doivent jouer face à une situation d'urgence.....	68
Graphique 75 :	Proportion des répondants par mesures à prendre avant qu'une situation d'urgence n'apparaisse, pour permettre qu'elle soit mieux gérée.....	69
Graphique 76 :	Proportion des répondants par réaction des individus face au déplacement massif de populations	70
Graphique 77 :	Proportion des répondants par réaction des communautés face au déplacement massif de populations.....	71
Graphique 78 :	Proportion des répondants par réaction des leaders communautaires au moment de la crise (cummul Tillabéri)	72
Graphique 79 :	Proportion des répondants par réaction des leaders communautaires au moment de la crise (Département d'Ayorou)	72
Graphique 80 :	Proportion des répondants par dispositions immédiates prises par les acteurs	73
Graphique 81 :	Proportion des répondants par population locale informée avant d'être touchée	74

INTRODUCTION

Situé au cœur du Sahel, le Niger s'étend sur 1 270 000 Km², dont les trois quarts sont situés dans le désert du Sahara. Le Niger partage ses frontières avec sept pays : la Libye au nord-est, le Tchad à l'est, le Nigéria et le Bénin au sud, le Burkina Faso et le Mali à l'ouest et enfin l'Algérie au nord-ouest. Les 5 690 km de frontières que compte le Niger sont poreuses et très peu régulées ou surveillées, ce qui représente un risque majeur pour les autorités nigériennes dans la sécurisation des populations.

Située à l'ouest du Niger, la région de Tillabéri se situe entre le Mali au nord et le Burkina Faso à l'ouest. Différentes communautés sont présentes dans la région, et vivent principalement de l'agriculture et de l'élevage. La proximité de Tillabéri avec le Mali en fait l'une des régions du Niger les plus exposées, d'une part à la menace terroriste, mais également au banditisme et aux milices communautaires qui sévissent dans la région. L'instabilité persistante dans le nord du Mali a par ailleurs provoqué de nombreux déplacements de réfugiés maliens fuyant les conflits et cherchant refuge au Niger. En plus de cette instabilité frontalière, différents trafics et conflits intercommunautaires se développent dans la région, principalement alimentés par des tensions liées à l'accès aux ressources naturelles. L'ensemble de ces problématiques fait de Tillabéri une région particulièrement fragile, dont l'insécurité frontalière perturbe les populations.

L'objectif de cette étude est d'analyser les perceptions des populations locales sur deux sujets : par rapport à la gestion des frontières dans la région de Tillabéri, et vis-à-vis du rôle des autorités frontalières dans les mécanismes de réponse aux flux massifs de populations déplacées ou en migration. Ce travail de recherche interroge également les populations sur leur perception des différents risques sécuritaires qui menacent leur environnement, en particulier le risque terroriste. Un des objectifs du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Niger est de contribuer au renforcement de capacités des autorités nationales et régionales, de manière à ce qu'elles puissent assurer le contrôle plein et entier de leurs frontières. Cela se fera notamment en développant un engagement structuré et résilient des communautés, pour leur permettre d'accompagner le travail des autorités locales et régionales.

La première phase de ce projet a été mise en œuvre par l'OIM de septembre 2016 à mars 2017, et s'est concentrée sur les régions de Diffa et Zinder. Après une enquête de terrain sur les perceptions et l'intégration des communautés dans la gestion des frontières, 46 comités de prévention avaient été mis en place dans les zones frontalières proches du Nigéria et, dans une moindre mesure, du Tchad. Le présent rapport s'inscrit dans une seconde phase, menée en 2018 au sein des régions d'Agadez et de Tillabéri. Les rapports produits pour chacune de ces deux régions visent en premier lieu à guider la structuration et le renforcement des comités de prévention communautaire mis en place dans ces régions. Au cours du mois de mai 2018, ces comités ont été créés dans 48 villages des départements de Gothèye, Téra et Bankilaré.

L'objectif principal de ces comités est de transmettre aux autorités locales et régionales les informations relatives à la sécurité, à la santé et aux mouvements de populations. Ils seront ainsi amenés à rapporter dans les meilleurs délais les événements suspects ou la présence d'individus potentiellement dangereux. En cas de crise à la frontière, ces comités devront alerter rapidement des autorités et des services compétents. Ils pourront également être sollicités pour assister les services de secours dans l'identification, l'orientation et la prise en charge de

personnes déplacées et/ou vulnérables. Les résultats de la présente étude permettront ainsi de guider la mise en place et le fonctionnement de ces comités de prévention communautaire au sein de la région. De plus, en mettant en lumière les préoccupations des populations village par village, ils seront donc un outil d'aide à la prise de décision qui sera utile aux autorités.

Les comités de prévention ne sont pas amenés à jouer un rôle d'autodéfense ni à encourager l'usage de la violence, même s'ils doivent faire face à des activités illicites dans le cadre de leurs actions. En effet, ils n'ont pas vocation à se substituer à l'autorité de l'État, mais simplement à faciliter le travail de ses services en matière de gestion des frontières.

Géographie de la région de Tillabéri

Située à l'ouest du Niger, aux frontières du Mali et du Burkina Faso, la région de Tillabéri se caractérise par son instabilité et par la forte concentration de menaces diverses. Ces dernières émanent en partie des frontières, mais sont également nourries par les problématiques régionales. La région de Tillabéri couvre une superficie de 97 251 km², soit environ 7,7 % du territoire national. Sa population était estimée au 17 décembre 2012 à 2 722 482 habitants, soit 15,9 % de la population nigérienne.

À l'image du reste du pays, cette population est relativement jeune, plus de six personnes sur dix ayant moins de 20 ans¹. Par ailleurs, la moitié de cette population a moins de 14 ans, ce qui montre la part importante de la population que l'on pourrait considérer comme potentiellement inactive².

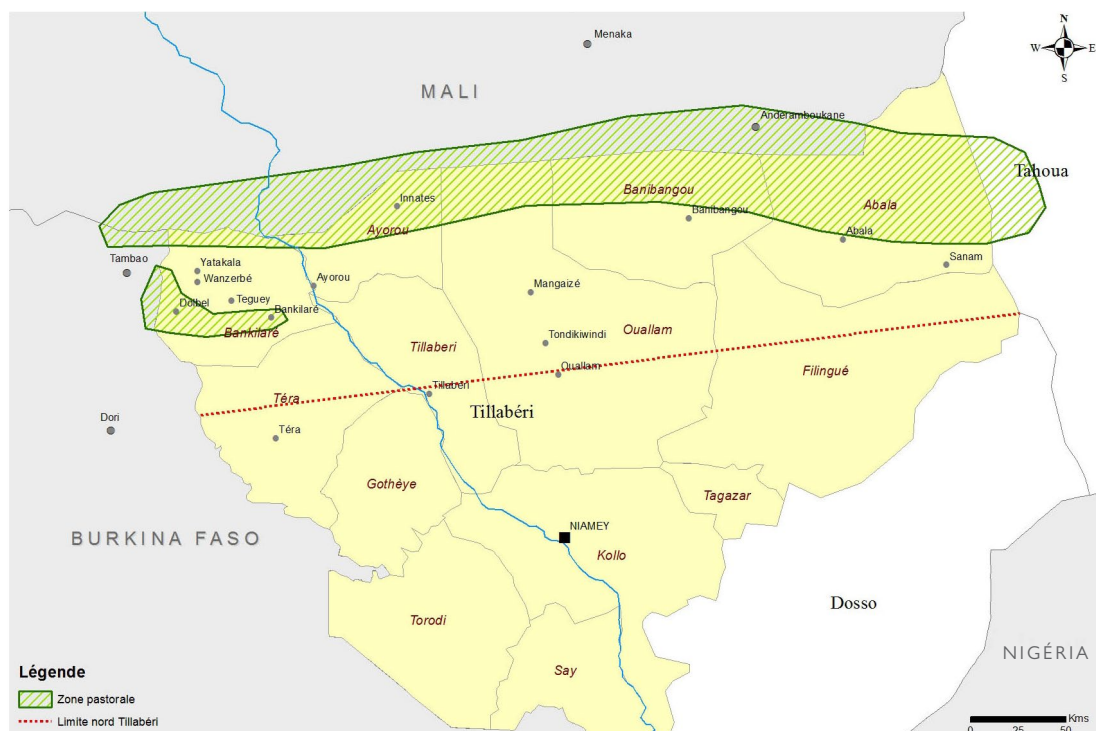
Au niveau géographique, la région de Tillabéri peut être divisée entre une partie nord et une partie sud. La partie sud est tournée vers l'exploitation des terres et une économie agricole. Dans le cadre de cette enquête cette partie comprend les départements de Téra et de Torodi, qui bordent le Burkina Faso. Les départements de Bankilaré, Ayorou³, Ouallam et Banibangou sont compris dans la partie nord de la région qui partage ses frontières avec le Mali. Cette partie nord est une zone semi-aride et agropastorale. Cette zone est administrativement délimitée par le récent Code Pastoral mis en place au travers de l'ordonnance 2010-029 qui reprend la délimitation établie par la loi 61-5 datant de 1961. Elle marque la limite nord des cultures et donc le début des zones de pâture.

¹ « Monographie de la région de Tillabéri », Ministère du Plan, Institut National de la Statistique du Niger, Octobre 2016.

² Ibid.

³ Peut aussi être utilisé avec l'orthographe suivant : « Ayerou », « Ayérou », « Ayourou »

Carte des zones pastorales de la région de Tillabéri



Source : Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), Niger. La carte est basé sur l'œuvre de M Amani Mohamed Mouhamadou et apparu à l'origine dans le rapport de HACP intitulé << Nord-Tillabéri : analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles >>. Disponible sur www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-705_fr.html

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent en aucun cas, l'approbation ou acceptation officielle de la part de l'Organisation internationale pour les migrations.

Une organisation géographique symbolique des divisions entre populations pastorales et agricoles

Cette division entre cultures agricoles et pastoralisme dépasse le simple cadre de structurations géographiques et climatiques. En effet, les relations entre cultivateurs et éleveurs de la région de Tillabéri sont également représentatives d'une diversité économique nécessaire au bien-être du pays et de la région. À ces deux pans de l'économie régionale s'ajoute également la croissance des activités de commerce et des marchés locaux, qui favorisent les échanges entre les populations des pays frontaliers. Néanmoins, la dichotomie qui existe entre agriculture et pastoralisme reste particulièrement structurante de la vie de Tillabéri. Ces relations sont ainsi au cœur des structurations sociales au sein de cette région et façonnent la nature des liens entre tribus et communautés.

Toutefois, la difficile cohabitation entre populations nomades et agricoles qui existe dans certaines zones de la région représente autant de défis auxquels les autorités régionales doivent quotidiennement faire face, en particulier en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles du territoire. Les différents points d'eau répartis dans la partie nord de Tillabéri constituent à la fois des lieux de regroupement et de socialisation, mais également de différends, de querelles et parfois même de conflits. Il en est de même en ce qui concerne l'accès aux terres et le respect du code pastoral, qui est souvent peu appliqué en raison des aléas climatiques, de nouvelles alliances ou des résultantes d'un conflit intercommunautaire. Introduit en 2010, le code pastoral vise principalement à renforcer les normes et règlements instaurés pour faciliter les relations entre populations nomades et sédentaires. Il vise ainsi à protéger les éleveurs dans l'accès aux terres et à préserver les propriétés des cultivateurs. Ce code nomade reconnaît notamment les

droits fondamentaux des cultivateurs et des éleveurs, et interdit par ailleurs la privatisation des espaces pastoraux dans le cas où cela empêcherait les éleveurs d'accéder à certaines ressources⁴. Mais l'absence d'une réelle sensibilisation concernant les règles et applications de ce code, et le manque d'investissement dans les structures administratives et juridiques qui pourraient veiller à sa bonne application font que les litiges et conflits continuent de se répandre dans cette partie de la région.

Les éleveurs qui se trouvent dans cette zone semi-aride sont entièrement dépendants des aléas climatiques et des crises météorologiques qui surviennent régulièrement dans la région. Ainsi, en saison de pluies (de juin à septembre) les zones herbeuses deviennent abondantes et les mares se remplissent, permettant ainsi aux troupeaux de paître et aux éleveurs d'évoluer naturellement et librement dans la zone. En revanche, la période d'aridité qui s'ensuit contraint les éleveurs sur deux aspects. Premièrement les zones de pâturage diminuent fortement, et deuxièmement cela oblige les éleveurs à rester à moins de 15 ou 25 kilomètres du puits pastoral le plus proche, afin de pouvoir assurer l'abreuvement des troupeaux⁵. Ces changements saisonniers sont donc essentiels pour comprendre les dynamiques économiques, politiques et sociales de la région car ils conditionnent la mobilité des populations, leur rapport à l'espace et à la frontière, ainsi que leurs relations avec les autres communautés.

Cette division marque enfin et surtout une frontière interne qui marque une séparation entre les communautés principales de la région. Au sud évoluent les Haoussas, les Peulhs et surtout les Djermas⁶, qui constituent l'ethnie majoritaire au sein de la région. Au nord se trouvent les communautés plus pastorales, ainsi que les communautés nomades que sont les Touaregs, les Dossaaks et certaines communautés de Peulhs et d'Arabes. Depuis quelques années la croissance démographique au Niger⁷, conjuguée aux effets du changement climatique, a créé une lente migration des populations agricoles vers le nord, réduisant de plus en plus les espaces pastoraux ou poussant les éleveurs vers le Mali, devenu entretemps très instable. Ces tensions grandissantes dans l'accès aux ressources naturelles provoquent des conflits intercommunautaires dont se nourrissent les groupes terroristes et/ou criminels implantés dans la région, dont les effectifs sont régulièrement grossis par certains jeunes de la région, souvent sans-emploi ou marginalisés. C'est à cette imbrication de problématiques aux causes multiples que doivent désormais faire face les autorités et les populations locales de Tillabéri.

Une porosité frontalière qui accroît les risques d'insécurité

Face à ce contexte s'ajoutent également les particularités territoriales de la région, qui empêchent un contrôle efficace des frontières, et limitent ainsi la capacité à assurer la sécurité des populations, notamment celles qui évoluent au plus près de la frontière malienne. D'après un rapport de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix⁸, la frontière entre le Niger et le Mali est un *no man's land* qui a pu se constituer en l'absence d'une forte présence de l'État. L'intervalle entre chaque position des forces de défense et de sécurité le long de la frontière est ainsi estimé à plus de 100 kilomètres⁹.

⁴ Voir notamment « Fiche technique de pays sur les questions relatives aux peuples autochtones, la République du Niger », *International Work Group for Indigenous Affairs (IGWIA)*, février 2013.

⁵ Ibid.

⁶ Parfois orthographié « Zarma ».

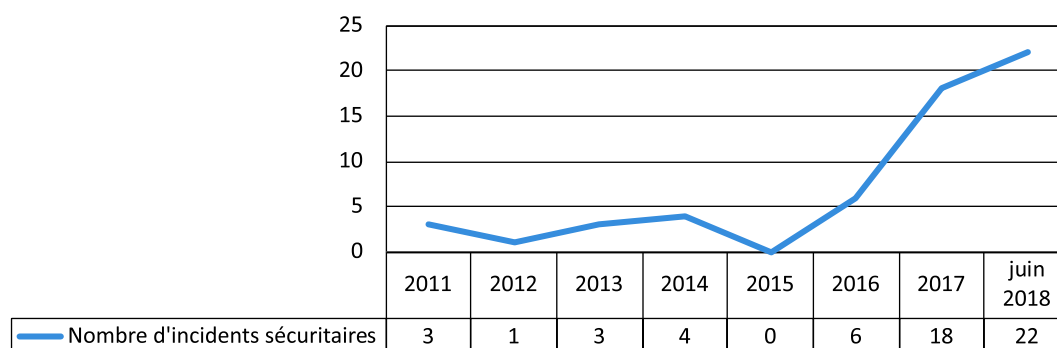
⁷ Avec 7,6 enfants par femme le Niger enregistre le taux de fécondité le plus élevé au monde.

⁸ « Nord-Tillabéri : analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles », *HACP/UE et Modus Operandi*, Août 2017.

⁹ Ibid.

Cette instabilité a favorisé l'accroissement récent des incidents sécuritaires dans la région, qu'ils soient le fait du banditisme, de milices communautaires ou de groupes terroristes. Ces incidents incluent notamment les guerres de territoires, la violence ciblée contre les civils ou les attaques terroristes.

Évolution de l'insécurité au sein de la région de Tillabéri



Source : ACLED.

Sur les 40 incidents recensés dans la région depuis 2011, plus de la moitié se sont déroulés au cours des deux dernières années¹⁰, et 33 d'entre eux ont entraîné des pertes, causant la mort de 225 personnes. Sur ces 33 incidents mortels, 26 ont eu lieu au cours des années 2017 et 2018 (juin). L'aspect particulièrement meurtrier de ces actes a notamment été favorisé par la facilité d'accès aux armes légères dans la région, accentuant par ailleurs les risques de passage à l'acte pour certaines communautés se sentant spoliées par les bandes criminelles ou d'autres groupes communautaires. Afin de répondre à cette double menace du banditisme et du terrorisme, l'État nigérien avait déployé il y a quelques années l'opération Zarmaganda, remplacée par l'opération Dongo depuis juin 2017. Cette opération, basée à Tilwa, dans le département d'Ouallam, a pour principale mission de contenir les différentes menaces qui émanent de la frontière malienne.

Une menace terroriste très présente à la frontière nord de la région

Pour finir, la région de Tillabéri est menacée à ses frontières par le nombre croissant des différents groupes terroristes. Ces groupes se concentrent presque exclusivement au nord et au centre du Mali. Ce phénomène n'est pas nouveau pour la région du Sahel mais il est devenu majeur, tant dans la multitude d'acteurs impliqués que dans leurs effectifs et dans l'étendue de leurs actions dans la région. Il attire également plus que jamais l'attention de la communauté internationale, qui a multiplié le nombre d'opérations pour tenter de mettre fin à cette menace.

Ces groupes terroristes sont devenus plus menaçants à partir de 2012 à la suite des combats qui ont opposé l'armée régulière malienne à différents groupes, dont les indépendantistes Touaregs du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) et les salafistes d'Ansar Dine, soutenus par d'autres groupes terroristes dont Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI). Le travail accompli par les forces armées maliennes, soutenues par l'opération française Serval, avait alors permis de contenir cette menace, sans pour autant la faire disparaître. Des forces tchadiennes sont également présentes sur le territoire, ainsi que la mission de maintien de la paix MINUSMA dont le mandat a débuté en 2013 et qui est toujours active dans cette zone.

¹⁰ Source : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), base de données consultée en juin 2018.

L'opération Serval a également muté en opération Barkhane, qui s'étend désormais sur la moitié ouest de la Bande Sahélo-Saharienne et qui a pour principale mission de lutter contre les groupes armés djihadistes dans toute la région. Enfin la récente force G5 Sahel qui regroupe les forces armées de la région (le Niger, le Mali, la Mauritanie, le Tchad et le Burkina Faso) a également pour principal objectif de contenir la menace terroriste en Afrique de l'Ouest.

Ces groupes terroristes se sont graduellement transformés, et certains se sont alliés tandis que d'autres se sont dissous. Aujourd'hui les principaux groupes sont toujours actifs, bien qu'ils aient subi de nombreuses pertes au cours des dernières années. Ainsi, le nord et le centre du Mali servent de base à des groupes tels que Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (JNIM)¹¹, AQMI ou encore l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS)¹². S'ajoutent à cela des groupes armés non-étatiques qui prônent l'indépendance du Nord Mali : le Congrès pour la Justice de l'Azawad basé dans la région de Tombouctou et le Mouvement pour le Salut de l'Azawad basé dans la région de Menaka¹³, située à moins de 100 km de la frontière avec la région de Tillabéri. Le Burkina Faso voisin n'est pas non plus étranger à ce phénomène terroriste. Les attaques terroristes survenues dans le nord du Burkina Faso et revendiquées par Ansaroul Islam, un groupe terroriste basé dans le pays, rappellent que cette menace ne saurait être comprise uniquement dans sa dimension malienne, mais qu'elle se déploie également dans d'autres parties du Sahel¹⁴. Le phénomène terroriste s'est ainsi déplacé vers le sud, et touche désormais l'est du Burkina Faso, où les forces de l'ordre ont subi des pertes significatives en raison d'attaques ciblées menées à l'aide de mines artisanales¹⁵.

Méthodologie de la recherche :

Objectif et résultats attendus

Cette étude fait partie du projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger », conçue et pilotée par le bureau de l'OIM au Niger. Elle a pour principale ambition de comprendre la vision des communautés vivant dans les zones frontalières sur leur intégration à la gestion des frontières, leur compréhension des dynamiques transfrontalières et leur perception du terrorisme dans la région.

Cette étude amènera donc les acteurs nationaux et internationaux à adapter leurs actions pour mieux intégrer les communautés, et agir à leurs côtés pour mieux répondre à leurs besoins. En conclusion cette étude démontrera la nécessité de faire sortir les communautés du rôle de victimes potentielles de l'insécurité, afin d'en faire des acteurs clé de la gestion des frontières, à travers des comités de prévention.

¹¹ JNIM est né en mars 2017 à la suite de l'annonce d'une alliance de trois groupes terroristes principaux du Nord Mali : Ansar Dine, le Front de libération du Macina, Al-Mourabitoun et la branche d'AQMI opérant dans le Sahara. Voir : « Shifting relationships, growing threats: Who's who of insurgent groups in the Sahel », *IRIN*, février 2018.

¹² EIGS est né en 2015, créé par le porte-parole du MUJAO (aujourd'hui disparu).

¹³ « Shifting relationships, growing threats: Who's who of insurgent groups in the Sahel », Op cit.

¹⁴ Voir notamment H. Nsaibia et C. Weiss, « Ansaroul Islam and the growing terrorist insurgency in Burkina Faso », *Center for Counter Terrorism*, Mars 2018, Volume 11, Issue 3.

¹⁵ www.jeuneafrique.com/620820/politique/burkina-au-moins-sept-membres-des-forces-de-lordre-tues-par-lexplosion-dun-engin-artisanal/

Milieu de l'étude

Cette enquête a été menée au sein de 122 villages de la région de Tillabéri. La sélection de ces villages a été effectuée par les maires de 9 communes jouxtant une frontière internationale : Ayourou, Banibangou, Bankilaré, Ouallam, Tondikiwindi, Téra, Gorouol, Makalondi et Torodi. Ces villages ont été identifiés en fonction de critères préétablis par l'OIM :

- Les villages doivent accueillir plus de 100 habitants ;
- Ils doivent être couverts par un réseau de téléphonie mobile ;
- Ils doivent avoir été déjà touchés par l'insécurité ;
- Leurs populations ne font pas ou peu remonter d'informations aux autorités ;
- La participation à l'étude est volontaire et bénévole.

En termes de représentation ethnique, les villages retenus pour cette étude sont dans la grande majorité des villages djermas. Mais on trouve également des villages accueillant des majorités de Touaregs, de Peulhs ainsi que d'autres localités accueillant des communautés Gourmantchés ou Haoussas. Les enquêteurs ont donc veillé à ce que les communautés ethniques de la région de Tillabéri soient justement représentées en fonction de leur présence sur le territoire.

Vingt-cinq enquêteurs ont été recrutés localement en fonction de leur niveau d'étude, de leur connaissance de la région, notamment de son contexte sécuritaire et des différentes langues locales. Ils ont parcouru la région au cours d'un mois d'enquête¹⁶. Ces enquêteurs ont été préalablement formés afin de pouvoir pleinement accomplir cette mission.

Au total ce sont 7 275 personnes, vivant au sein de 122 villages, qui ont été interrogées dans le cadre de cette étude.

Chaque enquêteur avait à sa disposition un questionnaire enregistré sur l'application pour smartphone Kobo, composé principalement de questions à choix multiple. Les questions étaient réparties en plusieurs chapitres portant sur les perceptions des communautés locales sur la gestion des frontières, les risques sécuritaires, les perceptions des communautés sur le terrorisme, l'efficacité de la gestion des frontières ou encore la communication entre autorités et communautés sur la sécurité frontalière.

Par ailleurs, ces questions étaient accompagnées d'un guide destiné à l'enquêteur, qui visait à appuyer l'enquêteur dans son approche des différents thèmes et des différentes questions vis-à-vis des répondants. Des indications étaient également fournies au sujet des questions les plus sensibles. Par exemple, concernant le thème du terrorisme il était précisé que si le mot « terrorisme » ne semblait pas adapté au contexte local, l'enquêteur était encouragé à le remplacer par des expressions plus indirectes, comme l'expression djerma « Izéfotèye goyo »¹⁷.

Démarche méthodologique :

Échantillonnage

L'unité d'échantillonnage de cette étude est de 122 villages de plus de 100 habitants proches de la frontière ou concernés par les flux transfrontaliers migratoires, commerciaux, de trafics, etc.. Ces localités ont été identifiées par les autorités administratives et les élus locaux des 9 communes concernées préalablement au lancement de l'enquête de terrain.

¹⁶ Du 5 mars au 1er avril 2018.

¹⁷ « Bandit professionnel » en langage local.

Technique d'enquête

Le choix des répondants a été fait de manière aléatoire, tout en veillant cependant à assurer une représentation équitable des tranches d'âge, catégories sociales, nationalités et ethnies présentes dans la zone d'enquête.

Chaque entretien était précédé par une procédure de consentement oral du répondant. L'enquêteur devait lire à voix haute un paragraphe expliquant le but de l'enquête, le caractère volontaire de l'entretien ainsi que l'engagement de l'OIM à ne pas divulguer les données personnelles des répondants.

Difficultés rencontrées au cours d'enquête :

Premièrement, il est important de préciser que certains villages sont assez difficiles d'accès. Cette inaccessibilité est notamment causée par l'éloignement géographique qui peut exister d'un village à l'autre, mais également en raison de la dangerosité de certaines zones. Certains villages situés aux abords de la frontière avec le Mali étaient notamment devenus inaccessibles suite aux opérations militaires menées par le G5 Sahel, mais également en raison de l'état d'urgence toujours en vigueur dans certaines zones.

Par ailleurs l'espace parfois très grand entre certaines habitations d'un village a compliqué la tâche des enquêteurs. La plupart des déplacements des 25 enquêteurs recrutés localement se faisaient à l'aide des transports en commun qui sont souvent insuffisants dans certaines zones de la région. Le déplacement d'un village à l'autre ne pouvait alors s'effectuer qu'une seule fois par semaine, généralement le jour du marché, ralentissant fortement les travaux de cette enquête.

De plus, la mauvaise couverture du réseau de téléphonie mobile dans certaines parties de la région, notamment au niveau des villages frontaliers, a parfois entravé l'envoi instantané des formulaires finalisés par les enquêteurs.

Enfin, du point de vue sécuritaire il est à noter que même si aucun incident n'a été enregistré, les risques demeurent, en raison notamment de l'absence de forces de défense et de sécurité dans la plupart des villages de la région.

Méthodologie d'analyse

La plupart des questions posées lors de cette enquête étaient des questions fermées à choix multiple. Ainsi, l'analyse des résultats obtenus permet de faire ressortir les proportions des réponses choisies par les personnes interrogées par rapport à l'ensemble des réponses obtenues. De fait, ces proportions ont souvent été exprimées en effectif numérique ou pourcentage, et mises en perspective par rapport au nombre total de répondants. Par ailleurs, la réponse « autre » accompagnant chaque question à choix multiple permettait aux répondants de préciser leur choix dans le cas où celui-ci différait des possibilités proposées.

D'autre part, pour certaines questions, les pourcentages représentant les choix des répondants peuvent porter sur leur fréquence dans l'ensemble des réponses formulées, plutôt que leur proportion. Cette méthodologie permet de mettre en évidence l'ampleur relative des différentes réponses données, ainsi que les choix les plus fréquents des personnes interrogées. Pour ce type de question, la somme des pourcentages extraits des réponses peut être supérieure à 100 %, chaque répondant ayant pu donner deux réponses ou plus.

En ce qui concerne les questions ouvertes utilisées dans l'enquête, le traitement des données a permis de faire ressortir les réponses les plus fréquentes et les plus pertinentes données par les personnes interrogées.

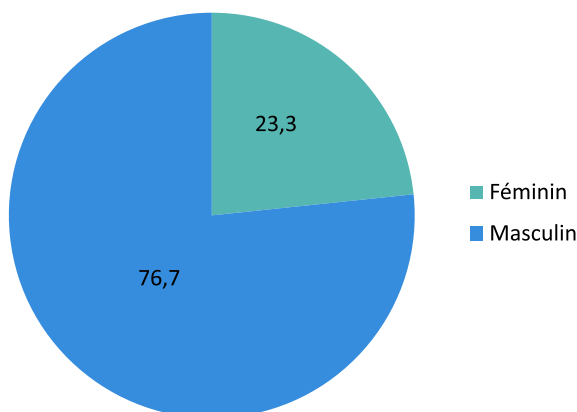
Pour les différentes variables mesurées par cette enquête, des représentations graphiques sous forme de diagrammes circulaires ou en bâton ont été réalisées, sur la base des pourcentages des réponses formulées. Pour les questions à choix multiples, la représentation graphique choisie est généralement le diagramme en bâton. Concernant les questions fermées, pour lesquelles une seule réponse pouvait être donnée, des représentations graphiques sous formes de diagramme circulaires ont été préférées, de manière à mieux prendre en compte le caractère mutuellement exclusif des différentes réponses.

Enfin, les résultats de l'enquête sont parfois détaillés suivant les départements ou les communes des personnes enquêtées, de manière à mettre en lumière les différences notables des réponses obtenues en fonction de ces zones géographiques.

1. PROFIL DES RÉPONDANTS

Cette partie du rapport détaille le profil de l'échantillon interrogé, tant dans ses caractéristiques démographiques, qu'ethniques et économiques.

Graphique 1 : Proportion des répondants par sexe



Avec une superficie de 97 251 Km², la région de Tillabéri est l'une des plus peuplées du Niger avec 2 722 482 habitants, répartis proportionnellement entre hommes (49,45 %) et femmes (50,55 %) ¹⁸. Il avait été demandé aux enquêteurs recrutés dans le cadre de cette étude d'interroger un échantillon aussi représentatif que possible de la population, afin de pouvoir en tirer des conclusions au plus proche des perceptions réelles des communautés. Il est à noter que ce travail a été rendu plus difficile par les structures sociales et culturelles de ces communautés.

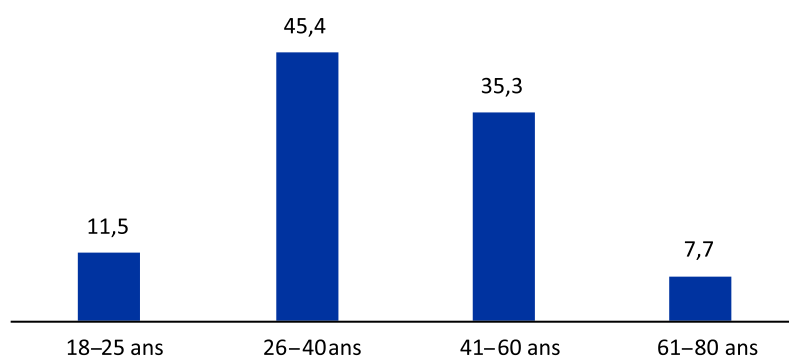
En effet, au sein de la région de Tillabéri, plus de neuf foyers sur dix sont en effet répertoriés par l'Institut de Statistique du Niger comme dirigés par des hommes. La part des foyers dirigés par des femmes se concentrent surtout en milieu urbain (18 %), zones moins concernées par le travail de recherche des enquêteurs ¹⁹, qui se sont surtout concentrés sur les villages les plus proches de la frontière. Suivant cette logique, les personnes en charge du foyer sont très généralement celles désignées pour répondre aux enquêteurs, ce qui explique la prépondérance masculine de l'échantillon (76,7 %) et de la faible part de répondantes (23,3 %).

De ce fait, plusieurs enquêtrices avaient été recrutées afin de pallier à d'éventuels effets sociaux et communautaires qui auraient pu empêcher certaines femmes de s'exprimer. Cela a permis d'avoir une part féminine de répondants qui soit tout de même significative, assurant une bonne représentativité de l'échantillon interrogé.

¹⁸ Source : Institut National de la Statistique du Niger, Recensement de 2012.

¹⁹ "Monographie de la région de Tillabéri », Ministère du Plan, *Institut National de la Statistique du Niger en collaboration avec UNFPA*, Octobre 2016.

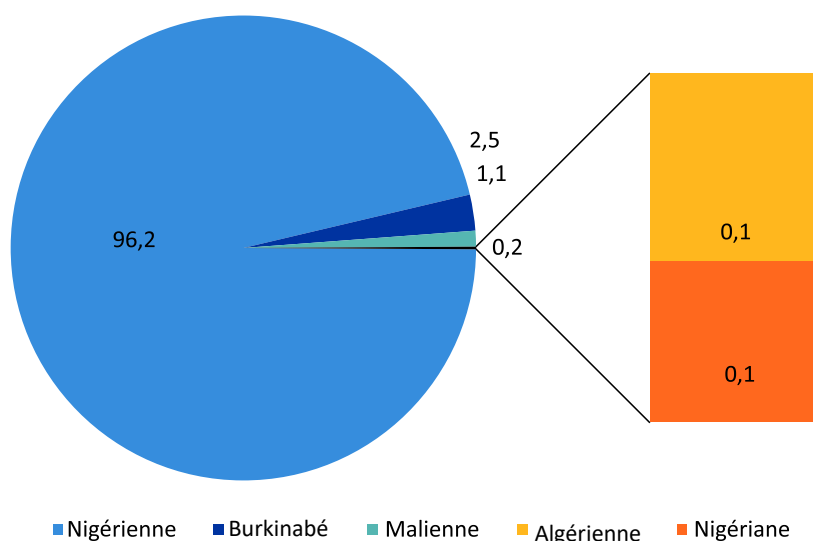
Graphique 2 : Proportion des répondants par groupe d'âge



À l'image du reste du pays, la population de Tillabéri est relativement jeune, avec plus de six personnes sur dix en-dessous de 20 ans²⁰. En dépit de cette démographie, l'échantillon de cette enquête est constitué majoritairement d'adultes de 26 à 40 ans (45,4 %) et d'adultes entre 41 et 60 ans (35,3%), suivis par les 61-80 ans. Ainsi, les 18-25 ans (11,1 %) sont la deuxième tranche d'âge la plus minoritaire au sein de notre échantillon, bien qu'ils soient l'une des plus nombreuses dans la région et dans le reste du pays. Cela s'explique pour des raisons d'organisation du ménage similaires à celles évoquées plus haut pour la répartition des répondants par sexe. En effet, ce sont généralement les chefs de foyer qui sont en charge de répondre à ce type d'enquêtes, qui sont par conséquent moins représentatives de la voix des jeunes.

Dans la région de Tillabéri seuls 5 % des chefs de ménage ont moins de 25 ans, contre 34,25 % ayant entre 26 et 40 ans ; 42,12 % entre 41 et 60 ans et enfin 17,05 %²¹ entre 61 et 80 ans. Cette répartition démographique des chefs de ménage au sein de la région, cumulée à l'effort des enquêteurs d'assurer une certaine représentativité de la population active et mobile dans leur échantillon, explique la répartition par âge des personnes interrogées.

Graphique 3 : Proportion des répondants par nationalité d'origine



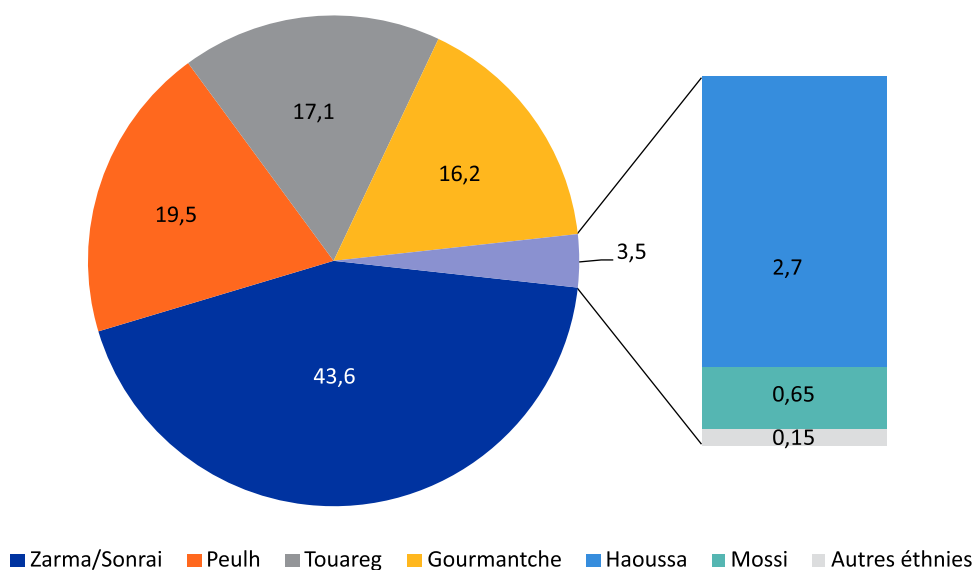
²⁰ « Monographie de la région de Tillabéri », Op Cit.

²¹ Ibid.

Moins de 4 % de l'échantillon de cette étude représentent une personne migrante issue des frontières directes du Niger. En effet, 96,2 % des répondants sont Nigériens, tandis que le reste de l'échantillon se compose de burkinabé (2,5 %), de maliens (1,1 %) et plus minoritairement de nigériens (0,1 %) et d'algériens (0,1 %).

Cette répartition des répondants reflète la très faible part qu'occupent les migrants au sein de la région de Tillabéri au regard de leur proportion au sein de la population nationale, et en comparaison avec d'autres régions comme celle d'Agadez. En effet, les migrants qui transitent du Burkina Faso ou du Mali et qui passent par la région de Tillabéri s'y installent rarement. En réalité, ces derniers vont plutôt chercher des opportunités économiques au sein de la communauté urbaine de Niamey, dans d'autres pays du nord de l'Afrique, ou partent vers l'Europe.

Graphique 4 : Répartition des répondants par ethnie



Du point de vue communautaire, la région de Tillabéri est à l'image du reste du pays, c'est-à-dire multiethnique et riches en langues et cultures. Les ethnies principales de la région sont les Zarmas, les Peulhs, les Touaregs, les Haoussa et enfin les Gourmantché et les Arabes.

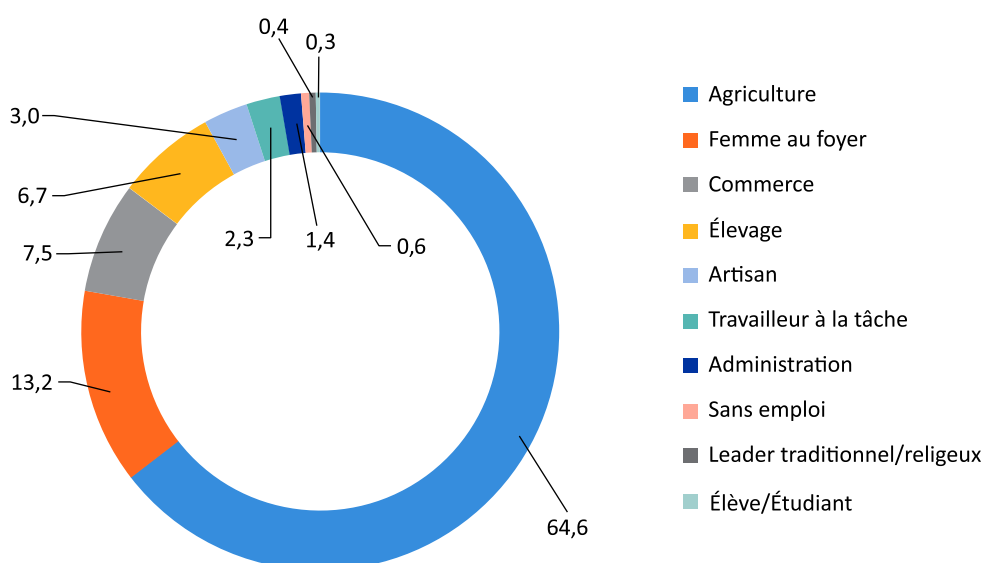
Les Zarmas, l'ethnie majoritaire de la région, évoluent principalement dans les parties ouest et sud de la région de Tillabéri et occupent les terres agricoles du territoire, avec les Haoussas ainsi que certains groupements Peulhs. Le nord pastoral de la région est lui occupé principalement par les Touaregs et les Peulhs.

En 2001, d'après les données fournies par l'Institut National de la Statistique du Niger²², la région de Tillabéri comprenait 1,1M de Zarmas, soit 63,6 % de la population totale de la région. Le reste était réparti entre les Peulhs à hauteur de 12,6 %, les Touaregs à hauteur de 11,1 %, puis les Haoussas qui représentaient 10,5 %. Enfin on trouve aussi des ethnies plus minoritaires comme les Gourmantchés (1,9 %).

²² « Annuaire Statistique des Cinquante Ans d'Indépendance du Niger », INSN, Novembre 2010.

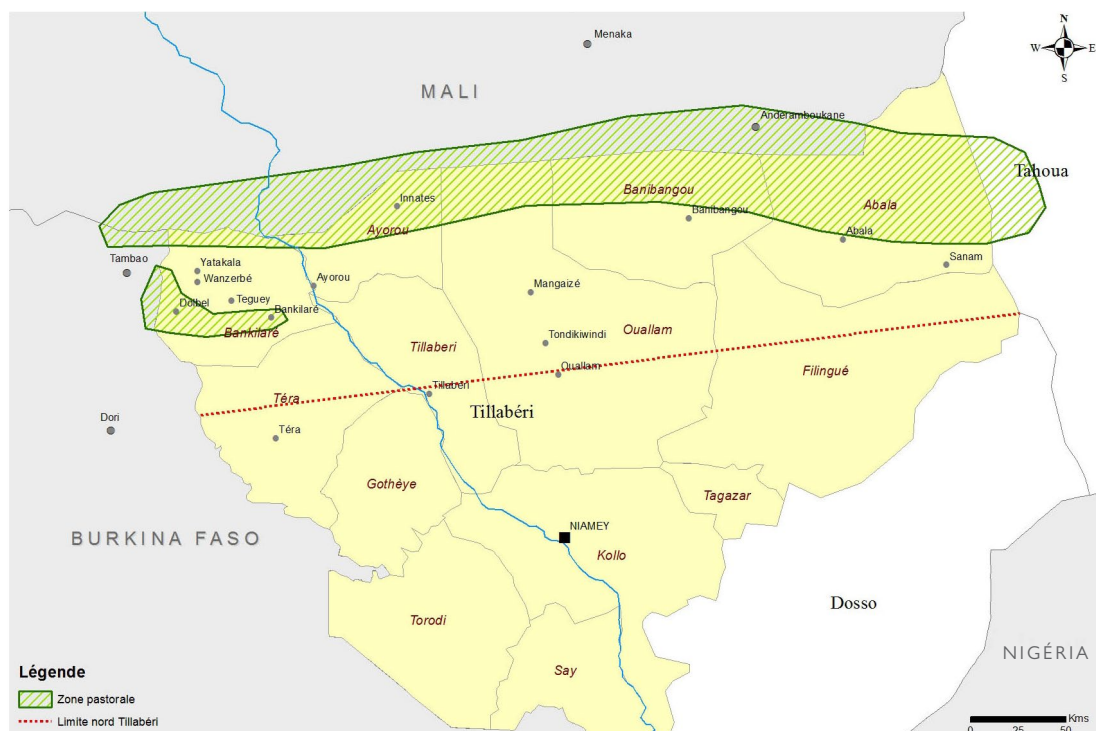
L'échantillon de la présente étude reflète cette répartition ethnique avec une prédominance de la représentation des Zarmas, qui ne sont toutefois pas majoritaires (43,6% de l'échantillon). Près de deux répondants sur dix (19,5 %) sont également d'origine Peuhle tandis que 17,1 % sont Touaregs et 16,25 % Gourmantchés, soit une répartition presque égale entre ces trois ethnies. Plus marginalement on retrouve 2,7 % de Haoussas, 0,6 % de Mossis et enfin 0,1% d'autres ethnies. On retrouve les Zarmas sur l'ensemble de la région, bien qu'ils évoluent principalement dans la partie ouest, contrairement aux Touaregs qui se trouvent principalement dans la partie nord de la région. Les Peulhs sont également répartis sur l'ensemble du territoire de Tillabéri, tandis que les Gourmantchés se situent principalement à l'ouest et au sud-ouest, c'est-à-dire à la frontière avec le Burkina Faso. La méthodologie de cette enquête s'est principalement concentrée sur les zones frontalières de la région, ce qui peut expliquer la surreprésentation de certaines ethnies comme les Peulhs, les Touaregs et surtout les Gourmantchés dans la proportion des répondants. Cette répartition est toutefois très représentative de la répartition effective de ces ethnies au sein de ces zones frontalières.

Graphique 5 : Proportion de répondants par activité économique principalement exercée



La répartition par activité économique des répondants confirme que l'économie régionale est principalement soutenue par les agriculteurs et les éleveurs, qui constituent la plus grosse part de la population active et qui font vivre ces communautés. Ainsi, comme indiqué en introduction, l'économie de la région repose principalement sur ces deux activités, qui délimitent les zones géographiques de la région, avec les activités pastorales au nord et agricoles au sud. En effet, la présence du fleuve Niger, qui traverse le territoire, ainsi que l'abondance de précipitations durant la saison des pluies font de cette région une zone naturellement propice à l'agriculture. Il semble donc logique que l'on retrouve deux tiers d'agriculteurs (64,5 % de l'échantillon) parmi les répondants. Néanmoins, il est rare que les habitants du pays soient uniquement éleveurs ou agriculteurs, et ils exercent bien souvent les deux activités de manière plus ou moins conjointe en fonction des saisons et des aléas climatiques.

Carte des zones pastorales de la région de Tillabéri



Source : Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), Niger. La carte est basé sur l'œuvre de M Amani Mohamed Mouhamadou et apparu à l'origine dans le rapport de HACP intitulé << Nord-Tillabéri : analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles >>. Disponible sur www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-705_fr.html

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le trace des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent en aucun cas, l'approbation ou acceptation officielle de la part de l'Organisation internationale pour les migrations.

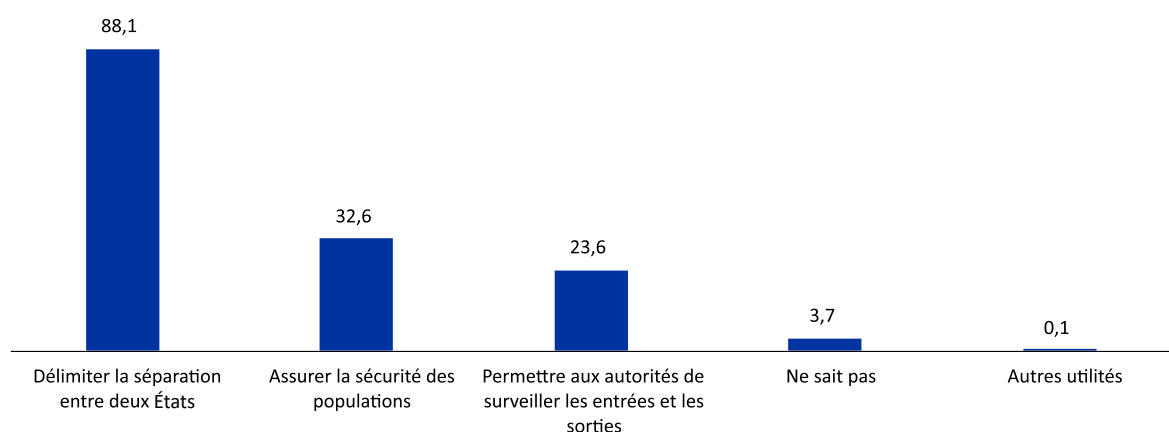
Viennent ensuite les femmes au foyer, qui représentent 13,2 % de notre échantillon total, et la moitié des femmes répondantes. Le commerce n'est pas non plus absent de l'économie de Tillabéri et se développe de plus en plus au sein de marchés transfrontaliers. Le grand marché de la ville d'Ayorou constitue un exemple de cette dynamique, qui se nourrit de commerçant venu des principaux pays de la région : le Burkina Faso, le Mali, le Niger, l'Algérie et la Libye. Ces commerçants composent 7,5 % de l'échantillon. Enfin on retrouve les éleveurs qui représentent 6,7 % de l'échantillon et qui évoluent principalement au nord de la région, au niveau de la zone pastorale.

La part limitée (0,5 %) des personnes sans emploi doit être nuancée. Dans une région comme celle de Tillabéri, qui dépend largement de l'agriculture, une part majoritaire de la population travaille en fonction des saisons. La part des personnes qui se trouvent sans emplois, notamment en dehors des périodes de récoltes, est donc sans doute bien plus importante, surtout chez les jeunes qui travaillent en emploi saisonnier.

2. PERCEPTIONS DES COMMUNAUTÉS LOCALES SUR LA GESTION DE LA FRONTIÈRE

Cette partie de l'enquête permet de mieux comprendre et de mesurer les perceptions des communautés locales sur la problématique générale de la gestion des frontières. Elle analyse notamment leurs connaissances sur le concept même de frontière, sur sa localité ou encore sur les autorités impliquées dans sa gestion et sa sécurisation. Elle reflète également comment les habitants se situent par rapport à leur frontière et quelles sont les menaces qui en émanent selon eux. Elle identifie enfin quelles solutions peuvent être envisagée par les autorités afin d'améliorer le contrôle et ainsi mieux assurer la sécurité des populations.

Graphique 6 : Proportion de répondants par utilité perçue de la frontière



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Au Niger, certaines communautés ont un mode de vie nomade ou semi-nomade et évoluent géographiquement au sein du pays en fonction des saisons et des besoins. C'est notamment le cas des tribus Touaregs²³ qui sont les plus tournées vers le nomadisme, mais également d'une partie des Peulhs qui ont conservé ce mode de vie nomade, même si une autre partie a adopté une vie plus sédentarisée²⁴. Pour ces communautés, la frontière est un lieu régulier de passage, dont les diverses fonctions ne sont pas clairement établies. De plus, en fonction des localités, des coutumes et de l'éducation, le rapport à la frontière et à sa fonction peut être changeant. Il était donc important de sonder les populations sur leur compréhension du rôle des frontières, en intégrant dans l'enquête une question à choix multiple sur l'utilité perçue des frontières.

²³ Voir notamment « Le cas du Niger : les touareg du passé au futur » par Maman SALEY in Civilisations, Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines, avril 1996.

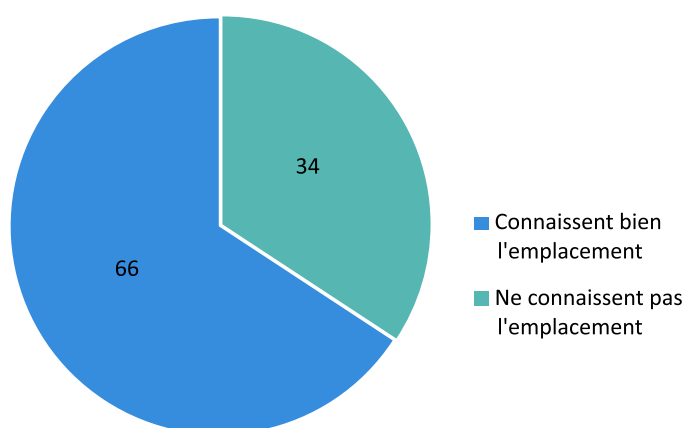
²⁴ Voir notamment "Nord-Tillabéri : analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles", HACP/UE et Modus Operandi, août 2017.

Pour près de neuf répondants sur dix (88,1 %) la frontière a pour simple fonction de délimiter la séparation entre deux États. Une écrasante majorité des personnes enquêtées relèguent donc la fonction principale d'une frontière à sa simple dimension géographique et administrative, une ligne tracée au sol qui permet de distinguer le passage d'un État à un autre et cerne l'étendue des territoires respectifs.

Beaucoup plus minoritaires sont ceux qui reconnaissent aussi à la frontière son rôle de sécurisation du territoire et sa fonction dans le contrôle des allées et venues sur le territoire du Niger. Trois répondants sur dix (32,6 %) estiment en effet que la frontière a aussi pour rôle d' «assurer la sécurité des populations », quand près d'un quart d'entre eux estiment qu'elle permet « aux autorités de surveiller les entrées et les sorties ».

Ces réponses révèlent ainsi que pour une bonne partie des personnes interrogées, la frontière ne saurait être vue comme un rempart contre les insécurités venues de l'extérieur ou comme outil efficace dans la surveillance des entrées sur le territoire. Elle n'existe avant tout que dans sa fonction purement administrative. Cela témoigne d'un quotidien régional marqué par les incursions répétées de groupes de bandits, de trafiquants et de terroristes, mais également des passages réguliers de migrants sur le territoire. Habités à ces problématiques frontalières, seule une minorité des répondants envisage que la frontière puisse exister également pour assurer leur sécurité. Cela fait écho à d'autres éléments recueillis au cours de cette enquête, qui sont analysés plus loin dans ce rapport, et qui montrent que certaines parties du territoire s'estiment particulièrement exposées aux menaces qui existent à la frontière.

Graphique 7 : Proportion de répondants par connaissance de la situation géographique de la frontière

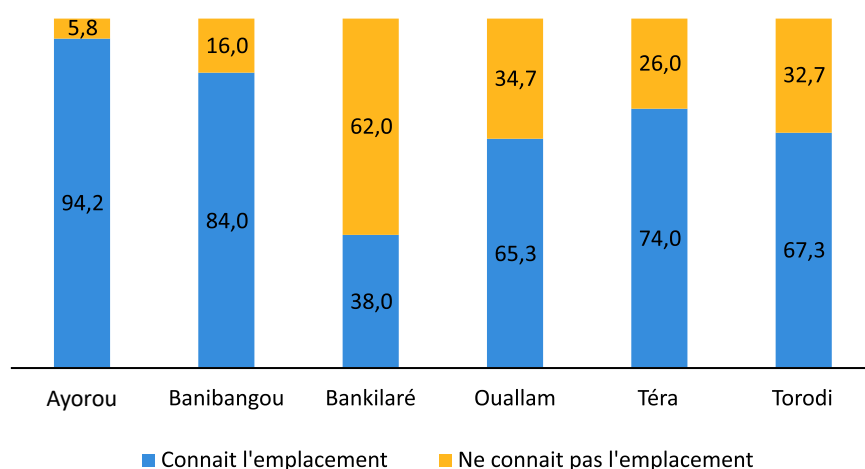


En ce qui concerne l'aspect purement géographique de la frontière, deux tiers des répondants (66 %) affirment bien connaître l'emplacement de la frontière, et seul un tiers de l'échantillon ne sait pas la situer (34 %). Une très grande majorité des personnes enquêtées a donc une connaissance précise de cet emplacement, bien que la part de ceux qui ne savent la situer reste tout de même importante. L'ensemble des villages interrogés au cours de cette enquête sont rattachés à des communes chefs-lieux de départements limitrophes aux pays voisins. Ils évoluent donc au plus près de la frontière, ce qui était par ailleurs un critère d'identification primordial dans le cadrage de cette étude. La part de ceux qui ne savent donc situer cette frontière peut s'expliquer par deux facteurs.

Le premier est la forte sédentarité de la majeure partie de la population de la région, qui vit essentiellement de l'agriculture et commerce principalement avec le reste de la région, surtout avec la proche capitale Niamey.

Le second facteur est plus culturel. La frontière, surtout dans les parties les plus désertiques du Niger, est rarement matérialisée physiquement ou représentée, que ce soit à l'aide de bornes, de panneaux ou de postes frontières. À cela s'ajoute également l'absence d'installation humaine qui pourrait également indiquer la présence de cette frontière. Enfin, pour les populations nomades qui vivent en zone désertique, peu habitées et très peu contrôlées par les autorités, l'emplacement exact de la frontière ne représente pas une information importante.

Graphique 8 : Proportion de répondants par connaissance de la situation géographique de la frontière (selon les départements de résidence)

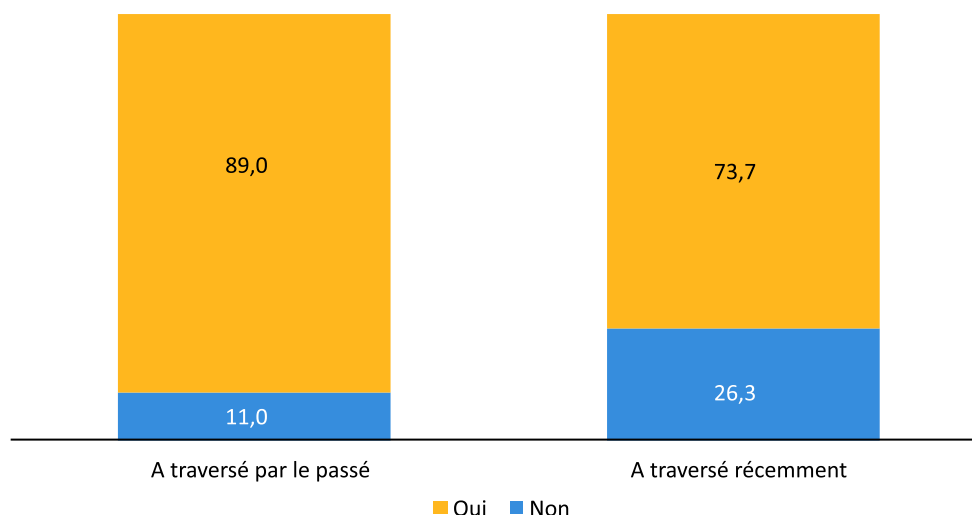


Cette connaissance de la situation géographique de la frontière varie ainsi selon les départements de résidence des personnes interrogées. De fait, la méconnaissance décrite plus haut se remarque surtout à Bankilaré, dont les postes frontières sont bien moins présents que dans le département voisin d'Ayorou par exemple, qui se situe sur la route directe vers Gao au Mali et où les populations interrogées semblent en grande majorité connaître l'emplacement de la frontière. Cette bonne connaissance de l'emplacement de la frontière chez les populations d'Ayorou se justifie également par la présence des positions militaires, ainsi que celle d'un poste de frontière construit par l'OIM. De manière générale, la plupart des villages enquêtés exercent des échanges commerciaux et culturels réguliers avec le Mali.

D'autre part, dans le cas de Bankilaré cette méconnaissance de la situation géographique de la frontière est principalement liée au fait que la plupart des villages qui ont été enquêtés se situent dans une nouvelle zone de délimitation, qui a fait que des villages nigériens se retrouvent désormais au Burkina Faso et inversement, mais sans que le bornage n'ait encore été réalisé.

De manière plus marginale, on retrouve un fort taux (entre environ 25 % et 35 %) de répondants qui ne savent pas bien situer la frontière au sein des départements d'Ouallam, de Téra et de Torodi ; mais la part de ceux qui connaissent cet emplacement reste toutefois important. Ce fort taux de connaissance de l'emplacement de la frontière se justifie aussi bien par leur localisation en zone frontalière que par leurs fréquentes traversées vers le Burkina Faso voisin.

Graphique 9 : Proportion des répondants par traversée de la frontière (par le passé et au moment de l'enquête)

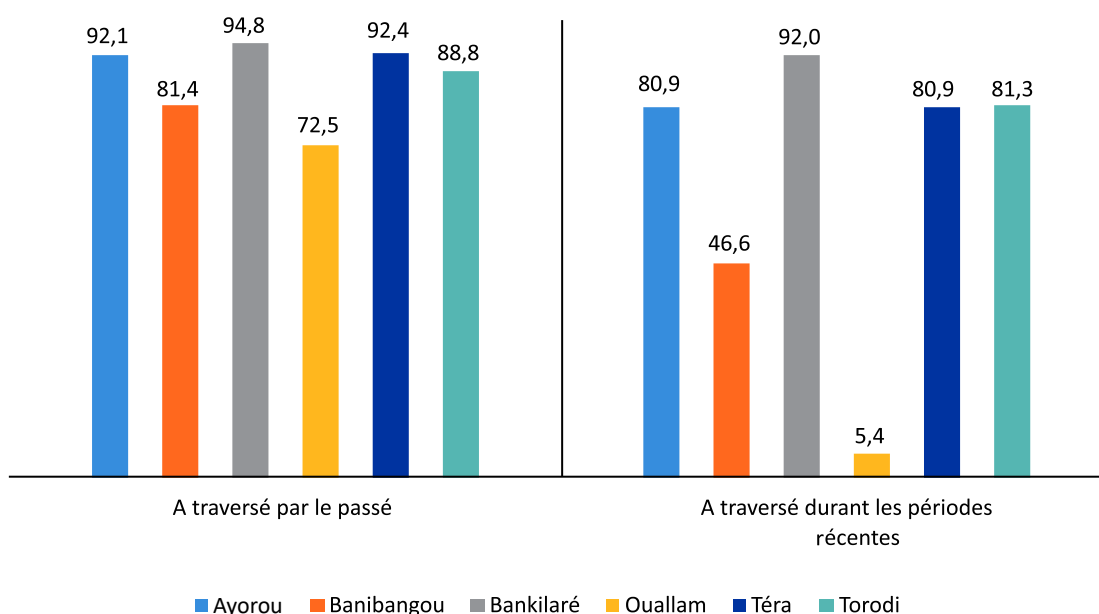


Dans la région de Tillabéri, et principalement au sein des communes interrogées, les traversées de la frontière sont courantes. Cependant, la fréquence varie selon les zones et les communautés étudiées. Par le passé, surtout avant le début des révoltes touarègues de 2012 et l'augmentation des groupes terroristes au nord du Mali, près de neuf répondants sur dix traversaient régulièrement la frontière.

Depuis la détérioration de la situation sécuritaire au Nord Mali, et plus largement au niveau des frontières entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso ; le nombre de répondants qui dit continuer à traverser la frontière s'est notablement réduit, bien qu'il reste conséquent. Ainsi, même si trois répondants sur quatre continuent de traverser cette frontière, il reste tout de même 26,3 % de répondants qui ne la traversent pas, ce qui représente une augmentation de plus de 15 points par rapport aux répondants qui ne traversaient pas la frontière par le passé (11 %). Ce changement de comportement s'explique principalement par la détérioration du niveau de sécurité dans la zone, liée à l'accroissement de la menace terroriste et à la recrudescence des attaques de bandits, mais également face à la hausse des vols de bétails. Cela peut également se comprendre à la lumière de l'état d'urgence instauré dans certaines zones de la région en mars 2017, qui limite fortement les mouvements des communautés²⁵.

²⁵ www.anp.ne/?q=article/l-etat-d-urgence-desormais-dans-trois-regions-du-niger

Graphique 10 : Proportion des répondants par traversée de la frontière (selon les départements)



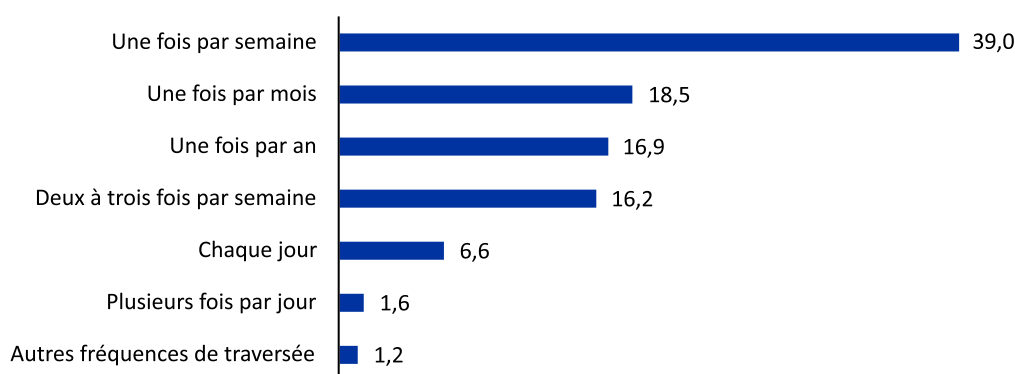
Parmi les différents départements observés dans cette étude, le changement de comportement évoqué précédemment apparaît très clairement parmi les répondants du département d'Ouallam, surtout en comparaison des autres départements. Il est également à noter que ce sont surtout les départements limitrophes au Burkina Faso qui observent peu de changement dans le comportement des personnes enquêtées. Dans le cas du département d'Ouallam, et particulièrement dans la commune de Tondikiwindi, les répondants sont passés d'un comportement majoritairement ouvert aux traversées (72,5 % de l'échantillon traversait cette frontière par le passé) à une très faible minorité qui continuent de traverser la frontière (5,4 %). Ce changement de comportement se retrouve également dans le département du Banibangou dont seuls 46,6 % des répondants continuent de traverser la frontière, contre 81,4 % dans le passé.

Pour comprendre ces différences entre départements, il est important de rappeler que les départements d'Ouallam et du Banibangou ont tous deux été les plus touchés au cours des dernières années par les incursions terroristes. Ce phénomène s'est particulièrement accentué depuis 2017, on l'on a pu voir le nombre d'attaques contre les forces de sécurité (FDS) augmenter ; comme l'attentat du 22 février qui avait fait 15 morts dans les rangs de l'armée nigérienne²⁶ ou celui di 4 octobre 2017 à Tongo Tongo, qui avait causé la mort de quatre soldats nigériens et de quatre membres des forces spéciales américaines²⁷. Ces différentes attaques, revendiquées par le groupe État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) inquiètent les populations et rendent ce territoire extrêmement instables et dangereux, même pour ceux qui connaissent bien ces zones. C'est en raison de la dégradation du niveau de sécurité aux frontières que les traversées ont radicalement chuté au sein des départements de Banibangou, et surtout d'Ouallam.

²⁶ www.jeuneafrique.com/406602/politique/niger-lattaque-terroriste-22-fevrier-a-15-morts-rangs-de-larmee-selon-bilan-officiel/

²⁷ www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/15/niger-les-lecons-de-l-embuscade-de-tongo-tongo_5215218_3212.html

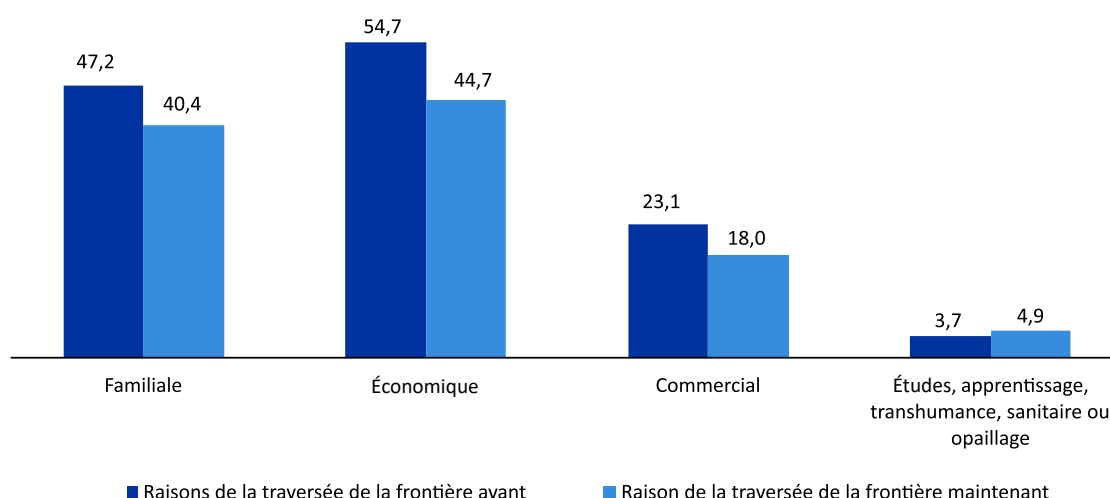
Graphique 11 : Proportion des répondants par fréquence de traversée de la frontière



Pour les trois quarts des répondants qui continuent de traverser régulièrement la frontière, ces allées et venues se font de manière plutôt régulière. En effet, 39 % des répondants disent traverser la frontière de manière hebdomadaire, et jusqu'à 16,2 % des personnes interrogées la traversent deux à trois fois par semaine, quand d'autres la traversent quotidiennement (6,6 %). Enfin 1,6 % des répondants affirment même la traverser plusieurs fois par jour.

Près des deux tiers (63,4 %) de ceux qui empruntent toujours la frontière, la traversent donc de façon régulière, d'une fois par semaine à plusieurs fois par jour. Plus minoritairement 18,5 % des répondants empruntent cette frontière une fois par mois et 16,9 % une fois par an. Les déplacements plutôt fréquents entre les pays limitrophes témoignent d'un rapport à la frontière aisé et nécessaire à la vie économique et sociale de ces communautés. En effet, qu'elles soient nomades ou sédentarisées, ces populations traversent les territoires pour subvenir à la vie de leur foyer, qu'il s'agisse d'accéder à des points d'eaux et à des zones de prairies ou de commercer dans les pays voisins.

Graphique 12: Proportion des répondants par raisons de traversée de la frontière selon les périodes



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Les raisons précises qui poussent les habitants de la région à traverser la frontière sont diverses mais peuvent être regroupées en plusieurs catégories identifiables : familiales, économiques, commerciale ou encore plus ponctuelles (ici représenté via différents exemples : études, apprentissage, transhumance, sanitaire ou raison d'opportunité d'orpaillage).

En ce qui concerne les différentes raisons qui motivent la traversée de la frontière, avant l'enquête et au moment de l'enquête, les réponses des personnes interrogées montrent de manière assez flagrante qu'en dépit de la chute avérée du nombre de traversées, analysée plus haut dans ce rapport, les motivations de traversée n'ont pas été impactées. En effet, les raisons évoquées pour justifier la traversée des frontières restent les mêmes qu'avant 2011. La motivation principale évoquée est économique, bien que la part des répondants évoquant cette raison ait diminué de manière conséquente entre les deux périodes, passant de 54,7 % avant 2011 à 44,7 % de nos jours, soit une chute de dix points.

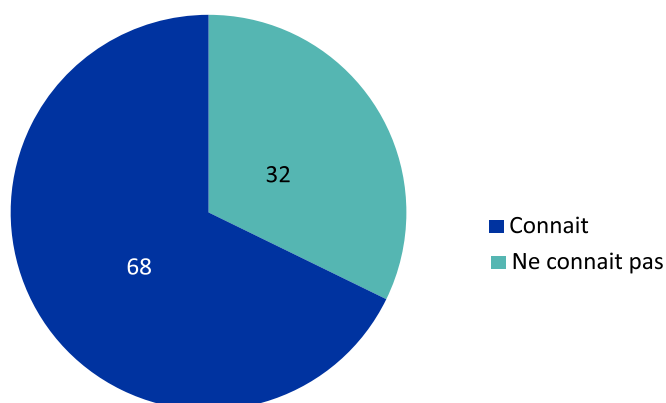
La prédominance de ces raisons économiques trouve une explication logique dans les occupations principales des habitants de la région. En effet, il a été évoqué précédemment que l'élevage et l'agriculture restent les principales formes d'activités économiques pour les populations de Tillabéri, à l'image du reste du pays. Or ces deux activités, surtout l'agriculture, ne peuvent s'exercer sur l'ensemble de l'année et peuvent être aisément perturbées par les aléas climatiques ou sécuritaires. Ces raisons font que les populations locales de Tillabéri voyagent vers le Burkina Faso voisin, afin d'y trouver un emploi temporaire, pour quelques semaines ou quelques mois, dans le transport ou le commerce. Ces transits réguliers sont d'autant plus facilités par la porosité des frontières déjà évoquée précédemment, et les échanges sont concentrés vers le Burkina Faso au détriment du Mali en raison du contexte sécuritaire moins risqué.

La seconde raison la plus évoquée concerne les motivations familiales, évoquées par 40,4 % des répondants, contre 47,2 % par le passé. Cela s'explique par l'éparpillement territorial de certaines communautés de la région de Tillabéri, notamment les communautés touarègues et peuhles, qui sont également installées dans le nord du Mali ainsi qu'à l'est du Burkina Faso. Ainsi, qu'ils soient issus de tribus nomades ou plus sédentarisées, les habitants de ces groupes ont l'habitude d'effectuer des voyages réguliers entre les différents membres de leurs familles, qui sont parfois originaires de ces pays voisins ou qui y ont migré. Ces voyages sont par ailleurs facilités par le Protocole de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la libre circulation des personnes et des marchandises, dont sont membres le Niger, le Burkina Faso et le Mali.

Enfin les répondants évoquent également des raisons commerciales, à hauteur de 18 % des répondants contre 23,1 % par le passé. Cette part est deux fois supérieure à celle des répondants affirmant travailler principalement dans le secteur commercial. En réalité ce commerce frontalier concerne une grande partie des agriculteurs qui vont vendre leurs récoltes en dehors des frontières nigériennes, ainsi que des pêcheurs qui constituent également une part significative de la population active de la région de Tillabéri et qui commercent parfois en dehors des frontières, notamment au sein des marchés installés au Mali et au Burkina Faso. Le marché d'Ayorou est notamment très populaire pour différents types de marchandises comme le bétail, les pâtes alimentaires ainsi que les produits manufacturés en provenance de l'Algérie ou de la Libye²⁸.

²⁸ "Dynamiques sécuritaires frontalières et transfrontalières à Ayorou", Groupe Danois de Déménagement, mai 2015.

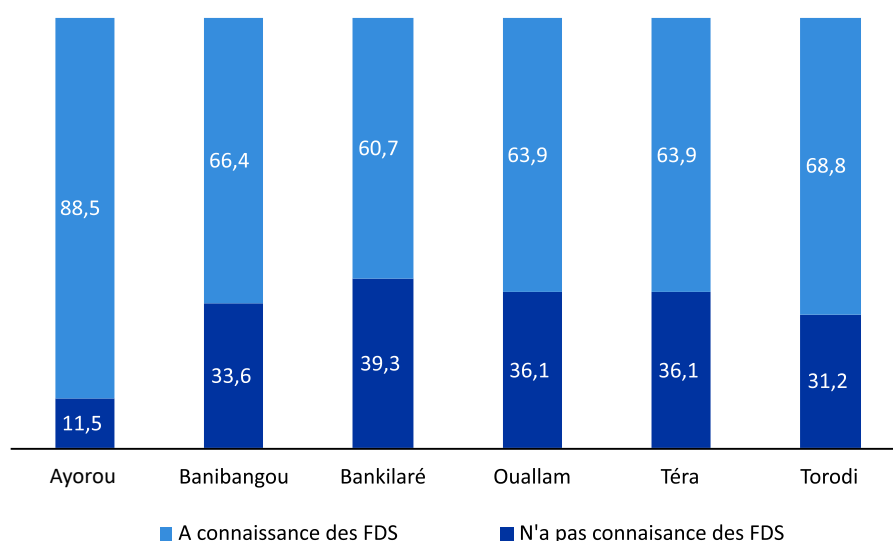
Graphique 13 : Proportion des répondants par connaissance des forces de sécurité présentes à la frontière



Comme observé plus haut dans ce rapport, les frontières quotidiennement traversées par les habitants de la région sont poreuses et parfois non surveillées. Or, il est de la responsabilité des forces de défense et de sécurité nigériennes de pouvoir assurer le contrôle plein et entier de ces frontières, afin de prévenir des menaces extérieures et contrôler les entrées et sorties du territoire nigériens.

Dans le cadre de cette enquête, près de sept répondants sur dix affirment connaître l'existence de ces forces de sécurité (FDS) à la frontière, un chiffre qui rejoint la part de répondants qui traversent toujours cette frontière et ont par conséquent plus de chances de rencontrer des dispositifs de sécurité le long de la frontière. Cependant ces résultats veulent également dire qu'un tiers des répondants n'a pas connaissance de la présence des FDS à la frontière. Ce chiffre est révélateur non seulement du caractère plutôt sédentaire de la population de la région de Tillabéri, qui a déjà été évoqué, mais également de l'absence de FDS dans certaines zones frontalières. Car si les répondants sont 68 % à connaître la présence de ces FDS à la frontière, ils sont les trois quarts à la franchir régulièrement. Selon ces deux chiffres, on peut donc en conclure qu'une bonne part de ceux qui franchissent cette frontière régulièrement n'y rencontre jamais de FDS, ce qui tend à confirmer la porosité déjà évoquée de certaines zones frontalières. À titre de comparaison on retrouve des parts équivalentes de personnes n'ayant pas connaissances des FDS au sein de la région d'Agadez mais pour des fréquentations de la frontière bien inférieures : 31,3 % de répondants qui continuent de franchir la frontière à Agadez contre 73,7 % à Tillabéri.

Graphique 14 : Proportion des répondants par connaissance des FDS présentes à la frontière (selon les départements de résidence)

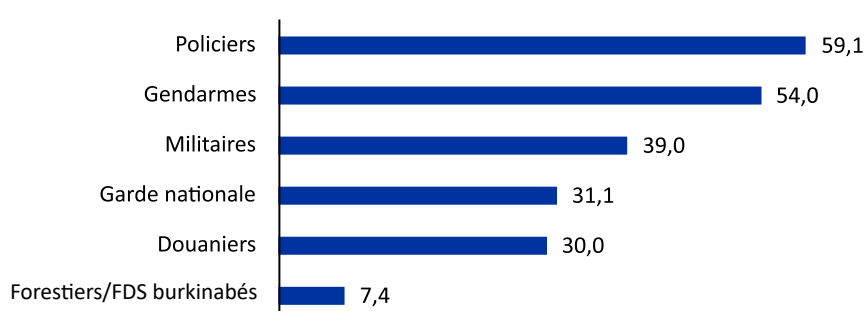


Les données récoltées lors de l'enquête révèlent également que cette méconnaissance des FDS aux frontières ressort de manière assez similaire dans l'ensemble des communes enquêtées à l'exception de celle d'Ayorou. Les personnes interrogées au sein des villages de cette commune semblent en effet avoir une connaissance précise du positionnement des FDS le long de cette frontière, avec 88,5 % de réponses affirmatives.

Cela se comprend tout d'abord en raison du positionnement géographique de la commune d'Ayorou, située plus proche de la frontière malienne que les autres communes. D'autre part, cette commune se trouve sur la route menant à Gao, au Mali, ce qui en fait un point de passage des migrations régulières et ordonnées entre le Niger et le Mali, ainsi que des différents courants commerciaux qui traversent le département.

Les répondants des autres communes présentent au contraire une méconnaissance des FDS plutôt homogène, située entre 31 % et 39 % environ. Cette relative méconnaissance des habitants de ces départements au sujet de la présence des FDS s'explique par l'éloignement de certains villages par rapport à la frontière, ou par rapport aux axes principaux de la région. De ce fait, les habitants semblent peu connaître la présence des FDS, malgré la présence effective de postes de police à la frontière proche, notamment à Makalondi (Torodi) et Petelkolé (Bankilaré).

Graphique 15 : Proportion des répondants par connaissance des types d'acteurs présents à la frontière



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

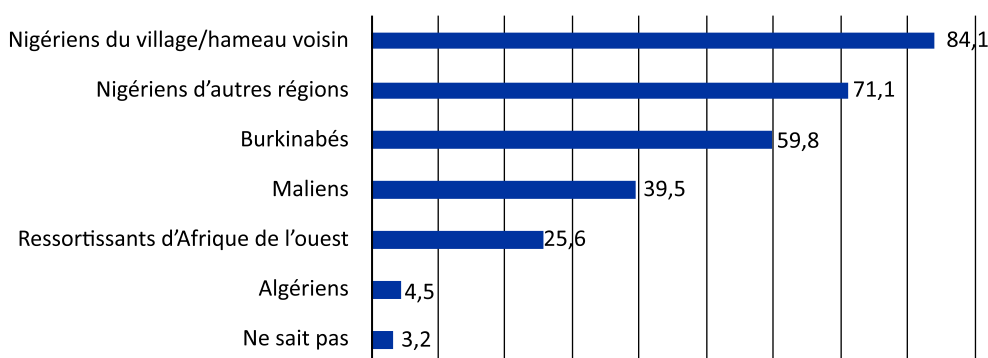
Parmi les répondants qui affirment connaître les FDS à la frontière, près de six sur dix citent en premier lieu les policiers (59,1 % des répondants), et les gendarmes (54 %). Ces deux forces représentent une sécurité du quotidien, déployée par le gouvernement du Niger afin de protéger les habitants des villages et des centres urbains. Les répondants citent ensuite les militaires (39 %), qui sont présents le long de la frontière, et sont notamment déployés dans le cadre des différentes missions de contre-terrorisme qui existent dans la région, comme par exemple l'opération Dongo citée plus haut, basée à Ayorou. Enfin sont cités la garde nationale (31,1 %), les douaniers (30 %), et à un niveau assez marginal les forestiers et autres FDS du Burkina Faso (7,4 %).

Ainsi, les FDS déployées de manière locale sont les plus citées par les répondants, bien qu'une courte majorité (59,1 % et 54 % respectivement pour les policiers et les gendarmes) les citent effectivement. Cela révèle que ces FDS ne restent tout de même peu, voire pas connues d'une grande partie de la population de Tillabéri. Les militaires sont également peu connus des répondants bien que la zone de Tillabéri soit l'une des plus touchées par la menace terroriste au Niger et que ces soldats soient déployés dans toute la région, notamment dans le cadre de leur collaboration avec l'opération française Barkhane.

3. RISQUES SÉCURITAIRES À LA FRONTIÈRE

Les personnes interrogées dans le cadre de cette enquête vivent pour la très grande majorité d'entre eux assez proche des frontières ouest du Niger. Ils sont témoins des mouvements qui s'y opèrent, des personnes qui l'empruntent, ainsi que de la nature de ces traversées. Le but de cette partie vise à illustrer les perceptions des communautés au sujet des différentes menaces qui sont ressenties à ces frontières. Elle analyse également leur point de vue sur la situation sécuritaire dans la zone et sur les mesures à prendre pour pouvoir renforcer le bien-être des populations.

Graphique 16 : Proportion des répondants par connaissance des nationalités des personnes qui empruntent le passage de la frontière



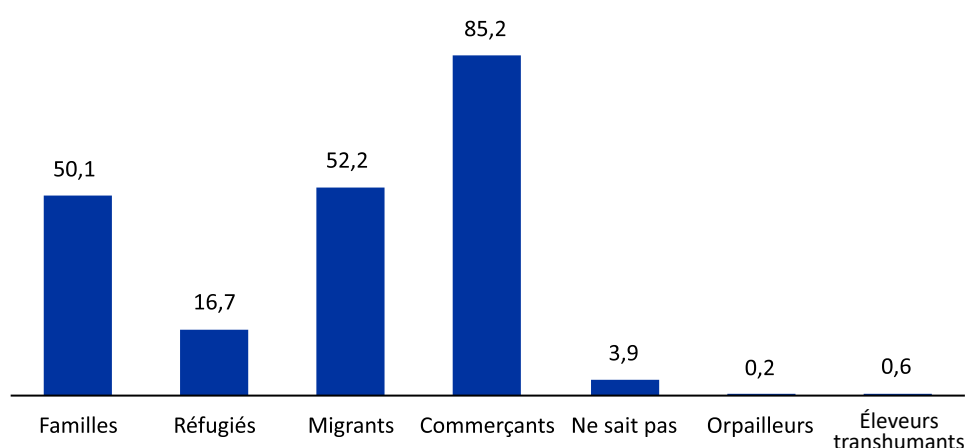
Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Une très large majorité des répondants (84,1 %) estime que les personnes qui empruntent le plus la frontière au sein de leur région sont des nigériens venus de village ou du hameau voisin du leur. Les personnes interrogées décrivent donc non seulement des populations de nature mobiles, ce qui est confirmé par la large part des répondants qui continuent d'emprunter cette frontière ; mais montrent également une perception très localisée de ces mouvements. Ainsi, contrairement à d'autres régions du pays, les habitants de Tillabéri ont un rapport concret et quotidien avec la frontière. De ce fait, cette dernière n'est pas seulement perçue comme une limite intangible, éloignée de leur environnement, mais comme un lieu de passage emprunté aisément et fréquemment pour des besoins professionnels ou familiaux.

D'autre part, plus de sept répondants sur dix (71,1 %) identifient aussi les nigériens d'autres régions, venant principalement de Niamey ou de la région voisine de Tahoua, comme étant les personnes empruntant le plus la frontière au sein de leur région. Les habitants du Burkina Faso sont également cités par une large majorité des personnes interrogées (59,8 %), ce qui témoigne des nombreux échanges, flux commerciaux et migratoires, qui existent entre le Niger et le Burkina Faso. Par ailleurs les maliens sont ici moins cités (39,5 %), en raison d'un recul des flux commerciaux avec le nord du pays, mais également à cause de la dangerosité grandissante d'une grande partie de la frontière entre le Mali et le Niger.

Enfin, un quart des répondants (25,6 %) identifient les ressortissants de l'Afrique de l'Ouest. Parmi ces ressortissants on retrouve une part d'actifs venus faire du commerce, mais également de migrants qui sont de passage dans la région. Jusqu'à la fin de l'année 2017, les migrants de l'Afrique de l'Ouest passaient généralement par les postes de frontière de Petelkolé et Makalondi pour regagner Agadez avant de continuer leur chemin. Il est donc logique qu'une part importante des répondants identifie ces migrants parmi les catégories de personnes empruntant ces frontières.

Graphique 17 : Proportion des répondants par connaissance des catégories des personnes qui empruntent le passage de la frontière



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

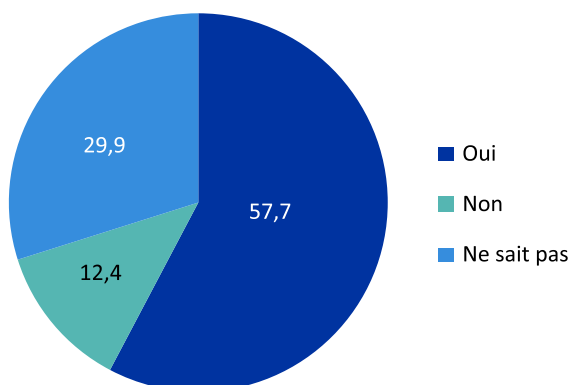
Les répondants ont également été interrogés sur les différentes catégories de personnes qui empruntent la frontière. Pour une très large majorité d'entre eux (85,2 %) ces mouvements aux frontières concernent avant tout les commerçants de la région, qui rejoignent le Burkina Faso ou le Mali pour s'approvisionner ou vendre leur marchandise. La moitié de l'échantillon cite également les familles (50,1 %), ainsi que les migrants (52,2 %). Ces derniers peuvent être burkinabés, maliens, ou ressortissants d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, et transitent par la région de Tillabéri dans le cadre de leur route migratoire. Enfin les réfugiés sont cités par 16,7 % des répondants.

En effet, depuis 2012 des dizaines de milliers de réfugiés maliens ont rejoint la région et vivent principalement au sein des trois camps installés à Mangaizé, Abala et Tabarey-barey. Si certains ont quitté les camps depuis les premières arrivées de 2012, d'autres ont continué à arriver, surtout depuis le début de l'année 2018. D'après le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) on comptait plus de 16 000 personnes déplacées internes (PDI) dans la région de Tillabéri et Tahoua en Mai 2018²⁹.

Enfin, Les transhumants ne sont cités que par 0,6 % des répondants à cette enquête. Cela peut se comprendre à la lumière du contexte sécuritaire du nord du Mali déjà évoqué dans ce rapport, et qui rend en effet extrêmement difficile les différents passages au sein de la zone nord de la région.

²⁹ <https://reliefweb.int/report/niger/bulletin-humanitaire-niger-avril-mai-2018>

Graphique 18 : Proportion des répondants par avis sur les points de passage à la frontière empruntés pour des activités criminelles

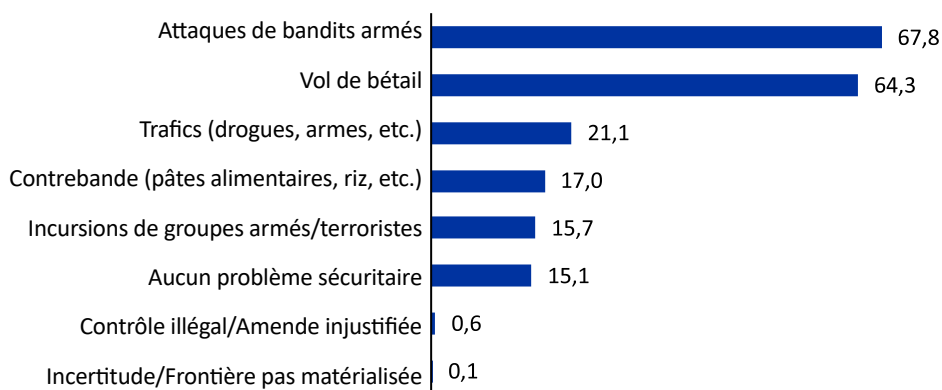


Cependant cette frontière n'est pas uniquement un lieu de passage et d'échange nécessaire à la vie quotidienne des communautés de Tillabéri. Elle est également un lieu propice aux activités criminelles diverses, en raison de la faiblesse des contrôles sur certaines parties du territoire, ce qui permet à différents groupes d'individus d'enfreindre la loi.

Ainsi, une majorité de répondants indique percevoir cette dimension criminelle de la frontière. Ils sont de ce fait près de six sur dix (57,7 % de l'échantillon) à affirmer que les points de passage à la frontière sont empruntés pour des activités criminelles, contre trois sur dix qui ne savent pas et seulement 12,4 % qui affirment le contraire.

Les habitants de la région de Tillabéri empruntent donc régulièrement la frontière, car ils en ont besoin pour leurs activités commerciales, et les mouvements autour de cette frontière sont composés d'une très large majorité des habitants de la région. Mais ces derniers en ont tout de même une perception dangereuse, propice à favoriser l'occurrence d'activités criminelles.

Graphique 19 : Proportion des répondants par types de problèmes sécuritaires auxquels les communautés locales sont confrontées au niveau de la frontière



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Les différentes menaces qui émanent de la frontière semblent affecter les populations à différents degrés. En premier lieu, le type de problème sécuritaire le plus cité concerne les attaques de bandits armés qui surviennent régulièrement dans la région (67,8 % des répondants). Un des autres problèmes cités par les répondants est le vol de bétail (64,3 % des répondants), qui touche grandement ces populations, qu'elles soient composées d'éleveurs à plein temps ou non. Ces deux menaces sont particulièrement citées par les répondants comme particulièrement importantes à la frontière, et devancent de loin les autres dangers.

La menace liée à la protection du bétail et des cheptels des différentes communautés n'est pas nouvelle et a longtemps touché ce territoire, propice à la transhumance, notamment dans le nord de la région³⁰. De ce fait, les risques liés au vol de bétail sont depuis longtemps intégrés par les populations de la région. En revanche, un nouvel aspect de cette situation est que ces vols ont connu une recrudescence inquiétante depuis le début des différentes insurrections survenues au Nord Mali, à partir de 2012. Avant la dégradation de la sécurité au Mali, les pasteurs circulaient librement à la frontière, pour amener leurs cheptels aux différents puits publics de la région. Désormais, lorsque les éleveurs s'aventurent vers le Mali ils prennent le risque direct de se faire voler leur bétail³¹. Mais cette menace ne se limite pas à la frontière malienne et est présente sur l'ensemble du territoire de Tillabéri. Le Graphique 20, dans les pages suivantes, est révélateur du fait que cette menace est fortement ressentie sur l'ensemble de la région, aussi bien à Bankilaré et Banibangou qu'à Torodi (entre 60 et 70 %), qui est pourtant la commune la plus éloignée de la frontière malienne. Les quantités de bétail volé ou l'évolution de ces crimes au fil des années sont très difficilement quantifiables et il est donc complexe d'illustrer statistiquement une éventuelle relation entre l'évolution de ces vols et l'accroissement du danger sécuritaire au Mali. Toutefois on peut mettre en relation les données relatives à la chute des traversées, précédemment analysées dans ce rapport, et les taux de réponses identifiant le vol de bétail comme l'une des principales activités criminelles commises à la frontière. En effet, la combinaison de ces informations permet d'affirmer que pour les populations locales de Tillabéri, cette menace est bien réelle, qu'elle perturbe durablement leur quotidien et qu'elle constitue leur première source d'inquiétude sur les dangers émanant de la frontière. Cette réalité doit donc être prise en compte par les autorités en charge de la sécurité à la frontière dans leurs relations et leur travail avec les communautés de la région, afin de répondre aux mieux à leurs attentes et leurs inquiétudes.

D'autre part, il est étonnant que les incursions de groupes terroristes ne soient citées qu'à hauteur de 15,7 % des réponses données, alors que la région a été durement marquée par le phénomène, surtout depuis 2016. D'après les données fournies par ACLED (The Armed Conflict Location & Event Data Project)³² la région de Tillabéri a subi dix attaques attribuées au groupe État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) pour les seules années 2017 et 2018, dont sept au cours de 2018. Ces différentes attaques s'ajoutent aux violences déjà subies par les civils, commises par les groupes armés locaux, tels que le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA) ou le Groupe d'Autodéfense Touareg Imghad et alliés (GATIA)³³ ; ou du fait d'autres groupes non-identifiés. Ainsi, au cours des deux dernières années, ce ne sont pas moins de 43 attaques³⁴ qui ont été perpétrées dans la région, dont 17 commises directement à l'encontre de civils. Malgré le fait que ces violences aient été commises au sein de villages proches de la frontière, les réponses fournies par les personnes enquêtées ne sont pas aussi importantes que ce que l'on aurait pu attendre dans l'identification de la menace terroriste.

Cette réalité peut se comprendre notamment en raison de la nature même de ces violences. Les analyses sur ces conflits, développées plus haut dans ce rapport, soulignent en effet que les différents groupes actifs dans la région (terroristes, indépendantistes, bandits, etc.) commettent rarement des violences de manière aveugles, mais tendent plutôt à exploiter les tensions communautaires locales préexistantes, parfois par conviction idéologique, mais souvent par calcul politique. Ainsi l'EIGS cible plus souvent les Daoussahaks tandis que les membres du MSA

³⁰ Cet article datant d'avril 2011, soit avant le déséquilibre sécuritaire du Nord Mali, reflète une situation tout à fait similaire à celle observée en 2018 : www.voaafrique.com/a/niger-livestock-stealing-120761114/1379776.html

³¹ « Nord-Tillabéri : analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles », *Op Cit.*

³² www.acleddata.com/

³³ www.rfi.fr/afrique/20180520-attaque-Peuls-niger-victimes-innocentes-aboubacar-diallo-eleveurs-mali

³⁴ Source : ACLED.

ou de GATIA attaquent surtout les communautés Peuhles³⁵. Ces tensions entre Daoussahaks et Peulhs remontent de plusieurs décennies, notamment depuis les années 1970 et les sécheresses qui ont fortement marqué le Sahel à cette époque³⁶ ; et elles se concentrent surtout autour du contrôle et de l'accès aux terres de pâturages. Ces tensions progressent aujourd'hui vers des problématiques liées au contrôle des points d'eau, rendu plus difficile par la poussée démographique de la région, ainsi que par les bouleversements liés au changement climatique. Il faut donc comprendre que pour les populations de la région ces incursions de groupes armés ou terroristes sont vues comme plus éloignées et moins dangereuses car conscrées à des batailles intercommunautaires, à des contrôles de ressources ou à des attaques sur des FDS ; et donc auxquelles elles se sentent moins exposées. Ainsi, à moins d'être directement concernés par ces problèmes, les répondants ne considèrent pas cette menace comme majeure dans leur vie quotidienne.

La forte prévalence des attaques de bandits en comparaison des attaques terroriste (67,8 % contre 15,7 %) dans la perception des communautés peut également se comprendre au travers de deux éléments. Le premier réside dans la notion même de terrorisme et de terroriste. Dans les langues latines ou anglo-saxonnes, la distinction est parfaitement claire entre les terroristes et les bandits, tant dans les méthodologies utilisées que dans les objectifs ou les idéologies qui sous-tendent ces actions. À l'opposé, certaines langues locales parmi les communautés de Tillabéri ne font pas de distinction nette entre ces deux groupes et modes d'action, si bien que tout individu ou groupe d'individus commettant un acte délictueux à l'encontre d'une communauté peut être vu comme un bandit, que cet acte soit un vol, un racket, une attaque à main armée, un règlement de compte ou encore une attaque ciblée sur un poste de gendarmerie. Ce flou linguistique est entretenu par la violence à laquelle les groupes de bandits se livrent parfois dans la région, imitant les groupes terroristes dans leur méthodologie et donc dans leur impact sur les populations locales, rendant difficile pour les communautés de bien faire la distinction entre ces deux problématiques sécuritaires. Cela est rendu d'autant plus complexe par le fait que, si les groupes de bandits sont très souvent indépendants, une partie de ces groupes agit sous la protection de groupes terroristes, en échange de commissions, ou agissent directement pour eux. La menace des groupes de bandits armés qui agissent tout au long des frontières doit donc être vue également comme une problématique qui nourrit le phénomène terroriste dans la région, ou qui du moins profite de ce phénomène, les exactions des uns alimentant le chaos dont se nourrissent les autres.

Les autres types d'activités criminelles existant dans la région sont nettement moins cités par les personnes interrogées. Ces activités concernent en premier lieu les différents trafics qui sévissent dans la région, cités à hauteur de 21,1 %, et notamment les trafics de drogues et d'armes. Ces trafics servent notamment à financer les groupes criminels qui sont présents au Sahel, principalement localisés entre le Mali et la Libye. Les trafics d'armes ont surtout connu une forte croissance juste après la chute du régime libyen et concernaient surtout des armes légères et de petits calibres en transit vers le Mali, circulaient également dans la région de Tillabéri. Les opérations Serval et Barkhane, additionnées au renforcement des troupes nigériennes dans le nord du pays ont toutefois rendu ces trafics plus compliqués, ce qui a réduit leur fréquence dans la région³⁷. La contrebande est aussi citée à hauteur de 17 % par les répondants. Cela concerne principalement la contrebande de denrées alimentaires ou de cigarettes³⁸.

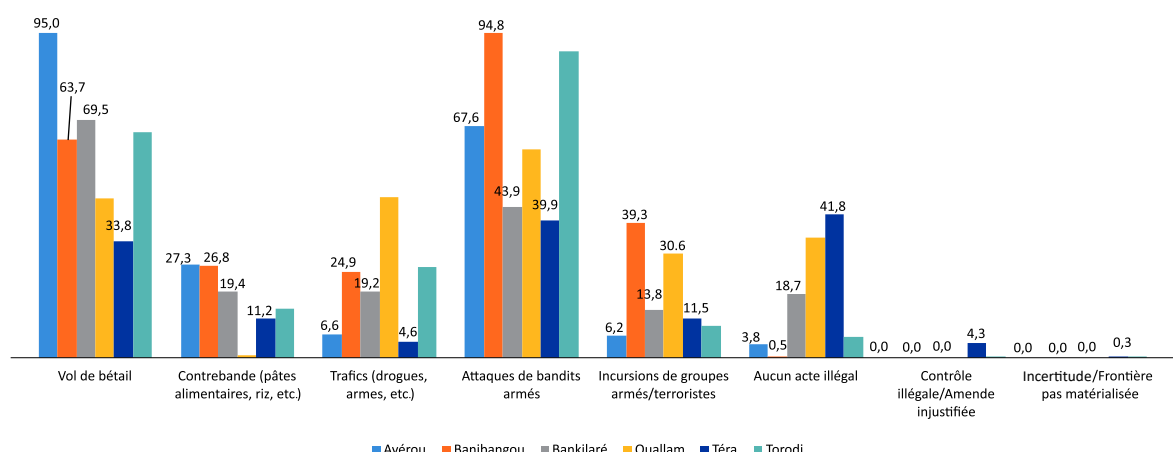
³⁵ Voir notamment : « From the Mali-Niger borderlands to rural Gao – Tactical and Geographical shifts of violence ». www.acleddata.com/2018/06/06/from-the-mali-niger-borderlands-to-rural-gao-tactical-and-geographical-shifts-of-violence/

³⁶ Voir notamment A. SANDOR, « Insecurity, the Breakdown of social trust, and armed actor Governance In central and northern Mali », UQAM, août 2017.

³⁷ S. DE TESSIERES, "At the crossroads of the Sahelian conflicts. Insecurity, Terrorism and Arms Trafficking in Niger", *Op cit.*

³⁸ L'ONUDD a estimé en 2009 que 80 % du commerce de cigarettes en Afrique de l'Ouest et du Nord est illicite.

Graphique 20 : Proportion des répondants par types de problèmes sécuritaires auxquels les communautés locales sont confrontées au niveau de la frontière (selon les départements de résidence)



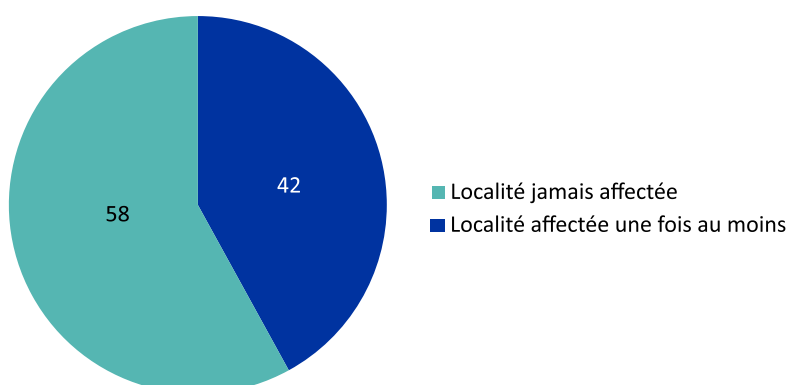
Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Seule la commune de Téra apparaît entièrement préservée des différentes menaces qui existent à la frontière, les répondants estimant à 41,8 % qu'aucun acte illégal n'est commis aux frontières de la région, une proportion supérieure aux autres menaces identifiées par ces répondants. À ce titre, la partie ouest de la région, limitrophe au Burkina Faso, semble plus sûre que les communes qui se situent le long de la frontière malienne. Cela se remarque dans la plus forte prévalence de réponses identifiant les incursions de groupes terroristes au sein des départements d'Ouallam et Banibangou (30,6 % et 39,3 %) qui ont été les plus durement affectés que le reste de la région. Néanmoins le département de Téra n'a pas été épargné par les différentes attaques qu'a subies la région depuis les deux dernières années. Le 25 mai 2017 le poste de police frontière de Petelkolé a subi une attaque provoquant la mort de trois FDS. Le poste de contrôle de gendarmerie située à 22km au nord-ouest de la commune de Téra a également subi une attaque récente, causant la mort de deux gendarmes.

Néanmoins, la frontière avec le Burkina Faso n'est pas entièrement exempte de problématiques sécuritaires, ni de dangers affectant durablement les communautés. C'est le cas des vols de bétail, mais surtout en ce qui concerne les attaques de bandits armés qui sont fortement développées dans le département de Torodi. Ainsi, près de neuf répondants sur dix habitant au sein de ce département identifient cette menace comme prioritaire, ce qui est plus de 20 points supérieur à la moyenne régionale.

Enfin, ces données révèlent que si la menace terroriste est moins présente dans cette partie de la région, les autres risques sécuritaires tels que le banditisme constituent malgré tout une menace majeure pour les personnes enquêtées. Elle affecte leur bien-être, perturbe les familles et menace les biens des populations, qui sont déjà rendues vulnérables par les différents aléas climatiques. Ce banditisme, qui ne menace pas uniquement les biens des communautés mais aussi la vie de leurs membres, et qui est facilité par la porosité des frontières, affecte donc grandement les répondants. Il est donc important de situer ce risque au premier rang des préoccupations des autorités, au même titre que les vols de bétails ou que la menace terroriste.

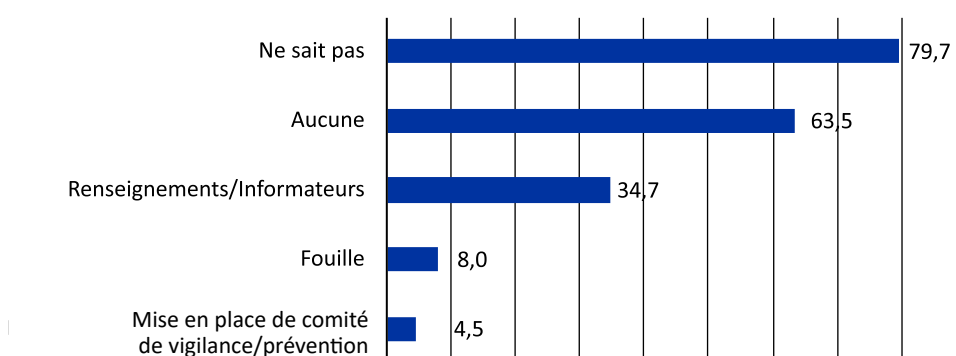
Graphique 21 : Proportion des répondants par localité affectée au moins une fois par un problème d'insécurité frontalière



Plus de quatre répondants sur dix affirment avoir déjà été affectés par un problème d'insécurité frontalière, ce qui représente une part importante de la population, d'autant plus que si les répondants évoluent au sein de départements situés le long de la frontière, ils n'habitent pas nécessairement au sein de villages géographiquement proches de la frontière.

Les différents incidents survenant à la frontière ne se limitent donc pas aux zones immédiatement limitrophes mais peuvent également toucher directement une bonne partie des villages et des hameaux plus éloignés de la région, signe de la mobilité de ces différentes menaces.

Graphique 22 : Proportion des répondants par connaissance des mesures prises pour sécuriser la zone frontalière



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

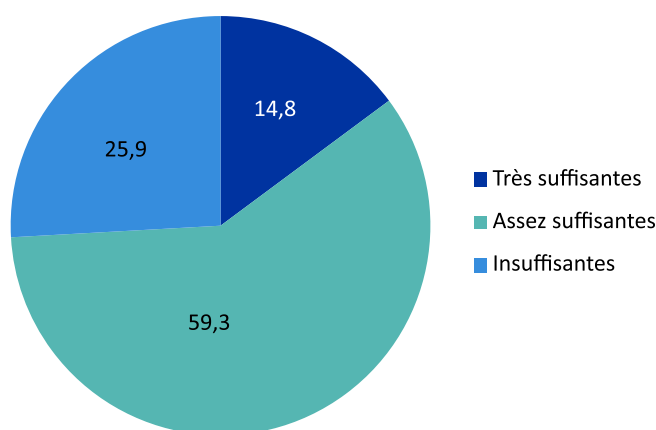
Si l'identification des menaces est claire pour les populations, leurs connaissances des mesures prises pour les contenir sont beaucoup moins évidentes. Une très large majorité des répondants (79,7 %) semble n'avoir aucune idée des mesures prises par les autorités pour sécuriser les frontières. Dans la même logique, près des deux tiers des personnes enquêtées (63,5 %) affirment même qu'aucune mesure n'est prise par les autorités à la frontière. Ces données soulignent à quel point les communautés semblent totalement étrangères au travail des autorités, mais soulignent également l'absence d'une véritable relation entre ces deux parties. Surtout, elles témoignent d'un fort manque de communication et de sensibilisation auprès des communautés. En effet, au cours de la mission de mise en place des comités de prévention, les communautés frontalières ont régulièrement soulevé cette absence de communication des autorités sur la sécurité frontalière. Les patrouilles passent souvent dans la zone mais communiquent très rarement avec les leaders villageois, qu'il s'agisse du chef de village ou d'autres leaders. Dans leur majorité les répondants semblent ainsi penser que cette frontière n'est absolument pas

sécurisée, qu'aucune mesure n'est prise pour assurer leur protection et donc qu'une forme d'anarchie s'exerce aux limites de la région ; avivant ainsi un sentiment d'insécurité, renforcé par le sentiment d'être livrés à eux-mêmes face aux dangers qui émanent de cette frontière. Cela témoigne aussi d'un besoin des autorités de s'engager bien plus auprès des communautés afin de mieux communiquer sur les actions entreprises à la frontière, mais également afin de les sensibiliser sur les différents risques qui existent à ces frontières.

Un tiers des personnes interrogées affirment néanmoins que des réseaux de renseignement et d'informateurs existent aux frontières afin de faciliter le travail de surveillance des autorités. En outre, ces réseaux s'appuient parfois sur les leaders communautaires des différents villages de la région. Il apparaît donc logique qu'une bonne partie des répondants ait une bonne connaissance de ces méthodes de travail des autorités.

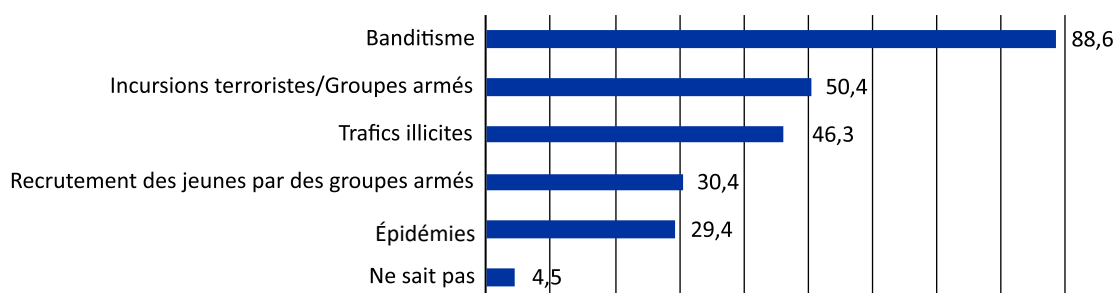
Enfin, bien plus marginalement les répondants citent également les fouilles (8 %) ainsi que la mise en place des comités de vigilance (4,5 %).

Graphique 23 : Proportion des répondants par jugement des mesures prises pour sécuriser la zone frontalière



Malgré la claire méconnaissance du travail accompli par les FDS qui ressort des réponses, les répondants semblent généralement satisfaits des mesures prises par les autorités afin de sécuriser la frontière. Néanmoins, plus d'un répondant sur quatre juge tout de même ces mesures insuffisantes, ce qui souligne les efforts qu'il reste à accomplir afin de pouvoir protéger au mieux les communautés de la région. De plus, bien qu'une grande majorité des personnes enquêtées ont un regard positif sur ces mesures (14,8 % les estiment très suffisantes et 59,3 % assez suffisantes), la part importante de ceux qui les estiment seulement « assez » suffisantes indique qu'il reste encore beaucoup de travail pour que les autorités régionales soient en mesure de répondre aux attentes de la population de Tillabéri.

Graphique 24 : Proportion des répondants par risques pouvant émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité de la frontière



Interrogés sur les risques pouvant émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité à la frontière, une grande majorité des répondants (88,6 %, soit neuf personnes sur dix) identifient le banditisme comme étant le risque majeur. Cette proportion est bien plus grande que la part de ceux qui identifiaient ce risque comme un problème affectant actuellement les communautés. La crainte du banditisme dépasse donc largement celle des autres problématiques sécuritaires, bien que celles-ci ne soient pas absentes des préoccupations des communautés de la région. Mais ces attaques armées, qu'elles soient le fait de petits criminels ou de groupes plus organisés, représentent un risque bien concret et une menace majeures pour les communautés de la région.

Par ailleurs, si seulement 15,7 % des répondants jugent que les incursions des groupes terroristes à la frontière sont un problème réel pour les populations localisées dans ces zones³⁹, ils sont toutefois plus de la moitié (50,4 %) à estimer qu'une mauvaise gestion de la sécurité à la frontière conduirait à une augmentation certaine de ce risque.

De plus, près d'un répondant sur deux (46,3 %) est également inquiet des risques de recrudescence des trafics en cas de mauvaise gestion de la sécurité aux frontières. Ce chiffre est presque deux fois supérieur au nombre de répondants qui voyaient les trafics comme une problématique actuelle aux frontières.

D'autre part, le risque épidémique est également identifié par près d'un tiers des répondants (29,4 %). De fait, au cours des périodes récentes ces épidémies ont surtout concerné le choléra ainsi que la méningite⁴⁰. Enfin, le risque de recrutement de jeunes par des groupes armés est identifié par 30,4 % des personnes interrogées. Ce risque est lié à l'expansion du banditisme et aux incursions terroristes.

³⁹ Voir Graphique 19 dans ce rapport.

⁴⁰ <https://reliefweb.int/report/niger/niger-profil-humanitaire-de-la-r-gion-de-tillaberi-juillet-2016>

4. PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS LOCALES SUR LE TERRORISME

Les groupes terroristes qui évoluent dans la zone de Tillabéri se concentrent presque exclusivement au Nord Mali. Ce phénomène n'est certes pas nouveau pour la région du Sahel, mais il est devenu de plus en plus important, d'un part à cause de la multitude d'acteurs impliqués, mais également de leurs effectifs et de l'étendue de leurs actions sein de la région. Cette réalité attire l'attention de la communauté internationale qui multiplie le nombre d'opérations pour tenter de mettre fin à cette menace.

Comme vu précédemment, ces groupes terroristes ont commencé à émerger à partir de 2012 à la suite des combats qui ont opposé l'armée régulière malienne à différents groupes dont les indépendantistes touarègues du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) et les salafistes d'Ansar Dine, soutenus par d'autres groupes terroristes dont Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI). Le travail accompli par les forces armées maliennes soutenues par l'opération française Serval avait alors permis de contenir cette menace sans pour autant la faire disparaître.

Comme indiqué en introduction, ces groupes terroristes se sont par la suite transformés, certains s'alliant à d'autres groupes de la région tandis que d'autres se sont dissous. Aujourd'hui les groupes principaux évoluent toujours au nord de Gao, bien qu'ils aient subis de nombreuses pertes au cours des dernières années. Comme vu plus haut dans ce rapport, des forces tchadiennes sont présentes sur le territoire pour contenir cette menace, appuyées par la mission de maintien de la paix MINUSMA depuis 2013, et par les forces de l'opération Serval, devenue l'opération Barkhane. Cette dernière s'étend désormais sur l'ensemble du territoire sahélien pour lutter contre les groupes armés djihadistes dans toute la région. Aujourd'hui le nord et le centre du Mali servent de base à des groupes tels que Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (JNIM)⁴¹, AQMI ou encore l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS)⁴². S'ajoute à cela des groupes armés non-étatiques prônant l'indépendance du Nord Mali : le Congrès pour la Justice de l'Azawad basé dans la région de Tombouctou et le Mouvement pour le Salut de l'Azawad basé dans la région de Menaka⁴³, située à moins de 100 km de la frontière avec la région de Tillabéri.

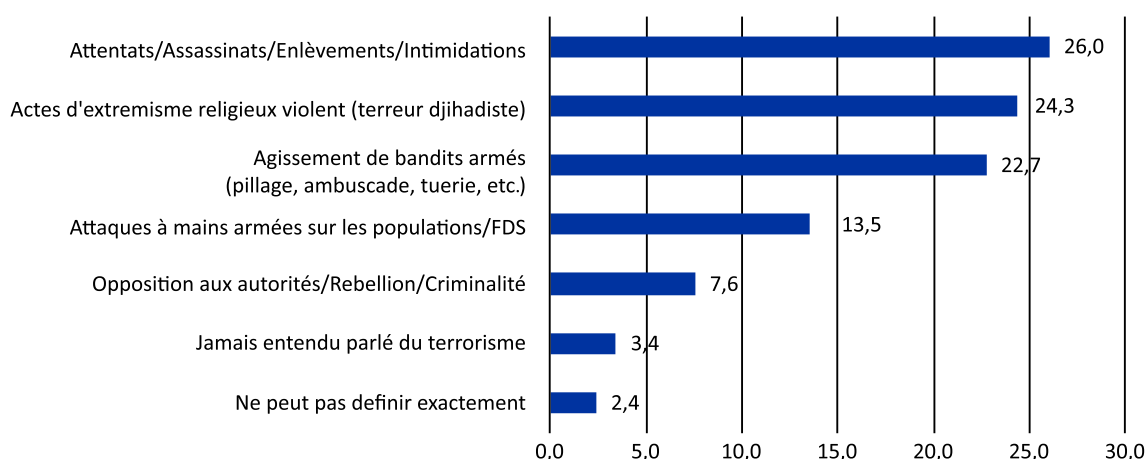
Cette partie de l'enquête analyse la vision qu'ont les populations locales sur le terrorisme régional ainsi que leurs clés de lecture qu'elles ont des réponses que doivent apporter communautés et autorités pour lutter contre cette menace.

⁴¹ JNIM est né en Mars 2017 à la suite de l'annonce d'une alliance de trois groupes terroristes principaux du Nord Mali : Ansar Dine, le Front de libération du Macina, Al-Mourabitoun et la branche d'AQMI opérant dans le Sahara. Voir : « Shifting relationships, growing threats: Who's who of insurgent groups in the Sahel », *IRIN*, Février 2018.

⁴² EIGS est né en 2015, créé par le porte-parole du MUJAO (aujourd'hui disparu).

⁴³ « Shifting relationships, growing threats: Who's who of insurgent groups in the Sahel », *Op cit.*

Graphique 25 : Proportion des répondants par définition du terrorisme



Les différents groupes qui évoluent dans la zone de Tillabéri opèrent selon des méthodologies différentes, en fonction de leurs objectifs, de leur taille et de l'impact désiré. Cette question de l'enquête interroge les répondants sur le genre d'activités terroristes qu'ils connaissent afin d'évaluer leur rapport à ce phénomène. Le format des réponses était à choix multiple, avec la possibilité de choisir une ou plusieurs réponses pour expliquer ce qui définit, selon eux, le terrorisme.

Au sein de la zone Niger-Burkina Faso-Mali, le Niger reste relativement plus préservé des différentes attaques et autres agressions commises ces dernières années. En effet, sur au moins 270 attaques⁴⁴ commises par des groupes non-étatiques depuis 2016 et ayant fait au moins une victime, plus de 200 ont été commises au Mali, au moins 40 au Burkina Faso et environ 30 au Niger⁴⁵.

Dans ce contexte, plus d'un quart des personnes enquêtées dans le cadre de cette question définissent le terrorisme comme étant des actes de type attentats/assassinats/enlèvements/intimidation. Cette large catégorie regroupe en effet les méthodes principales employées par les groupes de la région. Les attentats sont plus rarement perpétrés, en raison de leur plus grande complexité de mise en œuvre, mais restent toutefois menaçant dans la zone. Ils sont surtout redoutables en raison du nombre de victimes qu'ils peuvent engendrer ainsi que de l'impact psychologiques qu'ils créent. Ce type d'attentats a principalement lieu au Mali et vise principalement les forces armées, généralement ciblées par des Engins Explosifs Improvisés (IED, Improvised Explosive Devices en anglais). D'après le FDD's Long War Journal, plus de 250 attaques ont été commises par Al Qaeda et ses groupes associés dans le Sahel en 2016, dont 93 commises à l'aide d'IED⁴⁶. Les attaques suicides par bombes ont été beaucoup plus rares, et étaient au nombre de six cette même année⁴⁷. Les assassinats restent parmi les méthodes les plus employées par ces groupes, qu'ils soient à l'encontre des FDS, d'une communauté ciblée ou qu'ils soient le résultat d'une bataille pour le contrôle d'un territoire. Les enlèvements, notamment d'occidentaux, sont également très prisés des groupes terroristes d'Afrique de l'Ouest qui se financent principalement grâce aux rançons reçues en échange de leurs otages⁴⁸.

⁴⁴ Ces attaques comprennent la violence envers les civils ainsi que les autres types de violence qui ne comprennent pas les batailles entre acteurs armés.

⁴⁵ Source : ACLED.

⁴⁶ www.longwarjournal.org/archives/2017/01/over-250-al-qaeda-linked-attacks-in-west-africa-in-2016.php

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ D. GHANEM-YAZBECK (Ed.), R. BARRAS TEJUDO, G. FALEG, Y. ZOUBIR, « The Sahel: Europe's African borders », European Institute for the Mediterranean, avril 2018.

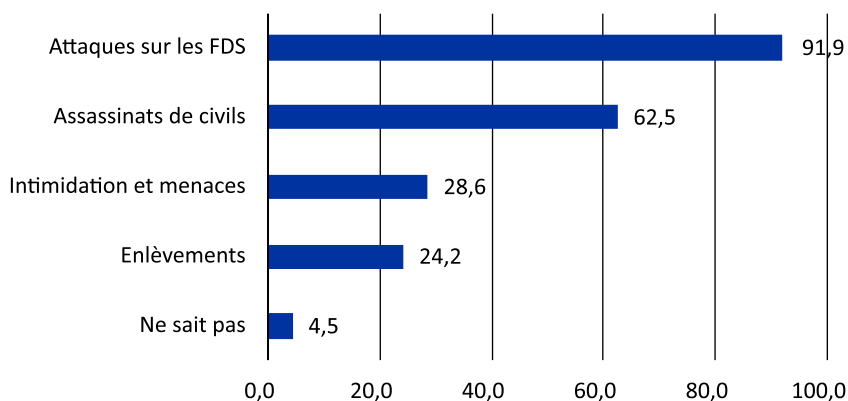
Ensuite, près d'un quart des répondants (24,3 %) citent également les actes d'extrémisme religieux violent (terrorisme djihadiste), que l'on peut assimiler aux différentes intimidations que pratiquent ces groupes dans le but d'obtenir le soutien d'une communauté ou de la forcer à leur payer un impôt. Un exemple de ces impôts imposés aux communautés est la zakat, qui est une taxe islamique estimée au quarantième des troupeaux et à laquelle les populations doivent se soumettre en échange d'une protection et d'une administration locale des groupes djihadistes⁴⁹.

D'autre part, 22,7 % des répondants citent des attaques de bandits armés de types pillage, embuscade ou racket. Cette part de réponses est presque aussi élevée que la part des répondants identifiant les méthodes plus traditionnelles des terroristes (attentats et enlèvements et qu'intimidations), bien que ces actes s'apparentent bien plus à ceux de groupes resserrés qui vivent du banditisme et que l'on ne saurait assimiler directement à des groupes djihadistes. Cela démontre, à nouveau, que pour les habitants de la région la frontière entre terrorisme et banditisme est ténue et qu'il s'avère parfois difficile pour eux de bien faire la distinction entre ces groupes et leurs modes d'action.

Enfin une part conséquente (13,5 %) des répondants citent également les attaques à mains armées sur les civils et les FDS. Cette catégorie peut entrer dans le premier type de réponse analysé, qui regroupe aussi ce type de méthodologie.

Ces réponses, si elles peuvent varier et ciblent parfois des méthodologies extérieures à celles des terroristes, restent pour la plupart très justes sur ce qu'est le terrorisme : une méthode, un moyen d'action, une forme de guerre et non pas une idéologie ou un groupe identifié, et dont les applications sont multiples en fonction des besoins, des moyens et de l'effet recherché.

Graphique 26 : Proportion des répondants par type d'actions terroristes connues



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

On peut voir à travers les réponses données à la question précédente que les répondants ont une compréhension aigüe des méthodes employées par les groupes terroristes de la région, qui repose essentiellement sur leurs expériences passées.

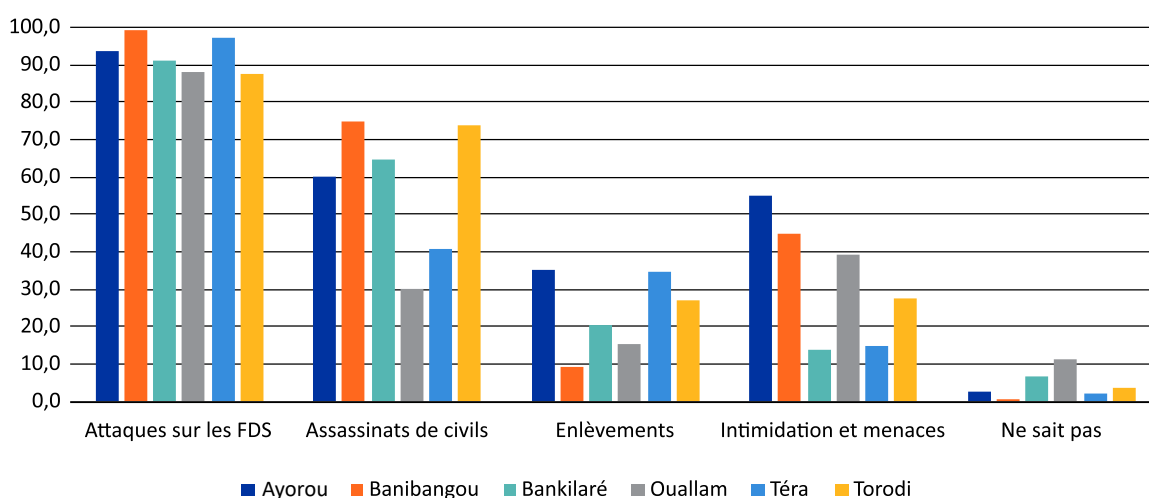
⁴⁹ Voir notamment « Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique », *International Crisis Group*, Rapport Afrique n°261, juin 2018.

Ainsi, lorsqu'ils sont interrogés au sujet du type d'activités terroristes qu'ils connaissent les répondants répondent massivement, à 91,9 % d'entre eux, qu'il s'agit avant tout sur d'attaques ciblant les FDS. En effet, depuis 2016 on peut recenser au moins une douzaine d'attaques commises à l'encontre des FDS, souvent par des groupes terroristes identifiés (essentiellement AQMI mais surtout l'EIGS), parfois par d'autres milices ou groupes armés. La stratégie djihadiste de la région visant avant tout à affaiblir le pouvoir nigérien, le fait de cibler les FDS remplit cet objectif de deux manières. Premièrement, en éliminant les forces qui surveillent les frontières cela permet à ces groupes de gagner le contrôle de nouveaux territoires. Mais surtout, ces derniers instillent peur et confusion chez les populations, de manière à ce qu'elles en viennent à douter de la protection censée être assurée par les autorités.

C'est également pour cette raison que les groupes terroristes visent aussi les communautés de la région. Le but est avant tout d'attiser la peur et la colère des habitants, tout en jouant sur les conflits ethniques qui existaient déjà avant l'arrivée du terrorisme djihadiste. C'est ainsi que près des deux tiers (62,5 %) des répondants identifient aussi les assassinats de civils comme type d'activité terroriste qu'ils connaissent. Ces attaques sur les civils ont par ailleurs particulièrement augmenté avec l'émergence de milices communautaires ciblant les djihadistes⁵⁰.

Enfin, les personnes interrogées citent aussi, de manière plus minime, les intimidations et menaces (28,6 %) ainsi que les enlèvements (24,2 %), dont les objectifs ont été analysés précédemment.

Graphique 27 : Proportion des répondants par type d'activités terroristes connues selon les communes

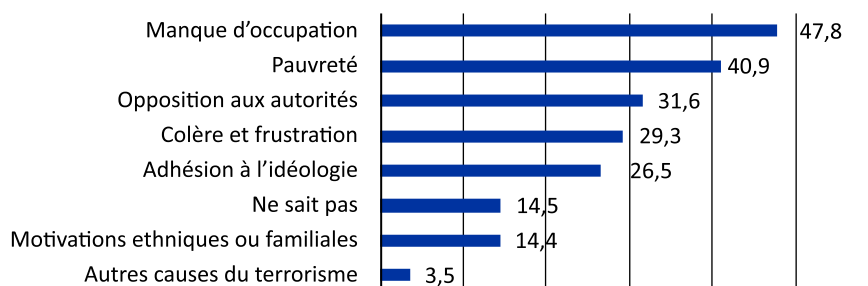


Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Les personnes interrogées sur les types de terrorisme qu'ils connaissent donnent des réponses assez variables en fonction des différents départements, et reflètent ainsi les expériences de chacun. Par exemple, les intimidations et menaces sont notamment recensées au sein des départements d'Ayorou, de Banibangou et d'Ouallam, qui sont proches des zones au sein desquelles les auteurs de ces actions évoluent. Les attaques de FDS touchent par ailleurs l'ensemble du territoire, contrairement aux attaques de civils qui sont surtout évoquées au sein des communes proches du Mali, à l'exception des répondants de Torodi qui identifient également cette menace pour près de trois quarts d'entre eux (73,9 %).

⁵⁰ « Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique », *Op. cit.*

Graphique 28 : Proportion des répondants par raisons qui selon eux poussent vers le phénomène terroriste



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Le phénomène de la radicalisation et plus précisément de la radicalisation en Afrique de l'Ouest est un problème éminemment complexe qui recouvre différentes dimensions. Les parcours de radicalisation sont divers d'un individu à l'autre, même lorsque ces individus sont issus du même village ou hameau et ont grandi dans des conditions similaires. Surtout, la passerelle entre la radicalisation et l'action terroriste n'est pas nécessairement automatique. Dès lors, tenter d'expliquer les raisons qui poussent certains individus vers le terrorisme devient un exercice périlleux dont la compréhension est souvent limitée ou obstruée.

Malgré cela, interroger les populations locales directement touchées par ce phénomène reste un exercice nécessaire. En effet, ces populations évoluent au sein même des environnements que les individus qui se sont tournés vers le terrorisme ont connus. De fait, elles sont les premières à pouvoir renseigner sur les dysfonctionnements qui existent au sein de la société ou de certaines communautés. En effet, la radicalisation et le passage à l'acte sont rarement des actes soudains ou solitaires, et comme chaque village ou communauté possède ses propres particularités, il est essentiel de s'en remettre aux populations locales pour mieux comprendre et lutter contre le terrorisme.

Ainsi, pour expliquer les raisons qui poussent certains habitants de la région vers le terrorisme, près de la moitié des répondants (47,8 %) soulignent le problème du manque d'occupation et 40,9 % d'entre eux évoquent les enjeux de pauvreté. En effet, en 2017 le Niger était classé 187ème sur 188 pays au sein du classement de l'Indice de Développement Humain publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement. De plus, la Banque Mondiale souligne qu'avec un taux de pauvreté de 44,1 % et un revenu moyen par habitant de 420 dollars É.-U., le Niger est l'un des pays les plus pauvres au monde. Même si la pauvreté au Niger est présente à travers toutes les régions et toutes les classes d'âge, elle touche surtout les jeunes peu éduqués. D'autre part, au sein de la région de Tillabéri l'emploi se concentre surtout sur les métiers de l'agriculture et de l'élevage, ces derniers étant menacés par deux phénomènes.

Le premier phénomène, de long terme, est qu'une partie des populations du sud de la région s'installe de plus en plus sur des terres traditionnellement pastorales, menaçant ainsi l'emploi des communautés nomades installées dans cette partie de la région. En effet, depuis quelques années la poussée démographique au Niger⁵¹ conjuguée au changement climatique a créé une lente migration des populations agricoles vers le nord, réduisant de plus en plus les espaces pastoraux ou poussant les éleveurs vers le Mali, devenu entretemps très dangereux. Cette conflictualité

⁵¹ Avec 7,6 enfants par femme le Niger enregistre le taux de fécondité le plus élevé au monde.

dans l'accès aux ressources naturelles se transforme parfois en conflits intercommunautaires dont se nourrissent les groupes de terroristes et de bandits qui sont implantés dans la région et dont certains jeunes sans-emploi ou marginalisé viennent parfois grossir les rangs.

Le deuxième phénomène, de court terme, qui s'exprime dans les menaces de banditisme et de vol de bétail affecte encore plus directement le quotidien des habitants de cette région, en particulier les jeunes. D'après un récent rapport de l'International Crisis Group (ICG)⁵² les dernières décennies ont vu l'accroissement du nombre de jeunes tentés par « le métier des armes ». Cela a été notamment favorisé par la multiplication des rébellions touarègues, ainsi que par la circulation des armes qui a suivi la chute du régime libyen en 2011. D'après l'ICG, pour la jeunesse de cette région « l'activité guerrière est valorisante, source d'émancipation sociale et économique »⁵³. En effet, pour près de la moitié des personnes interrogées, en plus de la pauvreté, le manque d'occupations tant professionnelles, que culturelles ou associatives sont donc des éléments structurels et conjoncturels qui poussent certains individus vers le terrorisme. Ce résultat reste cohérent avec la littérature sur ce sujet⁵⁴.

D'autre part, seul un très faible taux de répondants (14,4 %) identifie les motivations ethniques ou familiales comme facteur déterminant de cet attrait grandissant de la jeunesse vers le terrorisme. Il faut donc comprendre que, selon les personnes enquêtées, très peu de personnes de la région prennent les armes dans le but de « régler des comptes » avec une ethnie en particulier, ou pour asseoir la domination d'une communauté sur une autre. Cela contredit ainsi une partie des analyses faites sur la région, qui cherchent encore à analyser les problèmes sécuritaires de la zone sous le simple prisme d'une lutte intercommunautaire, sans considérer le fait que d'autres mécanismes sous-jacents et plus complexes puissent venir contredire cette approche.

En revanche, l'idée d'opposition aux autorités ainsi que la catégorie plus large des colères et frustrations sont plus exprimées parmi les réponses, à respectivement 31,6 % et 29,3 % des réponses données. Ces colères et cette opposition aux autorités peuvent se comprendre à la lumière de deux raisons principales : à la fois le sentiment d'insécurité qui règne dans certaines parties de la région⁵⁵ et un sentiment de délaissement ressenti par certaines communautés. Le rapport de l'ICG cite notamment le cas de la communauté peuhle des Toleebe qui serait très peu intégrée au sein de l'État et ne disposerait pas de chefferies de groupement nomades, ce qui accentuerait ainsi leur marginalisation dans la région. Ces colères et frustrations peuvent également se nourrir de sentiments d'injustice ressentis au quotidien : vol de bétail, attaque subie par un village ou encore perte d'un territoire à la suite d'un conflit.

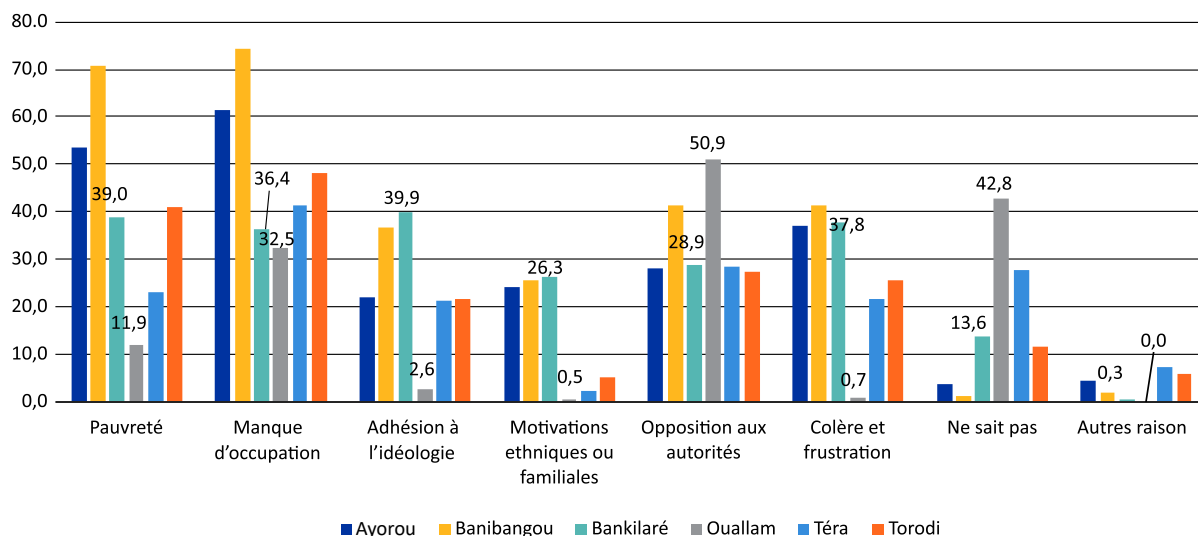
⁵² « Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique », *Op Cit.*

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Voir notamment I. OLAWALE, "Radicalisation and violent extremism in West Africa: implications for African and international security", *Conflict, Security and Development*, 2013.

⁵⁵ Analysé plus loin dans ce rapport.

Graphique 29 : Proportion des répondants par raisons qui poussent vers le phénomène terroriste (selon les départements de résidence)



Dans le cas des perceptions des communautés sur les raisons qui selon elles poussent au terrorisme, certaines différences d'appréciation de ce phénomène de radicalisation apparaissent, notamment entre les départements situés à la frontière malienne et ceux bordant le Burkina Faso.

En l'occurrence, les répondants de Banibangou sont d'avantage préoccupés par les problèmes de pauvreté et de manque d'emploi, avec un taux de réponse allant de 70 à 75 %, que le reste de la région (40 à 45 % des répondants ayant choisi ces réponses). Ce chiffre soutient les éléments précédemment discutés, qui liaient surtout ce phénomène de pauvreté et de manque d'occupation aux zones pastorales de la région, d'avantage touchées que les zones tournées vers l'agriculture. Cela constitue un indicateur essentiel pour les autorités, notamment dans les réponses à apporter pour endiguer ce phénomène. Il est toutefois intéressant de noter qu'en ce qui concerne la pauvreté et le manque d'occupation, les réponses des habitants d'Ouallam sont bien moins élevées (11,9 % pour la pauvreté et 32,5 % pour le manque d'occupation) bien que les deux départements soient voisins, et tous les deux limitrophes au Mali. Ainsi, les perceptions des communautés sur les facteurs structurants qui poussent certains individus à rejoindre des groupes terroristes ne sont donc pas seulement différentes en fonction des pays ou des régions. Elles le sont même dans des zones très localisées, au sein de villages partageant a priori les mêmes caractéristiques sociales, économiques, culturelles, historiques et géographiques. Cela renforce l'idée que si ces facteurs structurants sont essentiels pour comprendre les processus de radicalisation, les parcours sont très particuliers et peuvent changer d'un individu à l'autre, même au sein d'une même région. Cela révèle aussi que si certaines caractéristiques structurelles, telles que la pauvreté et le chômage, peuvent être partagées par deux départements voisins, les causes identifiées dépendent surtout de l'expérience personnelle des répondants, pour qui certains phénomènes, tels que les sentiments de colère et de frustration, apparaîtront beaucoup plus prégnants qu'ailleurs.

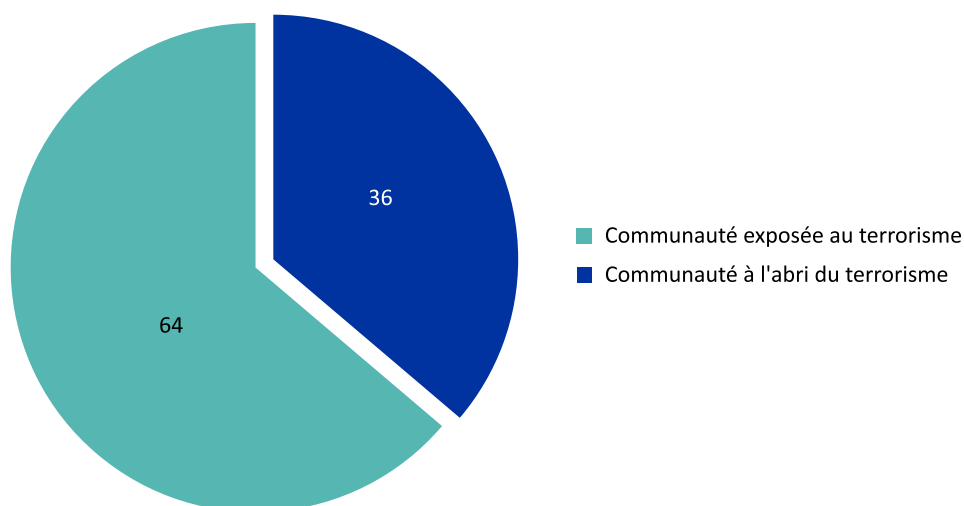
L'adhésion idéologique est par exemple fortement identifiée à Bankilaré (39,9 %) comme un des facteurs favorisant le phénomène terroriste, mais est infime pour les répondants d'Ouallam (2,6 %). Ces réponses qui diffèrent d'un département à l'autre viennent donc rappeler encore une fois que le phénomène de radicalisation est complexe et que, dans une certaine mesure, l'ensemble des éléments de réponse présentés ci-dessus sont à prendre en compte pour expliquer l'attrait de certaines personnes vers le terrorisme. Mais ces grilles de lectures ne

sauraient s'appliquer uniformément à l'ensemble d'un territoire, ou au sein d'une même région. Chaque zone doit donc avoir conscience de ses propres défis et des problématiques qui la traverse. Enfin ces éléments doivent être complètement assimilés par les autorités dans le travail qui doit être effectué auprès des communautés pour prévenir l'extrémisme violent.

Les motivations ethniques sont quant à elles totalement absentes des causes identifiées par les répondants des départements limitrophes au Burkina Faso, comme si cette motivation ne pouvait se concevoir que dans les zones les plus nomades de la région.

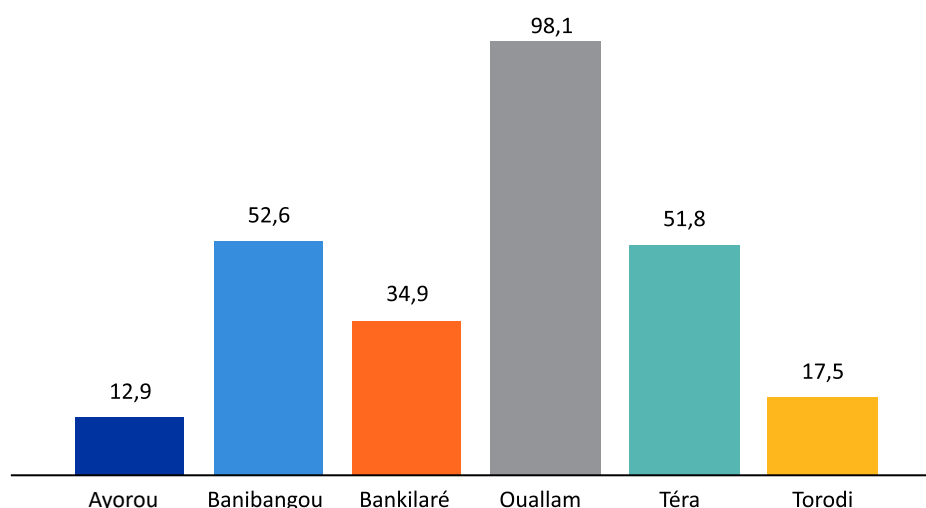
Deux réponses ressortent également des données fournies sur le département d'Ouallam. La première est qu'une très grande partie de la population semble perdue ou impuissante face au phénomène terroriste. Alors que la commune et le département sont parmi les plus touchés par le terrorisme dans la région de Tillabéri, plus de quatre répondants sur dix (42,8 %) affirment qu'ils ne savent pas expliquer pourquoi certaines personnes rejoignent ces groupes terroristes. Cette réponse vient après l'opposition aux autorités, premier choix des répondants à 50,9 %, loin devant les autres réponses. Ainsi les répondants de ces villages apparaissent donc incapables de comprendre la radicalisation dans leur région mais avancent pour une majorité d'entre eux les problèmes qui existent entre communautés et autorités. Les personnes interrogées sont donc à la fois en colère envers les autorités et désorientées vis-à-vis du terrorisme.

Graphique 30 : Proportion des répondants par avis sur l'exposition de leur communauté au terrorisme



Près de deux répondants sur trois estiment être aujourd'hui exposés au terrorisme, contre plus d'un tiers affirmant le contraire (36 %). Ainsi, alors qu'une très grande majorité des répondants n'identifiaient pas les risques d'incursions de groupes terroristes à la frontière comme un problème d'importance, à l'exception des départements de Banibangou et d'Ouallam, une majorité d'entre eux affirme tout de même être exposés à ce phénomène.

Graphique 31 : Proportion des répondants par avis sur l'exposition de leur communauté au terrorisme (selon les départements)



Au vu des questions analysées précédemment dans ce rapport, la hiérarchisation des menaces exprimées par les répondants révèle que ces derniers sont moins inquiets des risques d'incursion de groupes terroristes que des autres menaces⁵⁶; mais celle-ci reste prise au sérieux. Les répondants qui s'estiment le plus exposés au terrorisme sont également ceux qui en ont le plus souffert au cours des dernières années. Il en est ainsi des départements de Banibangou, dont les répondants s'estiment exposés à 52,6 % mais surtout d'Ouallam où 98,1 % des personnes interrogées affirment être exposés à ce risque. C'est très largement supérieur à la moyenne régionale et représente presque la totalité des répondants de cette zone.

Cependant ce sentiment d'exposition existe aussi au sein des zones moins touchées, à l'exemple des répondants de Téra qui sont nombreux à se trouver exposés au terrorisme. Cela peut se comprendre à la fois en raison d'un manque de sécurité dans la région, qui peut fragiliser le sentiment de sécurité des communautés, mais également en raison de l'émergence récente d'attaques terroristes au nord-est du Burkina Faso. Ces dernières sont revendiquées par Ansaroul Islam, un groupe terroriste de plus en plus menaçant pour la région⁵⁷.

Tableau 1: Proportion des répondants par avis sur les raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme

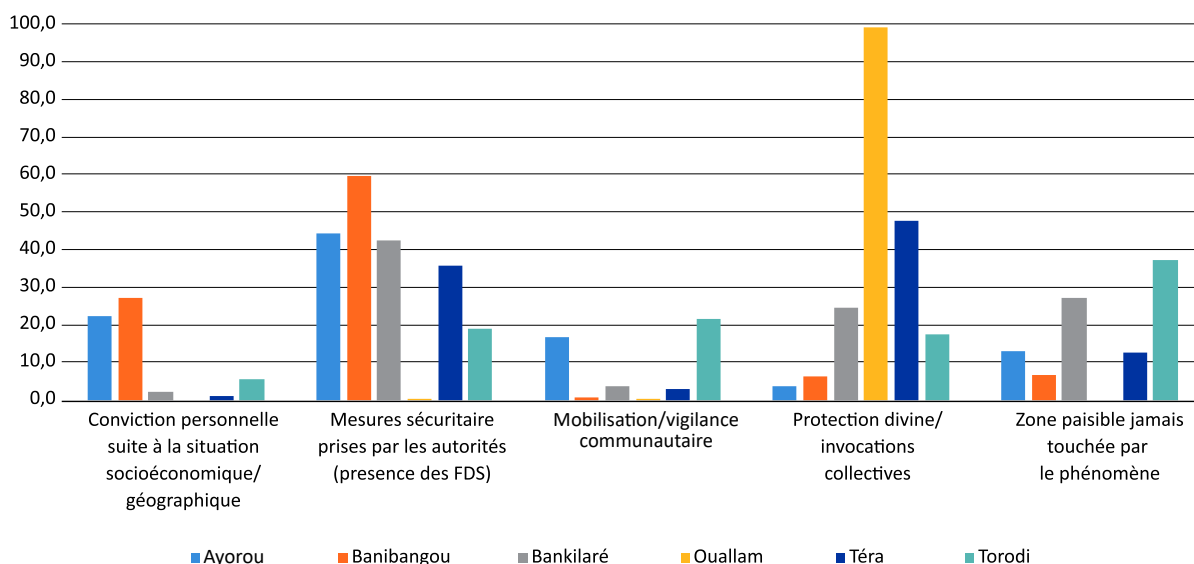
Raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme	Effectif	%
Conviction personnelle suite à la situation socioéconomique/géographique	186	7,0
Mesures sécuritaires prises par les autorités (présence des FDS)	835	31,6
Mobilisation/vigilance communautaire	146	5,5
Protection divine/invocations collectives	1 049	39,7
Zone paisible jamais touchée par le phénomène	429	16,2
Total général	2 645	100,0

⁵⁶ Voir partie 3 de ce rapport.

⁵⁷ Voir notamment H. Nsaibia et C. Weiss, « Ansaroul Islam and the growing terrorist insurgency in Burkina Faso », *Center for Counter Terrorism*, mars 2018, Volume 11, Issue 3.

Parmi les raisons identifiées par les répondants assurant se sentir à l'abri du terrorisme, deux réponses ressortent particulièrement : la première, à hauteur de 39,7 %, repose sur une protection divine qui assurerait aux populations d'une protection contre ces groupes. La seconde raison évoquée, choisie par 31,6 % des répondants, concerne les différentes mesures sécuritaires prises par les autorités afin de protéger les populations. On retrouve surtout cette dernière réponse à Ayorou (44,4 %), Banibangou (59,7 %) et Bankilaré (42,6 %). En revanche, les raisons divines sont surtout évoquées à Ouallam (99,3%) et dans une moindre mesure à Téra (47,8 %).

Graphique 32: Proportion des répondants par avis sur les raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme (selon les départements)



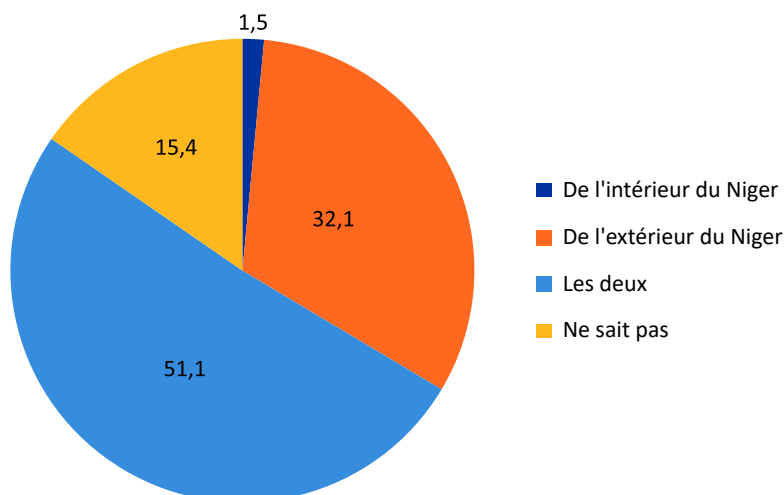
Ainsi parmi la très faible proportion des habitants d'Ouallam qui estiment se trouver à l'abri du terrorisme, la quasi-totalité d'entre eux le justifient en raison de convictions spirituelles et en aucune façon grâce aux mesures de sécurité prises par les autorités locales et mises en œuvre par les FDS. Cela témoigne, à nouveau, d'un certain sentiment d'abandon ressenti par les répondants de ce département qui estiment que les autorités n'agissent pas pour leur sécurité, et qu'ils sont donc particulièrement exposés aux nombreuses menaces présentes à la frontière.

Tableau 2: Proportion des répondants par avis sur les raisons pour lesquelles la communauté n'est pas à l'abri du terrorisme (selon les départements)

Raisons pour lesquelles la communauté n'est pas à l'abri du terrorisme	Effectif	%
Banditisme résiduel/attaques-menaces terroristes vécue/alentour	1 252	27,0
Conviction personnelle suite à la situation qui prévaut	2 151	46,5
Faible engagement/implication/mobilisation communautaire	18	0,4
Manque d'occupation/pauvreté/attrait pour le fondamentalisme	60	1,3
Mauvais gestion de la sécurisation des lieux par les autorités	332	7,2
Porosité et sécurité insuffisante aux frontières	685	14,8
Zone très vulnérable/Pas sécurisée par les autorités	132	2,9
Total général	4 630	100,0

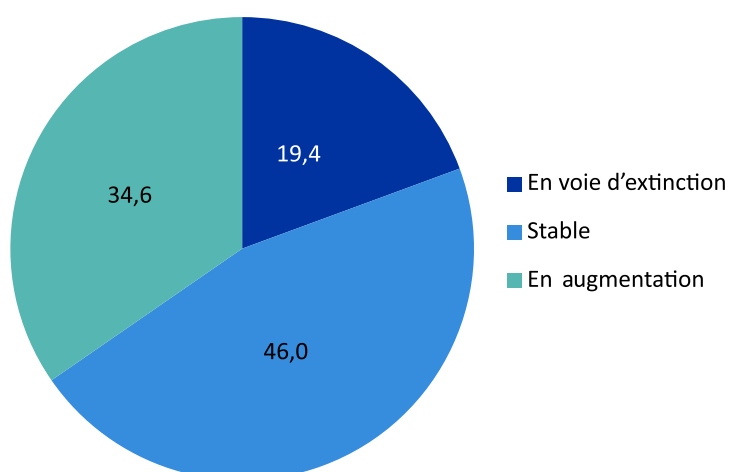
Une majorité des personnes interrogées (46,5 %) qui s'estiment aujourd'hui exposées au terrorisme le justifient en se basant sur des exemples concrets, comme en invoquant la situation actuelle de la région et les différentes attaques que les communautés continuent de subir régulièrement. De façon plus marginale les répondants invoquent également le banditisme et le terrorisme (27 %), soulignant que la prépondérance de l'un alimente les effets de l'autre. Enfin ils dénoncent une sécurité insuffisante le long des frontières qu'ils jugent trop poreuses (14,8 %).

Graphique 33: Proportion des répondants par avis sur la source du terrorisme



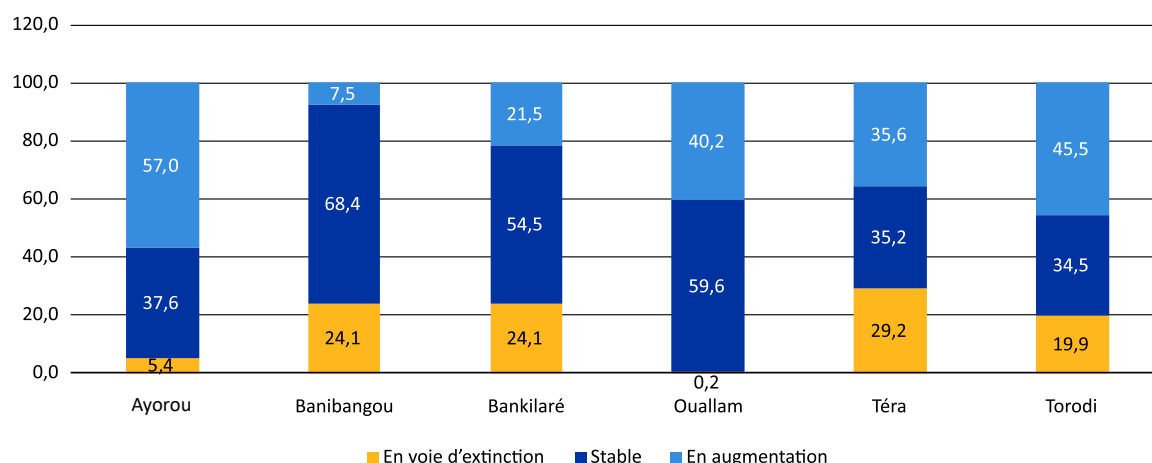
Par ailleurs, plus de la moitié des répondants de la région sont conscients que ce phénomène terroriste n'est pas exclusivement d'origine étrangère mais qu'il doit également s'analyser dans sa dimension nigérienne, comme le montre le Graphique 33. En effet 51,1 % des personnes interrogées affirment que cette menace terroriste provient à la fois de l'extérieur et de l'intérieur du Niger. La majorité des répondants reconnaît donc que cet enjeu dépasse les limites frontalières, bien que près d'un tiers d'entre eux (32,1 %) affirment que cette menace ne provient que de l'extérieur du Niger. Enfin, seuls 1,5 % pensent que la source du terrorisme ne provient que de l'intérieur du Niger quand 15,4 % affirment ne pas savoir.

Graphique 34 : Proportion des répondants par évolution perçue de la menace terroriste



Au sein de la région de Tillabéri seuls 19,4 % des personnes interrogées considèrent que la menace terroriste est en « voie d'extinction » alors qu'ils sont plus d'un tiers (34,6 %) à la considérer en augmentation tandis que près de la moitié d'entre eux (46%) la voient stable. Les répondants de la région sont donc très peu optimistes quant à l'évolution de cette menace, ce qui confirme le sentiment d'exposition au terrorisme discuté plus haut, très présent dans les départements limitrophes au Mali.

Graphique 35 : Proportion des répondants par évolution de la perception de la menace terroriste selon les communes



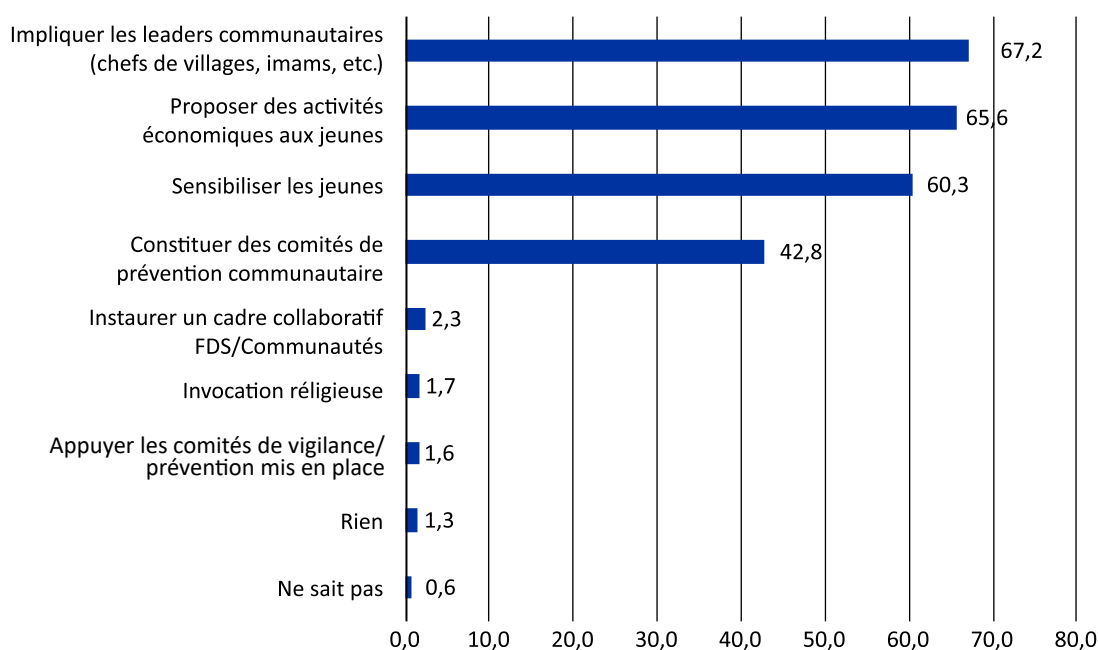
Lorsque l'on interroge les habitants des différentes communes sur leur perception de la menace terroriste, il s'avère que ce n'est pas au sein des départements les plus touchés que le pessimisme est le plus grand. Les répondants d'Ayorou sont en effet prêts de six sur dix à estimer que cette menace est en voie d'augmentation tandis que les répondants de Torodi partagent ce sentiment à hauteur de 45,5 %. Or, si ces départements sont régulièrement touchés par des problèmes de banditisme, les attaques commises et revendiquées par les groupes terroristes sont beaucoup plus rares. Ayorou a toutefois été durement touchée par une attaque revendiquée par l'EIGS en octobre 2017, au cours de laquelle 13 FDS ont perdu la vie⁵⁸. Un gendarme a également perdu la vie aux environs de Kokolokou, un village situé dans le département de Torodi⁵⁹. À Téra comme à Bankilaré, cette augmentation s'explique par la présence de la milice peulhe située dans la zone. Deux policiers et deux Gendarmes ont récemment été tués au poste de police frontière du village de Petelkolé et poste de contrôle de la Gendarmerie du village de Foneko.

Bien que ces attaques soient limitées, elles restent relativement récentes et signalent que la menace est toujours présente et qu'elle commence également à s'étendre à des parties de la région qui était encore épargnées jusque-là. Les répondants du département d'Ouallam, continuellement touché par ces exactions, sont eux aussi pessimistes concernant l'évolution de cette menace. Six sur dix pressentent qu'elle restera stable (59,6 %), et jusqu'à 40,2 % la voient en augmentation. Le département de Banibangou apparaît le plus optimiste, avec seulement 7,5 % des habitants interrogés considérant cette menace en augmentation, bien que 68,4 % estiment tout de même que la menace restera stable. Cet optimisme peut se comprendre notamment en raison de la relative ancienneté des dernières attaques perpétrées dans ce département, qui remontent à 2016.

⁵⁸ www.rfi.fr/afrique/20171021-niger-mali-attaque-islamistes-terrorisme-gendarmerie-ayorou-frontiere-tillabery-12-

⁵⁹ <http://news.aniamey.com/h/83542.html>

Graphique 36 : Proportion des répondants par action préconisée pour prévenir les menaces terroristes



Afin de pouvoir répondre efficacement aux différents éléments structurels qui pousseraient, d'après les répondants, certaines personnes à rejoindre les groupes terroristes, différentes solutions ont été proposées. Parmi celles-ci trois réponses ressortent particulièrement : une meilleure implication des leaders communautaires est supportée par près de sept répondants sur dix (67,2 % de l'échantillon), suivie par le soutien aux activités économiques pour les jeunes (65,6 %) et la sensibilisation des jeunes (60,3 %).

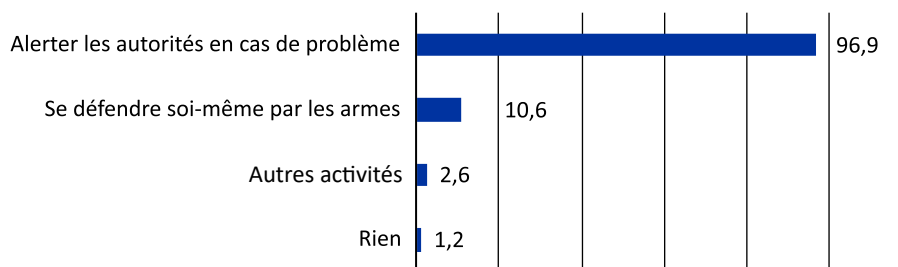
Ces trois solutions répondent directement aux problèmes identifiés par les répondants qui soulignaient l'importance des enjeux de pauvreté, de manque d'occupation ou encore l'opposition aux autorités. Ces affirmations corroborent les conclusions de la littérature actuelle sur les phénomènes de radicalisation en Afrique de l'ouest. Ces dernières considèrent les structures socioéconomiques au sein desquelles les individus évoluent comme des grilles de lecture privilégiées pour expliquer l'expansion du djihadisme dans le Sahel. En mettant en évidence l'implication des leaders communautaires les répondants souhaitent avant tout que les autorités prennent cet enjeu plus sérieusement et qu'elles agissent au plus près des communautés.

En effet plus haut dans ce rapport il a été observé que parmi les raisons qui poussent les jeunes vers le terrorisme, la radicalisation vers l'extrémisme violent est un phénomène complexe qui ne peut se comprendre qu'à travers une analyse approfondie et individualisée des différents parcours. Les différences de perception qui existent entre communes ou départements, même dans le cas de contextes très similaires, tendent à démontrer que pour pouvoir agir pleinement pour la prévention de l'extrémisme violent, une attention particulière doit être portée à chaque village. Cette prévention ne peut donc s'accomplir qu'à travers l'engagement plein et entier des autorités en charge de la sécurité des communautés et donc, en premier lieu, les leaders communautaires. Ce sont eux qui ont cette légitimité de pouvoir s'adresser aux communautés et de faire en sorte qu'elles soient intégrées au mieux dans la vie de la société. Cela concerne surtout les communautés qui se sentent marginalisées dans la région de Tillabéri. De ce fait, en travaillant au plus près de ces dernières pour permettre leur bonne intégration ainsi qu'une meilleure entente intercommunautaire, les autorités pourraient bénéficier d'une plus grande confiance de la part de la population, ce qui permettrait de favoriser l'apaisement de certaines

tensions. Cela permettrait également de mieux observer les différents conflits qui peuvent naître au sein de certains villages, et être ainsi en mesure de les contenir avant qu'ils n'affectent le reste du territoire.

D'autre part, une relation plus construite entre jeunes, leaders et autorités religieuses, qui passerait par exemple par des campagnes de sensibilisation, ou par la création de comité de prévention communautaire, permettrait également de mieux repérer les individus susceptibles d'être tentés par l'extrémisme violent. Cela contribuerait également à mieux saisir les aspirations de ces jeunes en termes d'activités économiques, culturelles et associatives, qui sont des piliers importants de la cohésion communautaire. C'est donc conscients de ces raisons que les répondants mettent en avant l'importance de sensibiliser les jeunes, de leur offrir de meilleures perspectives d'emplois mais également de mettre en place ces comités de prévention communautaire (42,8 %) afin de renforcer l'implication des autorités et mieux prévenir cette menace terroriste.

Graphique 37 : Proportion des répondants par types d'appuis des communautés aux autorités pour lutter efficacement contre le terrorisme

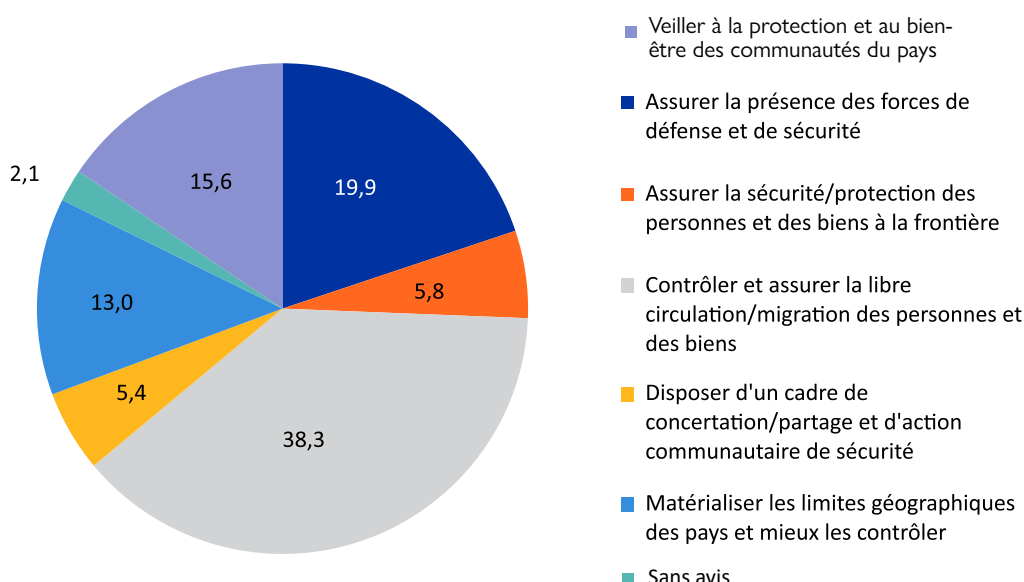


En cas d'attaques terroristes les personnes enquêtées reconnaissent par ailleurs le rôle majeur des autorités dans la gestion de ce type de crises. En effet, 96,9 % des répondants estiment qu'il faut immédiatement alerter les autorités, tandis que seuls 10,6 % d'entre eux suggèrent que les populations doivent se défendre elles-mêmes par les armes.

5. EFFICACITÉ DE LA GESTION DES FRONTIÈRES

La sécurisation du territoire de Tillabéri et l'endigement des menaces auxquelles la région est exposée dépendent largement de la bonne gestion de la sécurité aux frontières. Cette partie analyse les points de vue des répondants sur ce que signifie concrètement cette sécurité aux frontières, sur le sentiment de sécurité ou d'insécurité que partagent les communautés ainsi que sur le rôle des autorités locales et des populations dans la gestion de cette sécurité.

Graphique 38 : Proportion des répondants par signification donnée à l'idée "d'assurer la sécurité au niveau de la frontière"



L'enquête menée dans le cadre de ce rapport a permis de comprendre les différentes perceptions que les répondants ont du rôle de la frontière. La question représentée dans le Graphique 38 était une question ouverte qui permettait aux répondants de proposer leur propre définition de ce que signifie « assurer la sécurité aux frontières ». L'objectif de cette question était de mieux comprendre la perception des répondants sur la sécurité au sein de la région.

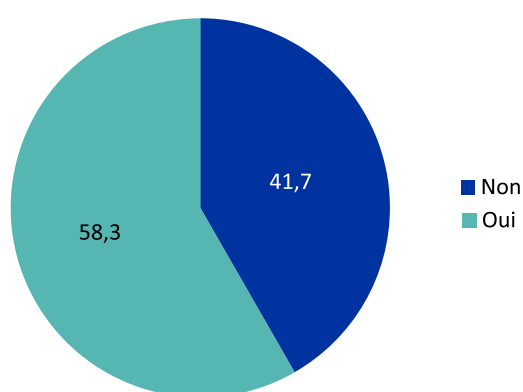
Ainsi, la réponse la plus donnée par les répondants est le contrôle de la libre circulation des personnes et des biens qui traversent la frontière (38,3% de l'échantillon). Cette première définition invite à considérer la frontière comme un lieu ouvert, favorisant le transport et le commerce. Cette définition s'accorde d'une part avec la nature très mobile des communautés qui évoluent dans la région, notamment les communautés du nord du pays, et d'autre part avec l'organisation économique du territoire, de plus en plus tourné vers le commerce transfrontalier. Le respect de la libre-circulation des biens et des personnes dans la région de Tillabéri est par ailleurs renforcé par les principes de la CEDEAO dont le Niger, le Mali et le Burkina Faso sont signataires.

En revanche, près d'un répondant sur cinq (19,9 %) préfère voir cette sécurité frontalière au travers d'un prisme plus défensif, en définissant l'idée de sécurité à la frontière par une présence accrue des forces de défense et de sécurité. De plus, 15,6 % des personnes enquêtées estiment que cette sécurité aux frontières doit être assurée en veillant à la protection et au bien-être des communautés du pays. Enfin 5,8 % des répondants affirment que cela vise aussi à assurer la protection des personnes et des biens à la frontière. L'ensemble de ces affirmations renvoie à une définition de la sécurité aux frontières bien plus protectrice, visant avant tout à mieux protéger les populations qui vivent dans le pays.

Enfin 13 % des répondants estiment qu'assurer la sécurité au niveau de la frontière vise surtout à matérialiser les limites géographiques des pays afin de mieux pouvoir contrôler leur territoire. Cette définition renvoie plutôt à la fonction administrative de la frontière et à sa représentation géographique.

Ainsi, l'idée d'assurer la sécurité à la frontière est perçue dans trois dimensions principales par les répondants. Il s'agirait de pouvoir faire respecter la libre circulation des personnes, de protéger les communautés du pays et enfin de marquer la limite d'un territoire.

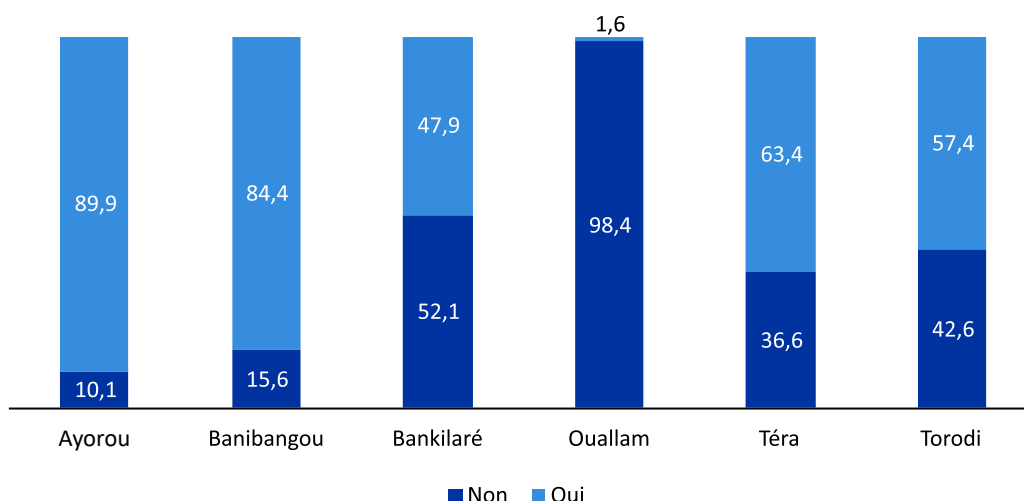
Graphique 39 : Proportion des répondants par observation de passage de patrouille le long de la frontière



De par les différents risques qui en émanent, une bonne gestion des frontières au sein de la région de Tillabéri doit avant tout passer par une présence effective des FDS, non seulement au niveau de la frontière mais également au sein des différentes localités de la région.

Une nette majorité (58,3 %) des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête affirme observer les différents passages de patrouilles le long de la frontière, ce qui semble aller dans ce sens. Toutefois, la part de ceux affirmant le contraire reste importante (41,7 %), surtout au regard du positionnement limitrophe de l'ensemble des communes interrogées.

Graphique 40 : Proportion des répondants par observation de passage de patrouille le long de la frontière (selon les départements)

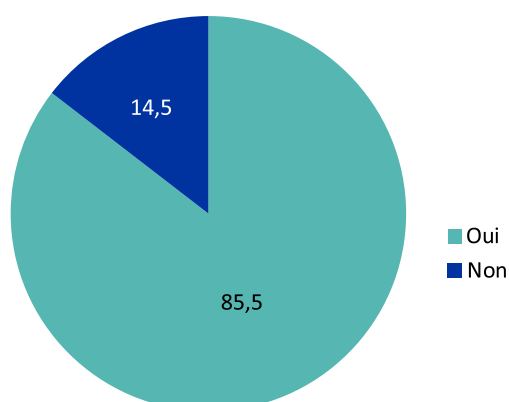


Lorsque l'on se penche sur les taux de réponses par département, il apparaît évident que c'est au sein du département d'Ouallam que les répondants s'accordent le plus sur l'absence totale de troupes à la frontière avec le Mali (98,4 % de l'échantillon). En effet, la quasi-totalité des personnes interrogées dans ce département confirment qu'elles n'observent pas de troupes aux frontières. Ce chiffre vient confirmer certains points relevés précédemment, qui mettaient en lumière la forte critique des habitants concernant le travail des autorités, ainsi que le sentiment général d'insécurité et de vulnérabilité face aux menaces. Ce sentiment se retrouve également à Bankilaré, où 52,1 % des répondants n'observent pas de passages de troupes à la frontière, ce qui reste une proportion bien moindre que celle d'Ouallam.

Toutefois le jugement des répondants d'Ouallam peut être pondéré en raison de deux facteurs. Le premier tient dans la perception qu'ont les habitants de leur propre sécurité et des attaques qu'ils ont eu à subir par le passé. En effet, la population d'Ouallam a la juste impression d'être particulièrement touchée et donc exposée au terrorisme et au banditisme. De ce fait, seule une très faible minorité des habitants franchit désormais la frontière (comme vu dans la partie 2 de ce rapport, seuls 5 % des répondants affirment ainsi franchir cette frontière). Les réponses données par les habitants d'Ouallam peuvent être ainsi analysées comme des impressions plus que des observations concrètes. De plus, l'Opération Dongo, déjà citée dans ce rapport, qui a été mise en place par le gouvernement du Niger en juin 2017 pour lutter contre les groupes terroristes dans la région, est basée à Tilwa dans le département d'Ouallam, près de la frontière. Des troupes sont donc bien présentes à la frontière du département. Mais le lien entre FDS, autorités et communautés est endommagé en raison d'une part des différents problèmes sécuritaires qui se sont accumulés dans la zone et d'autre part des conflits intercommunautaires qui y existent encore. Ces acteurs doivent donc s'attacher à travailler ensemble afin de recréer ce lien qui a été fortement endommagé au cours des dernières années. Cela passe également par la création des comités de prévention communautaire qui permettront à l'ensemble de ces acteurs de collaborer ensemble pour le bien de la communauté.

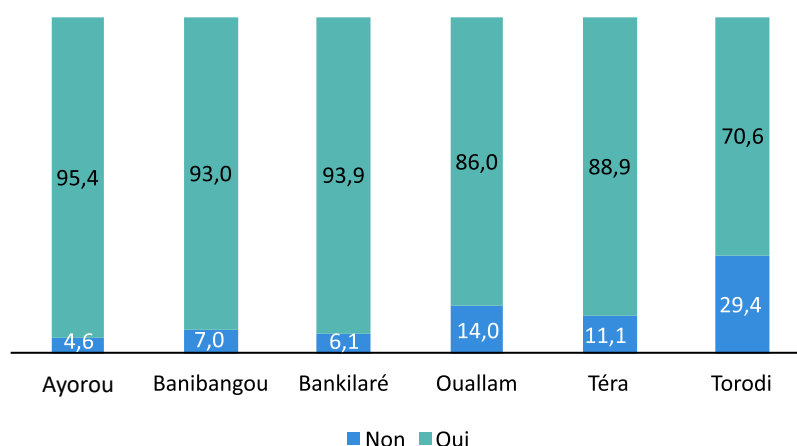
Enfin les FDS sont bien plus visibles au sein des départements d'Ayorou et de Banibangou où les répondants sont respectivement 89,9 % et 84,4 % à observer le passage de ces troupes à la frontière.

Graphique 41 : Proportion des répondants par observation de passage de patrouille au niveau de la localité



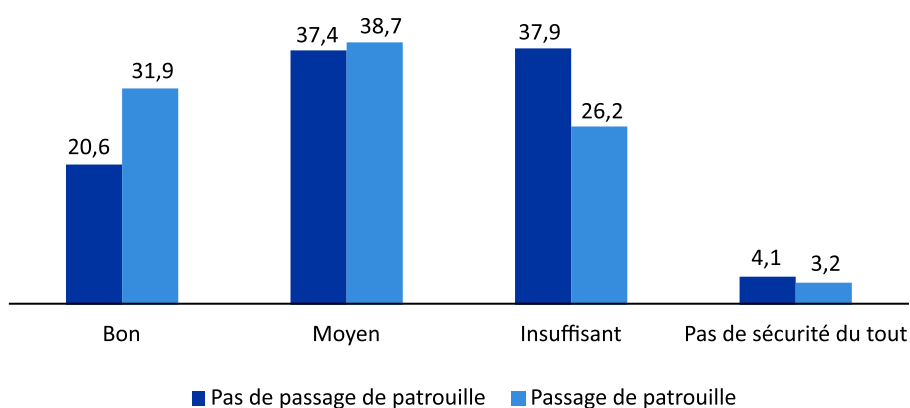
En revanche la présence de troupes perçue localement, au niveau des différents villages et hameaux interrogés, est bien plus reconnue. Plus de quatre répondants sur cinq (85,5 %) affirment ainsi observer des passages de troupes au sein de leur localité, un chiffre que l'on retrouve de façon homogène sur l'ensemble du territoire, même chez les répondants d'Ouallam qui semblent ne pas observer de troupes le long de la frontière mais dont 86 % confirment tout de même la présence au sein de leur village.

Graphique 42 : Proportion des répondants par observation de passage de patrouille au niveau de la localité (selon les départements)



En revanche, au niveau des départements, Torodi fait figure d'exception avec près de trois répondants sur dix (29,4 %) qui n'observent pas de patrouilles au sein de leur localité. C'est notamment le cas des villages de Boandjola (81,6% disent ne pas observer de patrouille dans leur localité), Pense (98,5 %), Tchambouli (100 %), Tabare (95,5 %) et Djamdjergou (95,3 %).

Graphique 43: Proportion des répondants par niveau de sécurité selon le passage de patrouilles

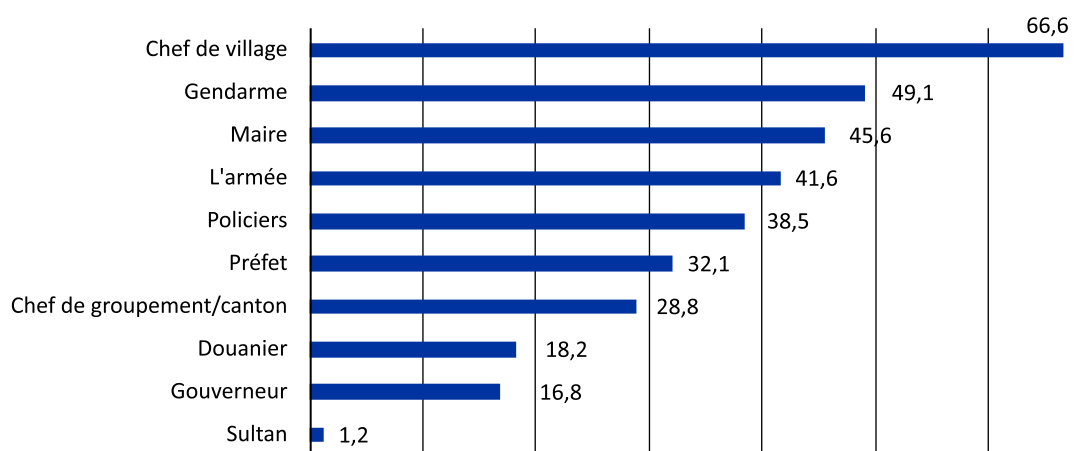


On observe également chez les personnes enquêtées une corrélation directe entre le niveau de sécurité perçu et le passage de patrouilles au sein des différentes communes. Ainsi, lorsque l'on questionne les répondants sur leur sentiment de sécurité ou d'insécurité au sein de leur zone, ceux qui observent de nombreuses patrouilles dans leur village disent se sentir plus en sécurité que ceux qui en observent moins.

Près d'un tiers (31,9 %) des répondants qui observent ces patrouilles au sein de leur village considèrent que le niveau de sécurité dans leur localité est bon, contre seulement 20,6 % au sein des zones où les FDS semblent moins présentes. À l'inverse, seuls 26,2 % des répondants qui observent ces patrouilles jugent le niveau de sécurité insuffisant, contre près de quatre répondants sur dix (37,9 %) pour ceux qui ne les observent pas.

Ces réponses indiquent donc que le renforcement des patrouilles et l'amélioration de leur visibilité au sein des villages de la région sont directement liés à une meilleure perception du niveau de sécurité chez les populations. Il s'agit donc d'un facteur important dans le renforcement d'un climat d'entente et de confiance entre les communautés et les autorités en charge de la sécurité à la frontière. Ainsi, cela encourage les autorités à renforcer la visibilité de leurs forces, notamment là où l'insécurité semble être la plus prégnante chez les populations, ce qui est particulièrement le cas au sein des zones limitrophes du Mali.

Graphique 44 : Proportion des répondants par types de responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières connus



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

La protection des frontières est gérée par différentes autorités, du niveau local au niveau national, chacune assumant ses responsabilités dans la limite de ses fonctions.

Parmi l'ensemble des autorités impliquées plus ou moins directement dans la protection des communautés de la région, le chef de village est la figure la plus plébiscitée par les répondants. De fait, les deux tiers (66,6 %) de l'échantillon considèrent ce dernier comme étant le responsable local le plus connu en ce qui concerne la gestion des frontières, loin devant les autres catégories de leaders. Il est certainement la figure d'autorité la plus proche des communautés et donc la plus visible. Le chef de village est celui vers lequel les communautés se tournent pour améliorer leur quotidien et régler les différends qui peuvent survenir. Il est à ce titre une des clefs de voûte de la vie sociale de la région, et bien que son autorité concrète sur la sécurité des frontières soit presque nulle, il reste un point d'accès privilégié des villageois pour s'adresser aux autres autorités régionales et nationales. C'est pour cela que les répondants de l'enquête ont autant plébiscité cette figure d'autorité, au-delà de l'attribution effective des rôles et des responsabilités en matière de gestion des frontières, mais plutôt par rapport à leurs relations quotidiennes avec cette figure d'autorité.

Les figures citées après le chef de village sont les forces de défense et de sécurité, représentées par les gendarmes (cités à 49,1 %) et l'armée (41,6 %). Ces militaires sont surtout présents afin de pouvoir assurer les différentes opérations de contre-terrorisme qui ont lieu dans toute la région, à l'instar de la récente opération Dongo, citée plus haut dans ce rapport, qui vise à lutter contre les groupes terroristes dans la région depuis juin 2017. D'autre part, le maire, symbole de l'autorité déconcentrée de l'État est également cité par 45,6 % des répondants.

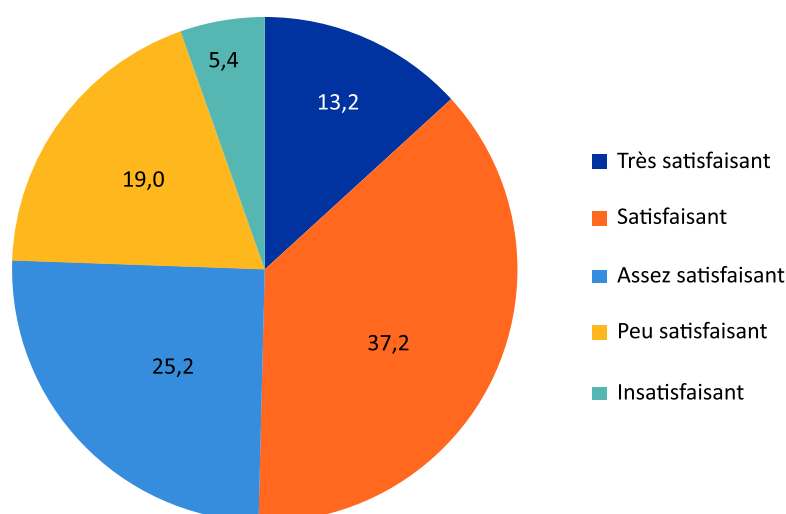
Plus marginalement les répondants ont également cité les policiers (38,5 % de l'échantillon), le préfet (32,1 %) et le chef de groupement/canton (28,8 %). Enfin les dernières autorités citées par les personnes interrogées sont les douaniers (18,2 %), le gouverneur (16,8 %) et le sultan (1,2 %).

À travers ces réponses, il apparaît donc clairement que l'accord de confiance et de légitimité des autorités est dicté par degré de proximité avec les populations. De fait, ce sont les personnalités les plus proches des communautés, celles évoluant au sein de leur quotidien, qui sont le plus reconnues par les répondants, peu importe la répartition effective des rôles et responsabilités au sein de l'administration nigérienne.

En effet, les préfets et gouverneurs, respectivement détenteurs des pouvoirs de police et représentants régionaux de l'État, sont les premiers responsables de la gestion et de la sécurisation de la frontière ; et ce loin devant les chefs de village ou les maires, dont les rôles sont avant tout de gérer les affaires courantes du village et d'incarner une figure morale et d'autorité.

Ainsi, le crédit porté envers les autorités traditionnellement respectées comme les chefs de village ou les maires démontre l'intérêt de mettre en avant la création de comités de prévention communautaire qui soient construites autour de ces figures locales, jugées plus légitimes et plus respectées par les habitants de la région. Seules ces personnes pourront alors agir avec l'autorité nécessaire pour mener à bien les travaux de collaboration avec les communautés.

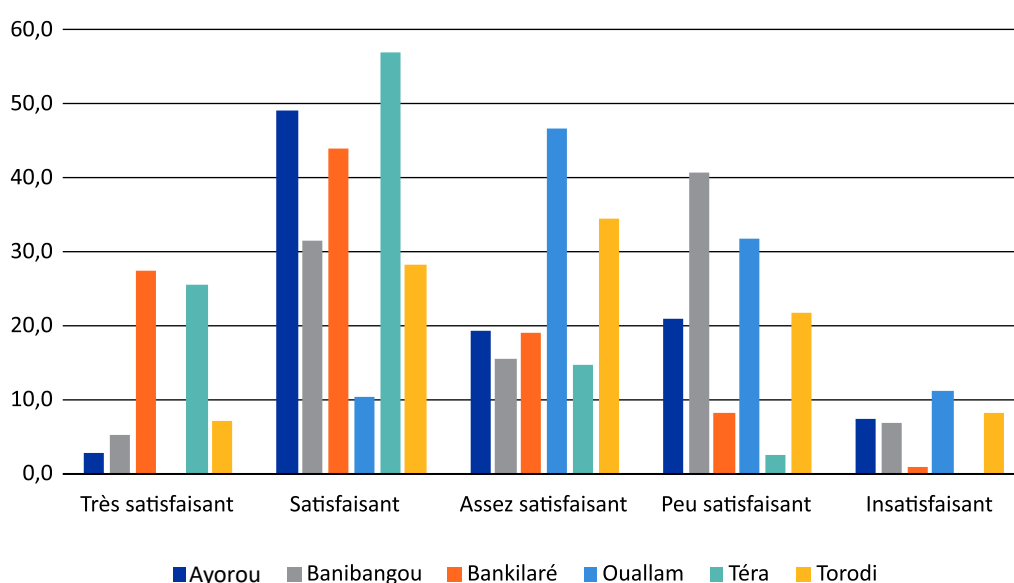
Graphique 45 : Proportion des répondants par avis sur l'efficacité de ces services/autorités dans la gestion de la sécurité à la frontière



Si la répartition effective des rôles et responsabilités des autorités dans la gestion des frontières n'est pas clairement perçue, une majorité des répondants expriment cependant leur satisfaction sur le travail qui est effectué par ces leaders. En effet, plus de la moitié d'entre eux estiment être satisfaits du travail de ces autorités, 13,2 % étant très satisfaits et 37,2 % satisfaits de ce travail. En ajoutant les 25,2 % de répondants qui s'estiment assez satisfaits (25,2 %), ce sont plus des trois quarts des personnes interrogées qui portent un regard positif sur le travail des autorités de la région.

Toutefois, la part toutefois importante de ceux jugeant ce travail simplement « assez » satisfaisant, et les parts de ceux qui l'estiment peu satisfaisant (19 %) et voire insatisfaisant (5,4 %), interpellent sur le fait que ces communautés ont besoin d'avoir des autorités plus impliquées dans la sécurité des communautés de la région.

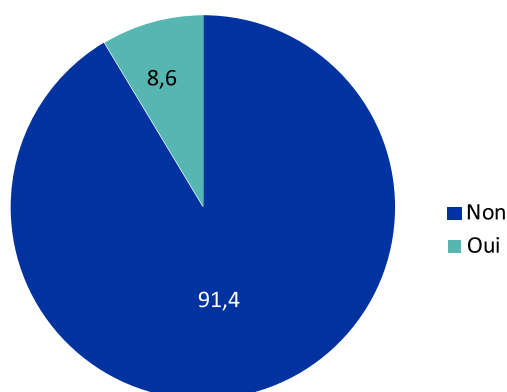
Graphique 46 : Proportion des répondants par avis sur l'efficacité de ces services/autorités dans la gestion de la sécurité à la frontière (selon les départements)



Cette insatisfaction est particulièrement forte au sein de trois départements limitrophes du Mali : Ayorou, Banibangou et Ouallam. Les personnes interrogées à Ayorou sont 21,1 % à s'estimer peu satisfaites du travail des autorités dans la gestion de la sécurité de la frontière, et 7,6 % se sentent insatisfaites. Dans le département de Banibangou se sont plus de quatre répondants sur dix (40,8 %) qui se sentent peu satisfaits, soit la majorité des répondants du département, et enfin 6,9 % sont insatisfaits. Au sein du département d'Ouallam, ce sont 31,8 % des personnes interrogées qui sont peu satisfaites du travail des autorités en charge de la sécurité aux frontières et 11,2 % affirment être insatisfaits, soit le plus haut taux d'insatisfaction exprimée de la région étudiée dans ce rapport.

Ces chiffres confirment ainsi les tendances observées dans les autres parties de cette enquête et montrent que dans certaines zones de la région les répondants se sentent extrêmement exposés aux différentes menaces venues des frontières, en particulier au sein de Banibangou et d'Ouallam. Au niveau de la frontière avec le Mali, le département de Bankilaré fait cependant figure d'exception. En effet, les personnes enquêtées au sein de la zone sont bien plus optimistes que leurs voisins, ce qui peut se comprendre en raison d'une exposition plus limitée aux différents actes de banditisme et de terrorisme dans la région au cours des précédentes années.

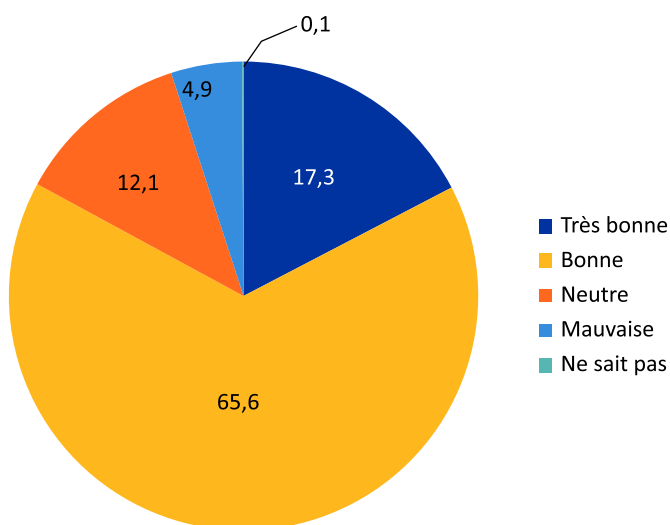
Graphique 47 : Proportion des répondants par capacité perçue des autorités locales (maire, préfet, chef de village, FDS) d'assurer seule la sécurité de la frontière (sans l'appui des communautés locales)



Une très faible minorité des répondants à cette enquête estime les autorités locales capables d'assurer à elles seules la sécurité des frontières sans l'appui des communautés, qu'il s'agisse du chef de village, du préfet ou des autres autorités connues. De fait, les personnes interrogées plus de neuf sur dix à penser le contraire, une tendance déjà vue dans ce rapport, qui confirme le fait que les personnes interrogées ne jugent pas les autorités locales assez compétentes ou impliquées pour être en mesure de protéger la population de Tillabéri.

Cela souligne également le besoin d'une plus grande collaboration entre communautés et autorités, qui ne limite pas simplement à une relation unilatérale de protection mais qui puisse se concevoir dans un cadre d'échange et d'entraide qui améliorerait la prévention des menaces existantes dans la région. Les comités de prévention communautaire qui sont mis en place au sein de la région s'inscrivent directement dans cette idée d'une meilleure coopération entre les deux parties, et contribueront à faire de la gestion des frontières un travail plus collaboratif.

Graphique 48 : Proportion des répondants par avis sur la qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière

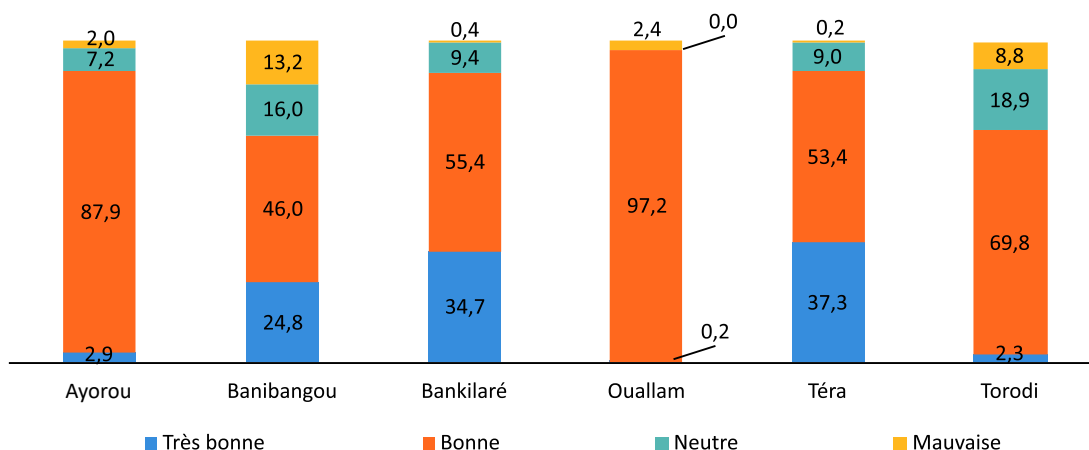


Cette structure collaborative des comités de prévention communautaire nécessite une bonne entente entre communautés et autorités, surtout au sein des zones les plus affectées par les incidents sécuritaires. Il est donc important de comprendre le sentiment des communautés sur leurs relations avec les autorités, en considérant bien les différentes zones d'enquête, afin de déterminer les priorités des comités de prévention mais plus largement pour améliorer l'entente entre ces différents acteurs.

Une grande majorité des personnes interrogées (65,6 % de l'échantillon) semble avoir de bonnes relations avec les autorités, et 17,3% d'entre elles vont jusqu'à affirmer que ces relations sont très bonnes. Seuls 4,9 % des répondants estiment que ces relations sont mauvaises, et 12,1 % d'entre eux les estiment neutres.

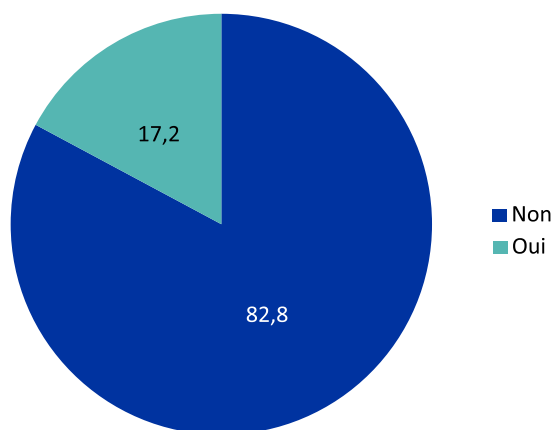
Ces chiffres encourageants prouvent qu'au-delà des critiques que peuvent émettre une partie des répondants sur l'insécurité qu'ils perçoivent dans la région ou sur le travail des autorités, les relations entre ces acteurs restent très majoritairement bonnes. Cela est un signe positif pour l'efficacité et le travail des comités de prévention communautaire de la région ainsi que pour les politiques publiques qui visent à améliorer la coopération entre communautés et autorités.

Graphique 49 : Proportion des répondants par avis sur la qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière (selon les départements)



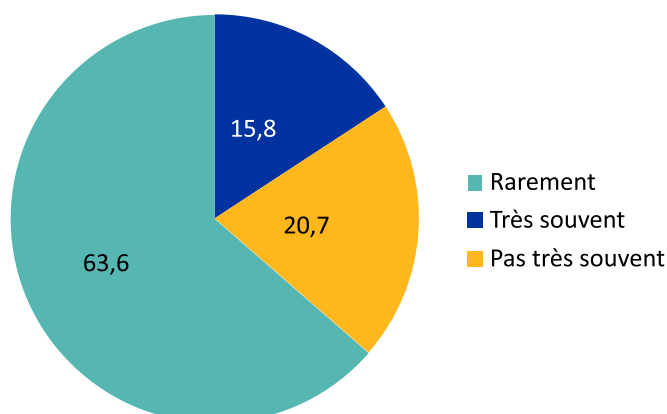
Point encourageant, aucun département ne semble particulièrement marqué par de mauvaises relations entre autorités et communautés. Seuls les départements de Torodi et de Banibangou accueillent les avis les plus défavorables, qui restent toutefois très limités, étant donné que la part de ceux estimant que les relations sont mauvaises est de seulement 8,8 % des répondants à Torodi et 13,2 % à Banibangou.

Graphique 50 : Proportion des répondants par connaissance sur la survenance de désaccords entre les communautés locales et les responsables de la sécurité à la frontière



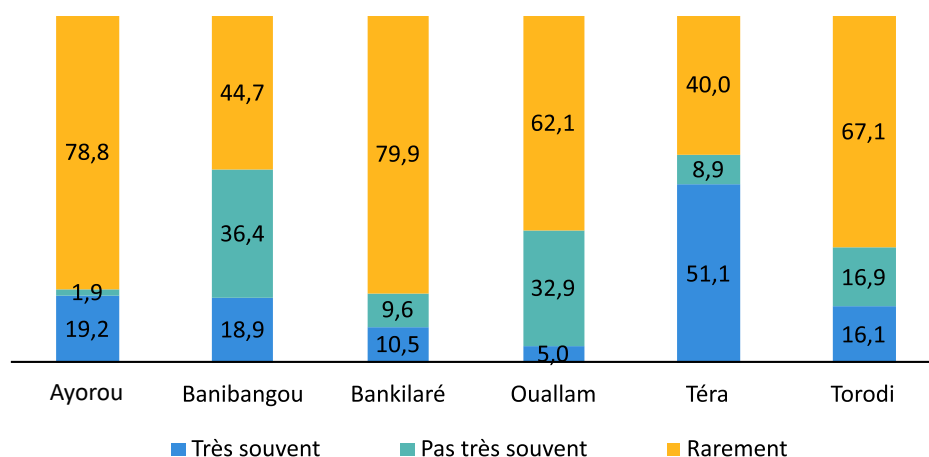
Les relations entre autorités et communautés sont donc majoritairement bonnes et il apparaît également que ces relations sont rarement discordantes dans la région. En effet seuls 17,2 % des répondants affirment que des différends surviennent entre ces acteurs. Cette part reste donc limitée, même si certains départements affichent toutefois un plus haut taux de désaccords, à l'image des départements de Banibangou (31,6 %), d'Ouallam (24,2 %) et Torodi (22 %).

Graphique 51 : Proportion des répondants par avis sur les fréquences des disputes entre communautés et autorités en charge de la sécurisation de la frontière



Parmi la minorité de répondants qui mentionnent l'existence de certains différends au sein de leur village, seule une faible minorité (15,8 % de l'échantillon) considère que ces différends arrivent très souvent. Ainsi, une large partie d'entre eux affirme au contraire que ces différends ne surviennent que rarement quand 20,7 % estiment qu'ils n'arrivent « pas très souvent ». Ces réponses sont également encourageantes et confirment la bonne entente qui règne au sein de la région et qui sont autant de points positifs pour la bonne marche des comités de prévention communautaire.

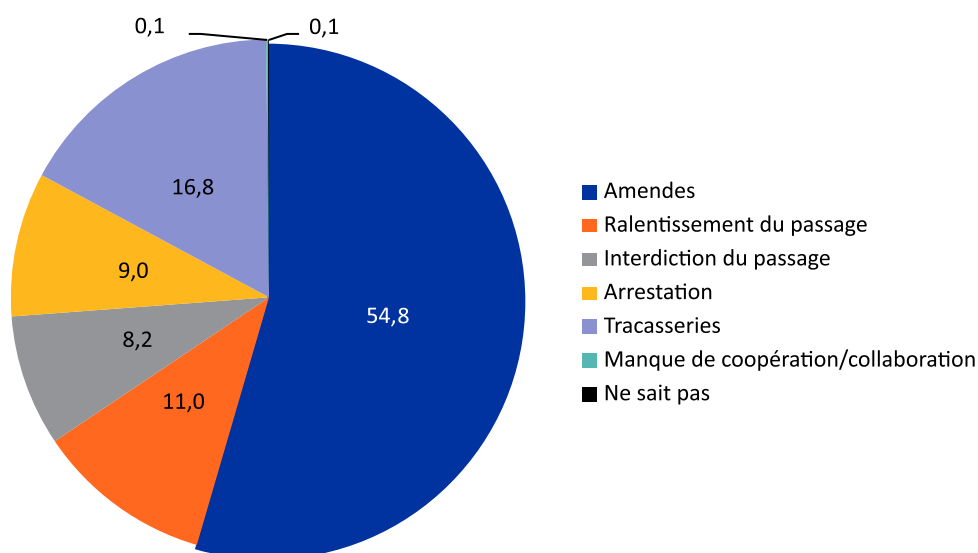
Graphique 52 : Proportion des répondants par avis sur les fréquences des disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière selon les communes



Cependant les résultats ne sont pas homogènes sur l'ensemble du territoire. Ainsi au sein du département de Téra les répondants sont seulement 5 % à affirmer avoir connaissance de désaccords entre communautés et autorités, mais une grande majorité d'entre eux (51,1 %) estime que ces différends interviennent très souvent.

Ces données confirment donc que certains villages de la région sont bien plus concernés par les enjeux d'une bonne entente entre autorités et communautés que le reste du territoire, et que les analyses et actions menées ne sauraient se limiter à l'échelon régional. Ces désaccords méritent d'être entendus et évalués afin de pouvoir construire une plus grande collaboration entre ces deux parties.

Graphique 53 : Proportion des répondants par avis sur les raisons qui ont provoqué les disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière

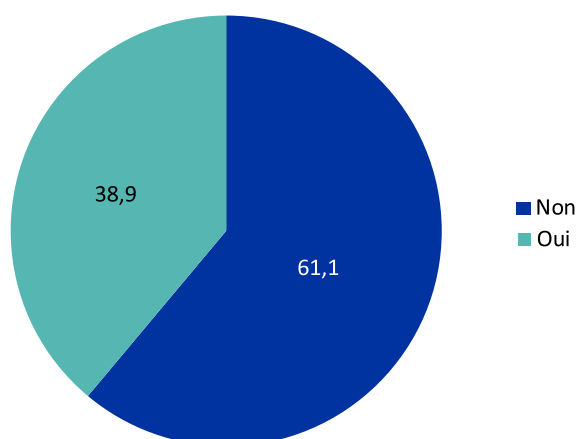


Les différends entre communautés et autorités se distinguent en trois catégories principales : les « tracasseries » entre autorités et membres des communautés⁶⁰, les incidents liés au passage de la frontière et enfin les infractions à la loi, punies par des amendes et arrestations.

Cette dernière catégorie est de loin la plus représentée, notamment les amendes qui sont citées par plus de la moitié (54 %) des répondants à cette enquête, tandis que les arrestations représentent une part bien plus faible de ces incidents (9 %). Ces amendes et arrestations sont parmi les incidents les plus représentatifs de tensions qui peuvent exister entre communautés et forces de l'ordre car elles témoignent d'infractions directes à la loi. La forte occurrence de ces amendes indique donc une certaine réticence des populations locales à se soumettre à certaines lois ou règles, ou relèvent parfois d'une simple méconnaissance de ces textes. Il convient donc de mieux sensibiliser les populations aux cadres de lois qui régissent la vie de cette région, mais également de rapprocher communautés et FDS afin de les engager dans la résolution des différends qui peuvent subsister au sein de certaines zones de la région.

Les incidents à la frontière, compris dans les interdictions de passage ainsi que les ralentissements de passage sont bien plus rares et ne représentent que 19,2 % de ces désaccords. Enfin les différentes « tracasseries » évoquées par les répondants sont citées par une petite proportion seulement de l'échantillon (16,8 %).

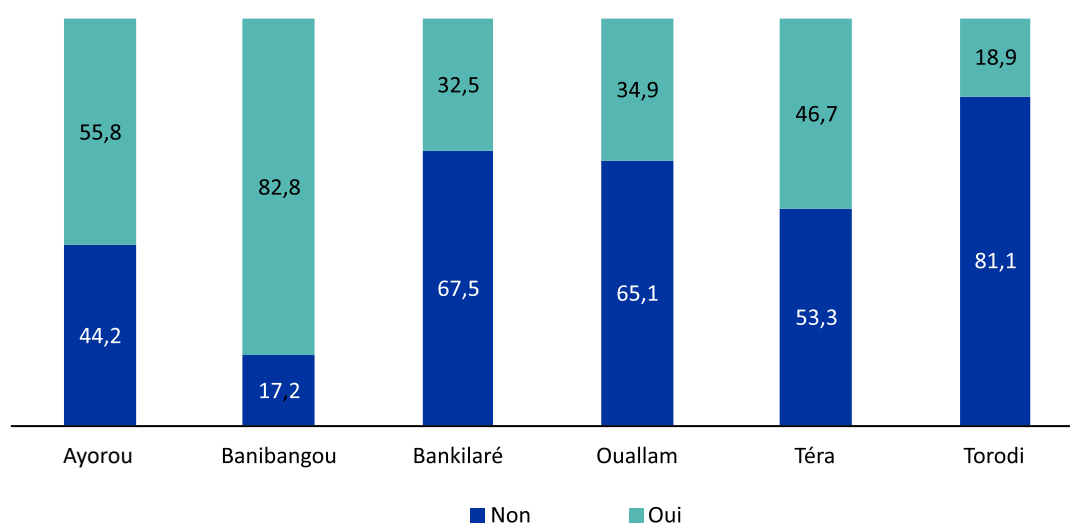
Graphique 54 : Proportion des répondants par connaissance de l'organisation de rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière



Le fort sentiment d'insécurité observé dans certaines zones de la région, ainsi que la méconnaissance des répondants sur les sujets d'ordre sécuritaire tels que le rôle de la frontière, celui des FDS ou les principales missions des autorités, s'expliquent notamment par un manque de contacts réguliers entre communautés, les FDS et les autorités en charge de la sécurité aux frontières. En effet, plus de six répondants sur dix (61,1% de l'échantillon) affirment qu'aucune rencontre entre communautés et autorités n'a lieu pour discuter de la sécurité aux frontières.

⁶⁰ Le terme de « tracasserie » renvoie à une amende informelle, prélevée par le représentant des forces de l'ordre en dehors de tout cadre légal et pour son profit personnel.

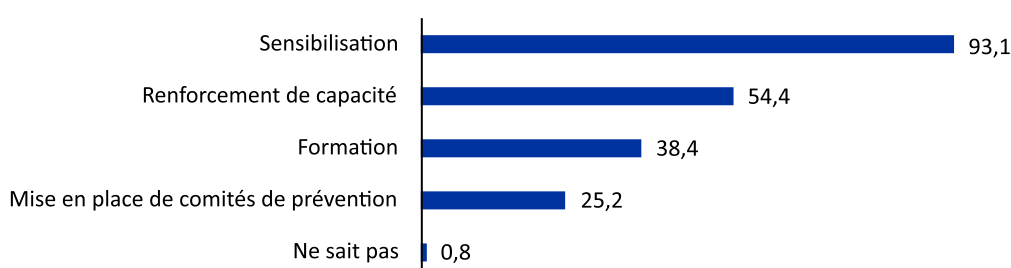
Graphique 55 : Proportion des répondants par connaissance de l'organisation des rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière (selon les départements)



Ce sentiment se retrouve de façon plus hétérogène chez les répondants lorsqu'ils sont interrogés en fonction des départements, certains confirmant bien plus l'existence de ces rencontres que d'autres. Ainsi, plus de huit personnes interrogées sur dix (82,8 %) qui vivent dans le département de Banibangou affirment que ces rencontres ont effectivement lieu tandis que près des deux tiers (65,1 %) des répondants du département voisin d'Ouallam disent le contraire. Le département de Torodi semble être le moins concerné par ces rencontres, ses répondants étant seulement 18,9 % à affirmer qu'elles ont effectivement lieu.

Ces chiffres soulignent ainsi un engagement faible des autorités auprès des communautés de la région, mis à part à Banibangou qui fait ici figure d'exception. Ils soulignent également à quel point certaines zones de la région font l'objet d'une attention de la part des autorités drastiquement inférieure à d'autres. Pour la majorité de ces départements entre la moitié et plus des trois quarts des répondants confirment l'absence de rencontres organisées entre communautés et autorités. Or ce sont précisément ces rencontres qui sont essentielles pour améliorer les relations entre ces acteurs. En effet elles sont essentielles pour informer les populations du travail qui est accompli par les autorités, pour sécuriser les frontières, ou encore afin de permettre aux habitants d'informer les autorités locales des différents dangers auxquels ils font face quotidiennement.

Graphique 56 : Proportion des répondants par types de rencontres organisées

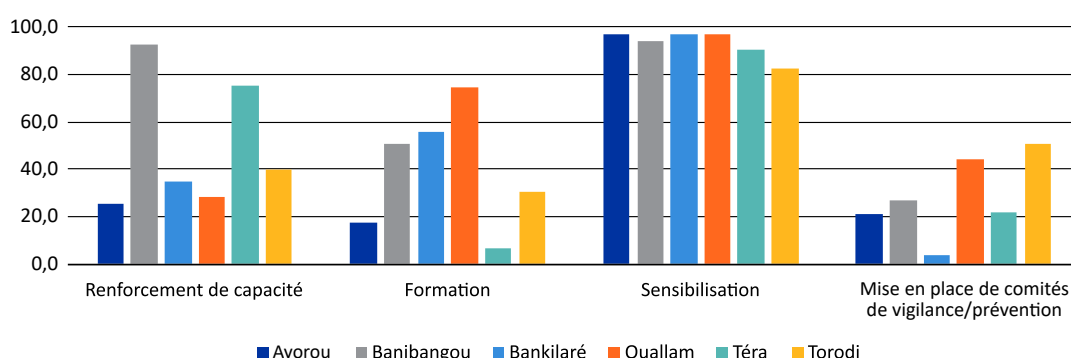


Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Différents types de rencontres peuvent être organisées entre communautés et autorités, certaines simplement dédiées à informer les populations et d'autres, plus ambitieuses, destinées à former les leaders pour mieux appréhender leurs responsabilités. D'après une très large majorité des personnes enquêtées (93,1 %), ce sont les campagnes de sensibilisation qui sont les rencontres les plus organisées dans la région. Ces campagnes peuvent avoir différents thèmes : la question des réfugiés, la menace terroriste, les risques de banditisme ou encore les risques naturels et sanitaires.

Plus de la moitié (54,4 %) des répondants évoquent également l'organisation de rencontre menée sur le thème des renforcements de capacité, et près de quatre répondants sur dix (38,4 %) affirment que des formations ont également été organisées. Enfin la mise en place de comités de prévention est évoquée par un quart des répondants (25,2 %).

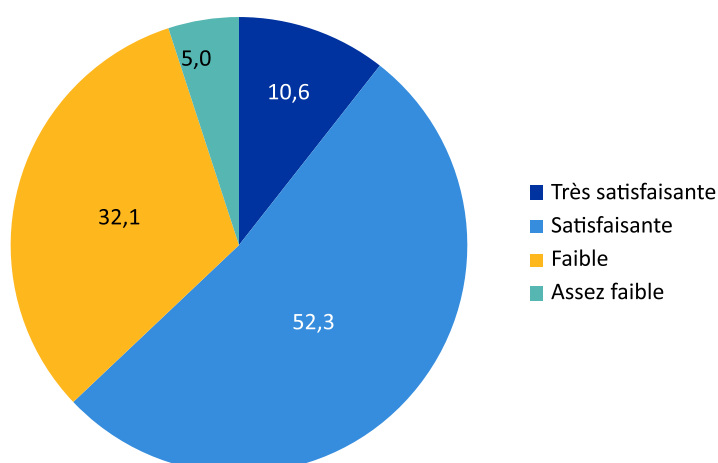
Graphique 57 : Proportion des répondants par types de rencontres organisées par les autorités (selon les départements)



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

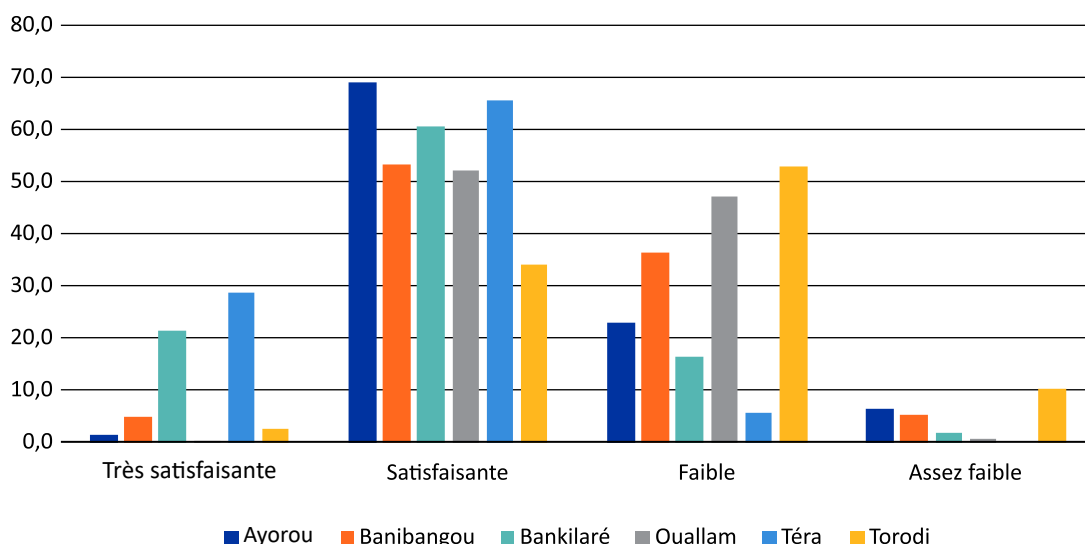
Les sensibilisations sont organisées de façon plutôt homogène sur l'ensemble du territoire, contrairement aux autres types de rencontres qui sont mises en place de manière plutôt inégale. En effet, les rencontres de type renforcement de capacités ont surtout été organisées à Banibangou (92,8 %) et Téra (75 %), tandis que les formations ont plutôt été organisées au sein des départements d'Ouallam (74,3 %), de Bankilaré (56 %) et de Banibangou (50,6 %). Enfin la mise en place de comités de prévention communautaire a eu lieu à Torodi et Ouallam mais de façon plus marginale (respectivement 51 % et 44,1 % des répondants).

Graphique 58 : Proportion des répondants par jugement de l'implication des autorités vis à vis de leur communauté sur la sécurité de la frontière



Si les rencontres entre communautés et autorités restent majoritairement absentes des départements enquêtés, les répondants sont toutefois globalement satisfaits de l'implication des autorités auprès des populations. Plus de la moitié des répondants (52,3 % de l'échantillon) jugent ainsi cette implication satisfaisante et 10,6 % des répondants l'estiment même très satisfaisante, ce qui fait un total de 62,9 % d'opinions favorables. Ainsi, seul un tiers des répondants (32,1 %) juge cette implication faible et seuls 5 % d'entre eux la jugent assez faible.

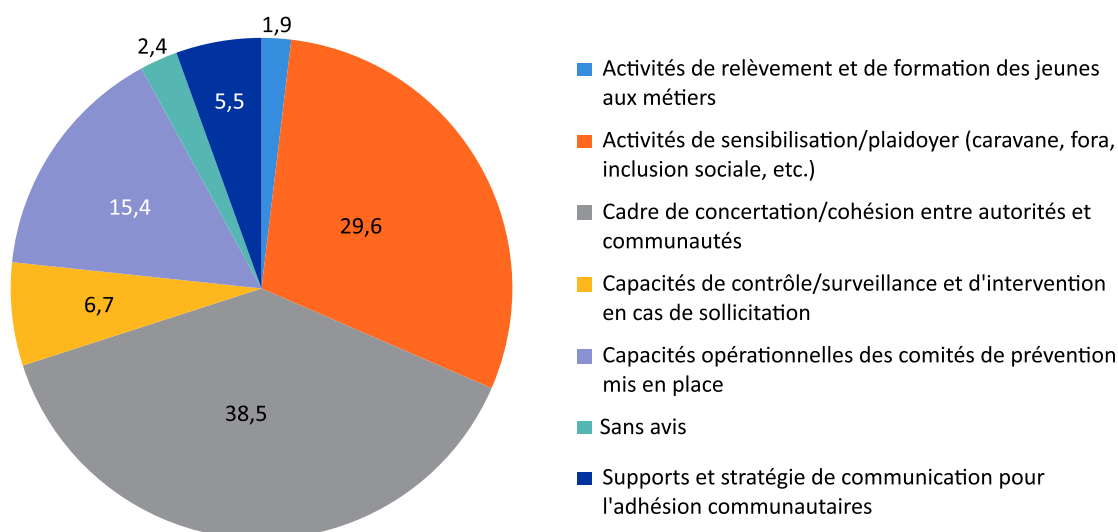
Graphique 59 : Proportion des répondants par jugement de l'implication des autorités vis à vis de leur communauté sur la sécurité de la frontière (selon les départements)



Lorsque ces résultats sont analysés par département, les retours les plus positifs s'expriment au sein des départements de Bankilaré et de Téra où les répondants sont respectivement 21,6 % et 28,8 % à avoir une très grande satisfaction à l'égard de l'implication des autorités. Les autres départements expriment également une bonne satisfaction générale, comprise entre 50 % et 70 % des répondants, à l'exception du département de Torodi, particulièrement critique envers les autorités. En effet, 53 % des répondants de ce département jugent que l'implication des autorités est faible, et 10,1 % de ces répondants la jugent même assez faible. Ces chiffres sont bien supérieurs à la moyenne régionale. Les autorités locales en charge de ce département doivent donc savoir prendre en compte ces réponses afin de multiplier et d'améliorer les interactions avec les habitants de la zone.

C'est d'ailleurs au sein du département de Torodi que les répondants répondent massivement (81,1 %) que ces interactions n'ont jamais lieu, soulignant ainsi la corrélation directe entre l'implication des autorités et la satisfaction à l'égard de leur travail. Cette plus grande interaction entre autorités et communautés constitue par ailleurs l'un des enjeux principaux des futurs comités de prévention créés dans la région et dans le reste du pays.

Graphique 60 : Proportion des répondants par propositions des facteurs à améliorer pour une bonne relation entre communautés et autorités



Selon les personnes interrogées dans le cadre de cette enquête, différentes voies peuvent être identifiées afin de pouvoir amener ces acteurs vers une meilleure entente et une plus grande efficacité. Les réponses données dans le Graphique 60 ont été données dans le cadre d'une question laissée ouverte, de manière à laisser une totale liberté aux répondants dans l'identification de solutions qui permettraient d'instaurer de bonnes relations entre autorités et communautés. Ainsi, trois types de réponses ressortent majoritairement. La première, proposée par près de quatre répondants sur dix (38,5 %), est de promouvoir la création de cadres de concertation entre autorités et communautés. Elle s'inscrit directement dans l'esprit des comités de prévention communautaire, qui visent notamment à servir de cadres d'échanges entre leaders et communautés au niveau local. Ces comités sont en effet un moyen pour les communautés à la fois de mieux comprendre la situation sécuritaire à la frontière, mais aussi d'informer les autorités sur l'évolution des menaces sur le terrain.

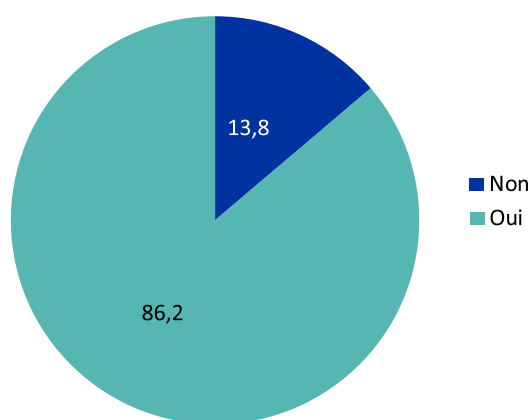
La deuxième solution, identifiée par trois répondants sur dix (29,6 %) serait de multiplier les activités de sensibilisation et de plaidoyer, qui peuvent se caractériser par des caravanes, foras, ou conférences par exemple. Cela témoigne de l'attachement que portent les communautés de la région à ces rencontres, qui motive cette demande, bien que ces dernières soient déjà très souvent organisées au sein des différents départements de la région.

Enfin la troisième proposition vise à renforcer les capacités opérationnelles des comités de prévention mis en place. Cette solution, identifiée par 15,4 % des répondants, soutient donc clairement la création et le renforcement de ces comités. Le soutien opérationnel à ceux-ci peut notamment passer par un meilleur accès aux outils de communication.

6. COMMUNICATION ENTRE AUTORITÉS ET COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ À LA FRONTIÈRE

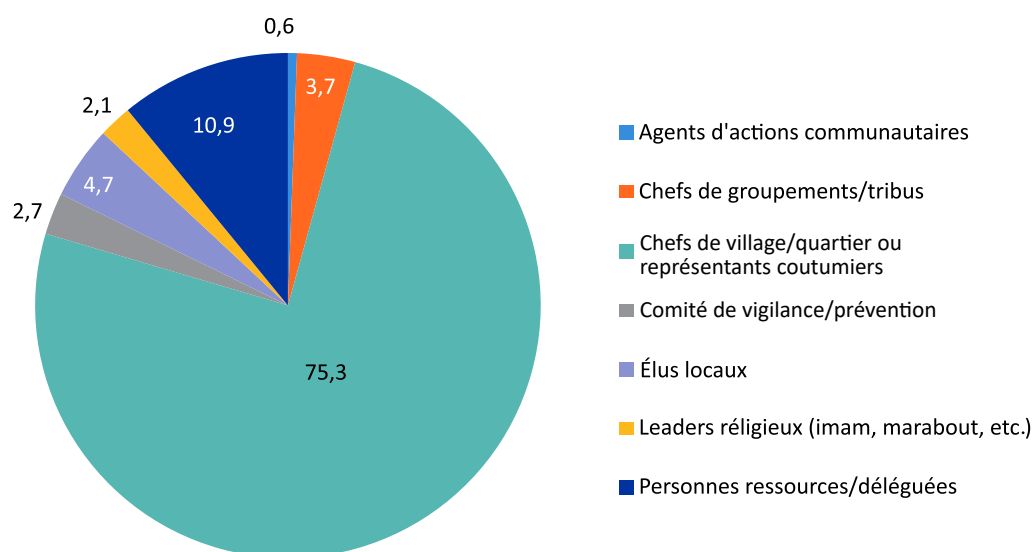
L'amélioration de la communication entre autorités et communautés est un point essentiel pour assurer l'efficacité des comités de prévention communautaire. Des mécanismes ont déjà été mis en place, et varient dans leurs modalités et leur efficacité selon les communes où ils exercent.

Graphique 61 : Proportion des répondants par avis sur l'existence d'une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière



Seule une très faible minorité (13,8 %) des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête a un contact direct avec les autorités en charge de la sécurité à la frontière. Les habitants de la région (86,2 %) passent majoritairement par une personne intermédiaire pour contacter ces autorités. La nature ou le rôle de cette personne intermédiaire peut varier en fonction des localités, et il peut donc s'agir d'un chef traditionnel, d'un leader communautaire, d'un représentant des femmes, d'un représentant des jeunes ou bien d'un représentant de la société civile.

Graphique 62 : Proportion des répondants par avis sur l'existence d'une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière

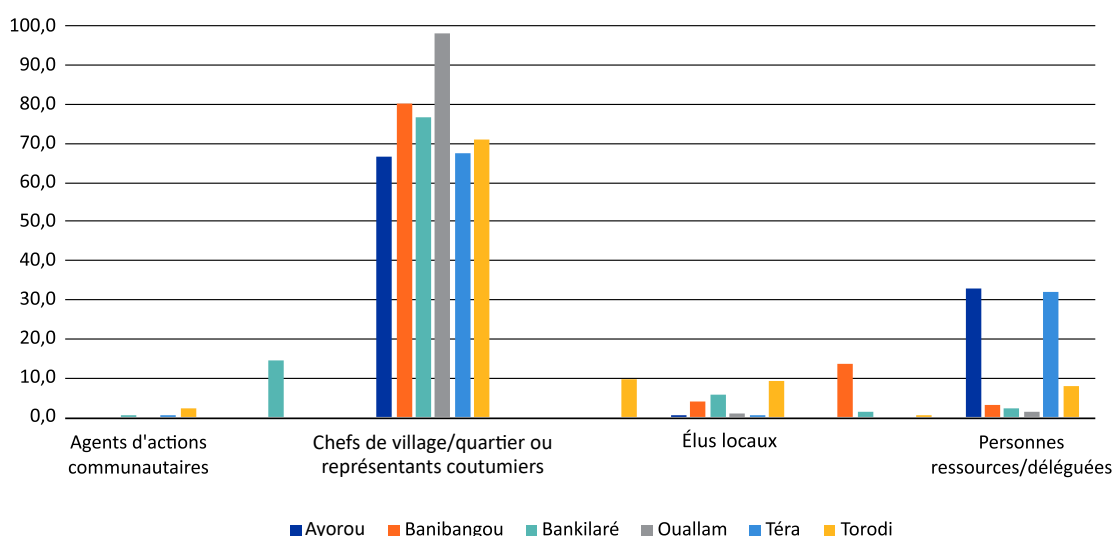


À ce titre les trois quarts (75,3 %) des personnes enquêtées font appel en priorité au chef de village pour entrer en contact avec les autorités. Bien moins plébiscitées, mais représentant tout de même la deuxième réponse la plus donnée de ce sondage, sont les personnes ressources ou déléguées, citées par un répondant sur dix (10,9 %). Enfin, plus marginalement, apparaissent les élus locaux (4,7 %), les chefs de groupement (3,7 %), les comités de vigilance (2,7 %) ou encore les leaders religieux (2,1 %).

Cette importance donnée par les communautés au chef du village et aux autorités municipales est une information précieuse qui permet de comprendre les dynamiques de confiance et de décision qui règlent la vie de ces villages. Ainsi, le chef du village, véritable clef de voûte de la vie sociale nigérienne, est celui vers lequel les populations locales se tournent naturellement pour régler les affaires courantes et adresser leurs différentes doléances. Dans la partie 5 de ce rapport, ce dernier avait déjà été identifié comme le représentant le plus connu des répondants parmi les différentes autorités en charge de la sécurité aux frontières, bien que sa participation dans cette charge soit en réalité très limitée. Ainsi, la confiance accordée à cette figure centrale du village est non seulement un reflet de l'organisation hiérarchique des villages et hameaux du Niger, mais également de la dépendance des populations envers cette autorité qui est bien souvent leur seul point d'accroche vers le reste de la région et les autorités nationales.

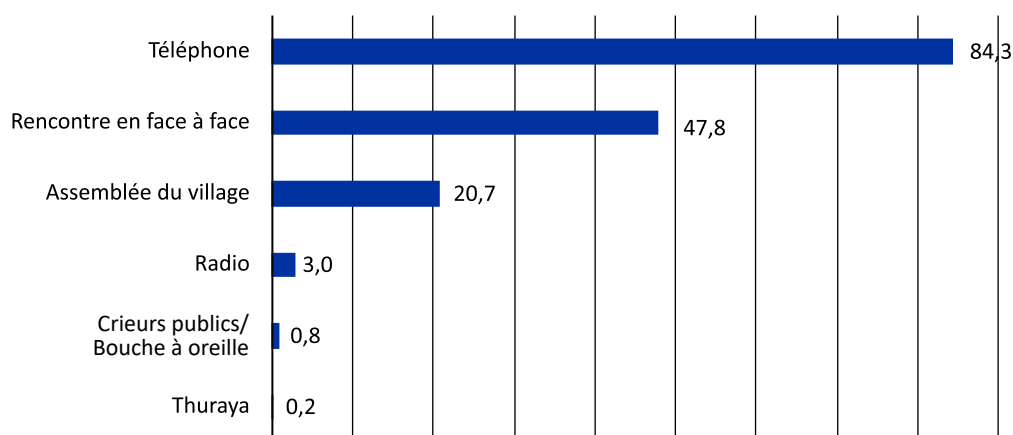
Il est donc parfaitement logique d'observer que les trois quarts des répondants font appel à cette autorité en tant qu'intermédiaire pour entrer en contact avec les autorités en charge de la sécurité aux frontières. Le respect de ces dynamiques au sein des comités de prévention communautaire est donc essentiel pour assurer la bonne marche de ces structures.

Graphique 63 : Proportion des répondants par avis sur l'existence d'une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière selon les communes



Cette organisation de la communication entre communautés et autorités varie très peu sur l'ensemble de la région. Seuls les départements d'Ayorou et de Téra (32,9 % et 31,8 %) semblent faire figure d'exception en faisant également fortement appel à des personnes ressources pour prendre contact avec les autorités, bien que les chefs de villages restent majoritairement plébiscités au sein de ces zones.

Graphique 64 : Proportion des répondants par moyens de communication utilisés par la population pour contacter la personne intermédiaire

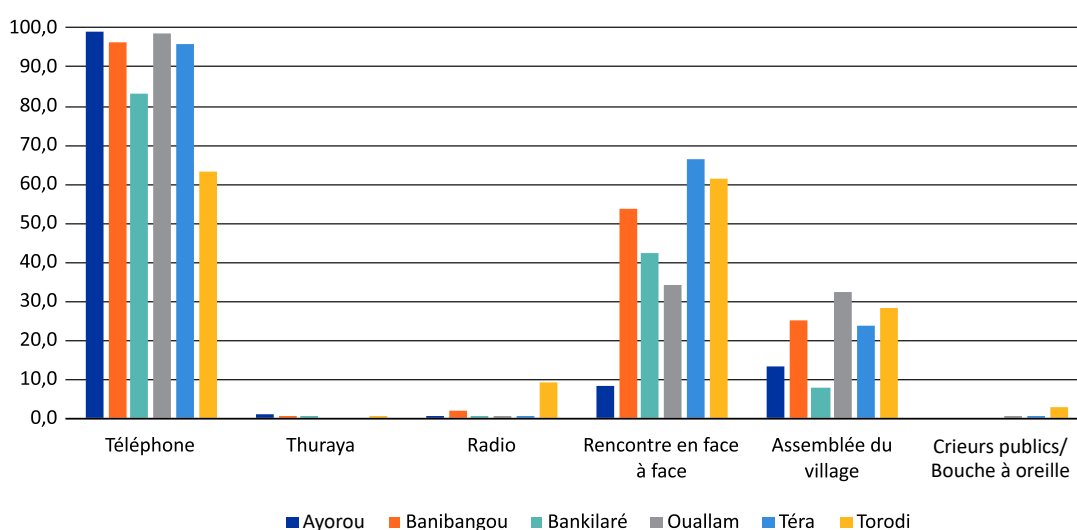


Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Différents moyens de communication existent au sein de la région pour pouvoir prendre contact avec les autorités mais seul le téléphone est véritablement privilégié par les habitants. En effet, plus de huit répondants sur dix (84,3 %) utilisent fréquemment ce mode de communication pour joindre la personne intermédiaire identifiée. C'est largement supérieur aux rencontres en face à face, bien que celles-ci soient organisées pour près de la moitié (47,8 %) des répondants. Les assemblées de village sont également citées par un répondant sur cinq (20,7 %).

En revanche les autres moyens de communication disponibles dans certaines communes sont peu utilisés par les répondants de la région. À titre d'exemple la radio n'est utilisée que par 3 % des personnes interrogées et le réseau satellitaire Thuraya n'est employé que par 0,2 % des personnes interrogées. Cela s'explique d'une part par l'absence d'accès au matériel requis, mais surtout en raison de la facilité d'accès qu'ont les populations au téléphone, qui favorise donc l'emploi de ce moyen de communication. Si certaines zones de la région sont très peu, voire pas, couvertes par l'internet mobile, le réseau téléphonique fonctionne à la fois en zone urbaine et dans de nombreuses zones rurales, ce qui permet donc à une très grande majorité des habitants de communiquer facilement entre eux. Le téléphone reste également le mode de communication le plus simple d'accès et le moins onéreux, à l'inverse de la radio ou du réseau satellitaire, qui nécessitent plus de moyens ainsi que des formations pour en maîtriser l'utilisation. C'est pour cette raison que les comités de prévention mis en place dans la région ont été équipés de téléphones sur flottes.

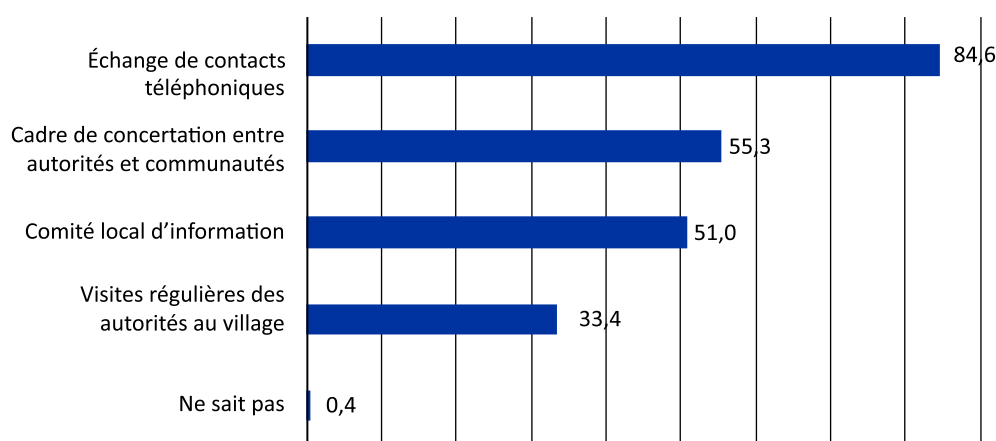
Graphique 65 : Proportion des répondants par moyens de communication utilisés par la population pour contacter la personne intermédiaire (selon les départements)



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

La grande majorité des communautés de la région privilégient donc l'usage du téléphone dans ses contacts avec les personnes intermédiaires à l'exception notable du département de Torodi, au sein duquel les répondants sont relativement moins nombreux à préférer ce mode de communication. De fait, 63,4 % des personnes interrogées dans ce département privilégient le téléphone contre 95,8 % pour le département voisin de Téra. Cela reste donc le premier moyen de communication utilisé par les habitants de Torodi, mais il est très peu différencié du second moyen le plus utilisé dans la région par rapport aux autres départements. En effet, il se situe juste devant les rencontres en face à face qui sont citées par 61,4 % des personnes interrogées, soit 15 points supérieurs à la moyenne régionale pour ce type de communication. Le département de Torodi est d'ailleurs l'un des rares où les relations entre communautés et FDS sont jugées les plus mauvaises et où les interactions avec les autorités en charge de la sécurité aux frontières sont les plus rares. Cela corrobore l'observation également faite dans les autres régions du pays, qui voit une corrélation entre le manque de confiance envers les autorités et le besoin des communautés de multiplier les rencontres en face-à-face.

Graphique 66 : Proportion des répondants par avis sur les mesures les plus adaptées pour permettre une communication efficace entre communautés et autorités au sujet de la sécurité de la frontière



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Afin d'améliorer les communications entre communautés et autorités au sujet de la sécurité à la frontière, plusieurs solutions ont été proposées aux personnes interrogées dans le cadre de cette enquête. Le but de cette question était d'interpeller les personnes enquêtées sur les dispositifs d'alerte à mettre en place concernant cette sécurité mais aussi de comprendre quels seraient les circuits de communication les plus adaptés pour les comités de prévention communautaire.

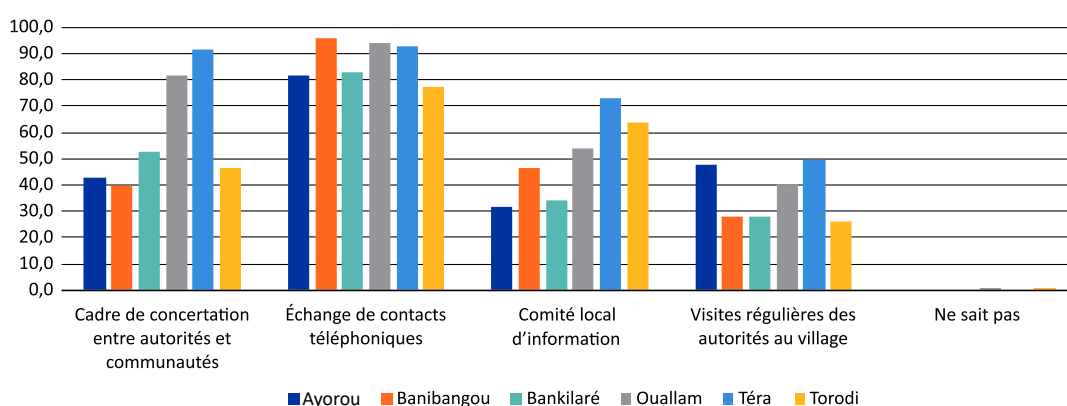
Une très large majorité des répondants (84,6 % de l'échantillon) disent privilégier l'accroissement des échanges téléphoniques. Cela s'aligne avec les pratiques déjà en place au sein des villages enquêtés et répond également à une logique d'efficacité, de rapidité et de coût. En effet, les téléphones sont certainement les outils de communication le plus abordables du marché et ne nécessitent aucune formation pour s'en servir. De plus, les différents réseaux présents au Niger couvrent correctement la plupart des zones de la région, bien que quelques-unes soient délaissées. Enfin son coût d'utilisation et d'entretien est bien inférieur à celui de la radio ou du réseau satellitaire. Le téléphone permet également de prendre contact directement avec les autorités concernées sans qu'il y ait besoin de se réunir préalablement. Ce critère est d'autant plus important que certains villages ou hameaux de la région sont tellement enclavés qu'ils en deviennent très difficiles d'accès. D'autres peuvent être trop dangereux pour y accéder facilement. Ainsi avoir la possibilité de garder le contact rapide et efficace garanti par le téléphone devient souvent une nécessité, et il apparaît donc logique de retrouver ce choix en première place.

Plus de la moitié (55,3 %) des répondants souhaitent également multiplier la création de cadres de concertations entre autorités et communautés. Ces types de cadres s'inscrivent dans la même logique que les différents comités de prévention communautaire mis en place dans la région au cours du mois de mai 2018. Au-delà de leur mission de prévention et d'information des autorités, les comités présentent également l'avantage de créer des cadres de concertation où l'ensemble des leaders communautaires (chef de village, leader religieux, leader des femmes, leader des jeunes, etc.) peuvent se réunir régulièrement afin de traiter des différentes problématiques qui affectent leurs localités.

La moitié des répondants (51 %) propose également d'améliorer cette communication entre autorités et communautés grâce à la mise en place de comités locaux d'information. Ces comités feraient le lien entre autorités et communautés et permettraient d'informer régulièrement les villageois des différentes décisions prises au sein de la région, ainsi que des troubles qui la perturbent. Ce type de comités d'information pourrait également s'inscrire directement dans les rôles qu'assument déjà les comités de prévention communautaire.

Enfin un tiers des répondants (33,4 %) souhaitent que des visites régulières des autorités soient organisées au sein de leur village. Cela rejoint le sentiment déjà mentionné plus haut que l'interaction entre communautés et autorités est encore trop faible, et rejoint le fait que les habitants souhaitent que ces rencontres puissent dépasser les simples campagnes de sensibilisation.

Graphique 67 : Proportion des répondants par avis sur les mesures les plus adaptées pour permettre une communication efficace entre communautés et autorités au sujet de la sécurité de la frontière selon les communes

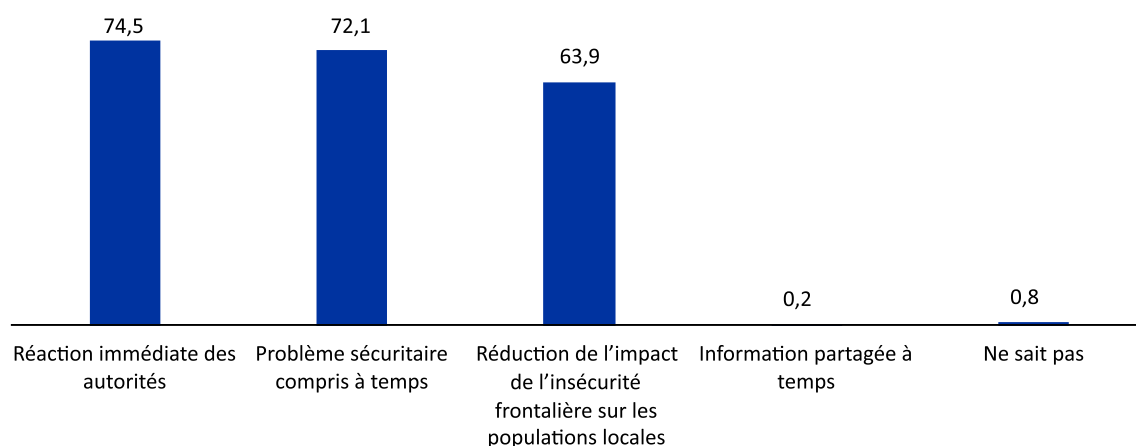


Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Si la multiplication des échanges téléphoniques est plébiscitée de façon homogène par l'ensemble des répondants du territoire, les autres solutions sont en revanche représentées de manière très inégale au sein des différents départements.

Par exemple, la création de cadres de concertation entre autorités et communautés est bien plus demandée dans les départements d'Ouallam et de Téra que dans le reste de la région (81,7 % et 91,3 % contre 55,3 % dans le reste de la région). En outre, la mise en place de comités locaux d'information est bien plus souhaitée à Téra et Torodi qu'ailleurs (respectivement 72,9 % et 63,5 %, contre 51 % en moyenne dans la région). Enfin des visites de la part des autorités sont plus souhaitées à Ayorou et Téra que dans le reste de la région (47,6 % et 49,5 % contre 31 % dans le reste de la région).

Graphique 68 : Proportion des répondants par avis sur les effets positifs que permettrait une bonne communication entre communautés et autorités



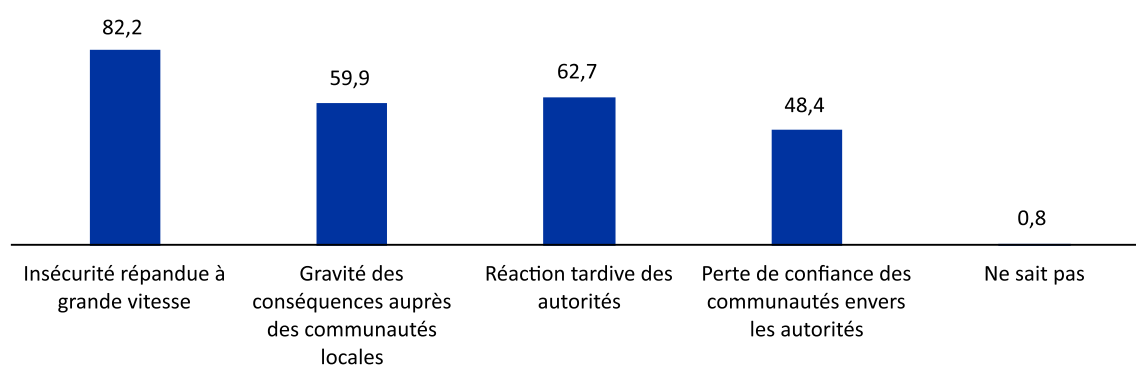
Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

L'amélioration des modes de communications entre communautés et autorités vise de manière générale à mieux traiter les problèmes de sécurité à la frontière, et à mieux intégrer les différentes parties dans un effort commun pour préserver les populations des dangers qui émanent de cette frontière. Cette amélioration apporterait différents effets positifs identifiés par les répondants.

Les trois quarts des personnes interrogées (74,5 % de l'échantillon) considèrent qu'une meilleure communication entre communautés et autorités faciliterait une réaction immédiate des autorités en cas de crise ou d'incident à la frontière. En outre, plus de sept répondants sur dix affirment que cela permettra de comprendre les problèmes sécuritaires à temps. Enfin 63,9 % d'entre eux estiment que cela entraînerait une réduction de l'impact de l'insécurité à la frontière sur les populations locales.

La très grande majorité des répondants à cette enquête est donc parfaitement consciente des bénéfices directs qu'apportent une meilleure communication entre communautés et autorités.

Graphique 69 : Proportion des répondants par avis sur les effets négatifs que peut avoir une mauvaise communication entre communautés et autorités



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

En parallèle à ces bénéfices, divers dangers sont également identifiés dans le cas d'une mauvaise communication entre communautés et autorités.

En premier lieu plus de huit répondants sur dix (82,2 %) craignent que cela provoque une recrudescence de l'insécurité dans la région, et plus de six sur dix (62,7 %) s'inquiètent que cela n'entraîne une réaction trop tardive des autorités en cas de crise ou d'incident.

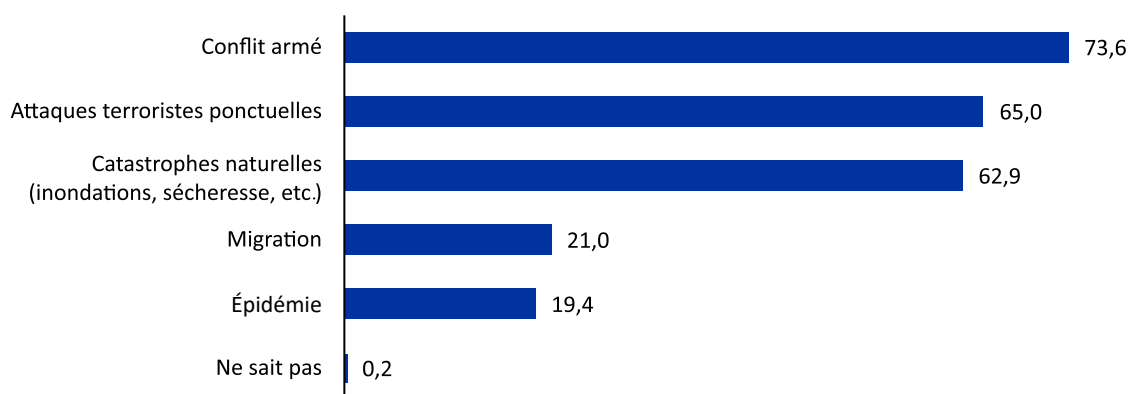
De plus, près de six répondants sur dix (59,9 %) redoutent que cette mauvaise communication entre acteurs n'ait de graves conséquences pour la sécurité des communautés. Enfin près d'un répondant sur deux (48,4 %) estiment que cela risque d'entraîner une perte de confiance des communautés vis-à-vis des autorités.

Les habitants de la région sont donc parfaitement conscients des atouts d'une bonne communication entre autorités et communautés et sont donc vigilants en cas de dégradation de cette communication. Leur inquiétude concerne en particulier une éventuelle recrudescence de la violence dans la région en cas de dégradation de l'entente entre communautés et autorités.

7. RÉPONSE À UNE SITUATION D'URGENCE

Le renforcement de la gestion des frontières et l'amélioration des communications entre communautés et autorités visent notamment à pouvoir mieux prévenir les crises et à répondre efficacement à celles-ci. Cette partie illustre les vues des populations enquêtées sur ces situations d'urgence, sur les capacités des communautés à gérer ces crises et sur le rôle des autorités dans leur prévention.

Graphique 70 : Proportion des perceptions des répondants vis-à-vis des causes des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

La région de Tillabéri a connu différents déplacements massifs de populations au niveau de ses frontières au cours des dernières années, causés par différentes crises humanitaires et sécuritaires. Interrogés à ce sujet les répondants de la région identifient trois causes principales qui expliqueraient ces déplacements massifs de population : des conflits armés, des attaques terroristes ponctuelles et enfin des catastrophes naturelles (principalement des sécheresses ou des inondations).

La menace d'un conflit armé est identifiée par près de trois quarts des répondants (73,6 %) comme une cause envisageable pour des déplacements massifs de population dans la région. Les conflits armés actuellement en cours aux alentours de la région de Tillabéri se concentrent exclusivement dans le nord du Mali, essentiellement dans la région de Ménaka, proche de la frontière nigérienne. Ce conflit armé dure depuis 2012 et a déjà provoqué l'arrivée de plusieurs vagues massives de réfugiés maliens, notamment entre 2013 et 2016⁶¹. La gestion de ces réfugiés au sein des différents camps de la région reste l'une des problématiques sécuritaires majeures pour l'ensemble des autorités régionales en charge de la sécurité des communautés. Il est donc naturel que cette cause soit identifiée par les répondants, qui ont déjà dû faire face à ces différentes crises au cours des dernières années.

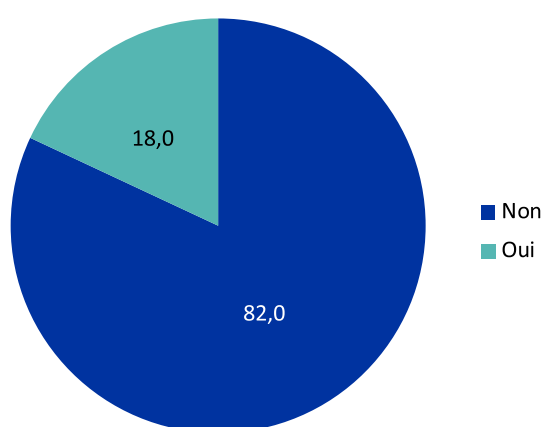
⁶¹ www.unhcr.org/fr/news/stories/2015/11/56421bcd/nombre-refugies-maliens-continue-croitre-niger.html
<https://reliefweb.int/report/niger/niger-profil-humanitaire-de-la-region-de-tillaberi-juillet-2016>

Les attaques terroristes ponctuelles sont également identifiées par 65 % des répondants comme une cause probable de déplacements de populations. En effet, ces attaques terroristes ciblent principalement les FDS postées de chaque côté de la frontière mais peuvent aussi toucher les populations installées au sein de cette zone. De plus, certaines attaques ont directement ciblé certaines communautés de la région, provoquant ainsi des déplacements internes au sein de la région de Tillabéri. D'après le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires de l'Organisation des Nations Unies (UNOCHA), plus de 8 000 déplacés internes ont été enregistrés dans la région de Tillabéri entre janvier et mars 2018, notamment poussés par les attaques répétées des groupes terroristes dans la région⁶². Les répondants à l'enquête font donc écho à cette réalité et à la multiplication de déplacements qui affectent l'ensemble de la région.

Enfin les catastrophes naturelles sont citées par 62,9 % des personnes interrogées⁶³. En effet, chaque année les inondations affectent gravement les populations, entraînant des glissements de terrain et provoquant la perte massive de récoltes, ce qui a d'importantes conséquences pour cette région massivement tournée vers l'agriculture. En l'occurrence, les inondations de l'année 2017 ont fait 50 morts et plus de 100 000 sinistrés, dont une large partie dans la région de Tillabéri⁶⁴.

Enfin un répondant sur cinq cite les risques d'épidémies. Par exemple, une épidémie de choléra avait massivement touchée la région au cours de l'année 2012 et reste encore aujourd'hui un des risques épidémiques majeurs pour la population régionale.

Graphique 71 : Proportion des répondants par avis sur les capacités des communautés à gérer l'arrivée et le déplacement d'un très grand nombre de personnes dans leur village ou hameau



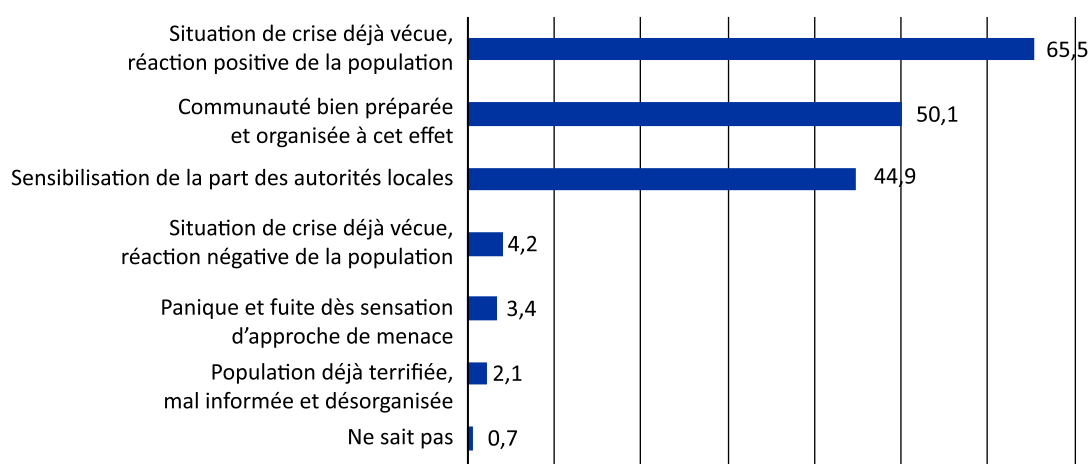
Une minorité des personnes enquêtées (18 % de l'échantillon) estime que les communautés de la région de Tillabéri sont capables de gérer l'arrivée et le déplacement d'un très grand nombre de personnes dans leur village ou leur hameau. Au contraire, plus de huit répondants sur dix (82 %) affirment que ces communautés ne sont pas du tout préparées à ce type de crises.

⁶² www.niametles2jours.com/la-gestion-publique/securite/0404-2113-plus-de-8000-deplaces-interne-enregistres-a-tillaberi-ocha

⁶³ Voir : www.who.int/hac/crises/ner/niger_health_cluster_bulletin_august2012.pdf ; voir également : <http://plateformecholera.info/index.php/about-us/416-etude-de-cha-dans-les-zones-a-haut-risque-cholera-au-niger-revue-et-formulation-de-propositions-d-action-pour-prevenir-le-cholera-dans-les-regions-de-tillaberi-tahoua-and-maradi>

⁶⁴ Voir : www.voaafrique.com/a/ay-moins-50-morts-plus-de-100000-sinistres-apres-des-inondations-au-niger/4028953.html ; voir également : www.bbc.com/afrique/region-40662086

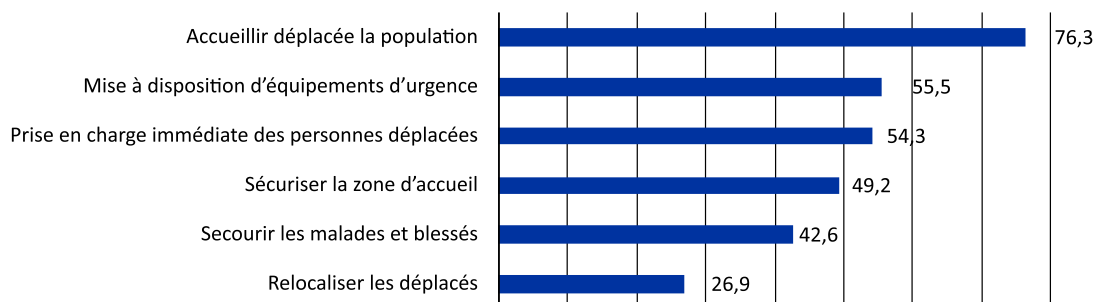
Graphique 72 : Proportion des répondants par raisons pour lesquelles les communautés sont prêtes à gérer une situation d'urgence



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Parmi la minorité de répondants qui affirment que les communautés sont préparées à faire face à ce type de crises, trois explications principales sont mises en avant. Pour 65,5 % d'entre eux, ce type de crise a déjà été vécu par le passé, et avait provoqué une réaction positive de la population. La moitié des répondants (50,1 %) estiment également que les communautés sont bien préparées et organisées pour répondre à ce type d'événements. Enfin près de la moitié des personnes interrogées (44,9 %) rappellent que les autorités locales ont procédé à diverses campagnes de sensibilisation au cours des dernières années pour informer les communautés de ce type de risques.

Graphique 73 : Proportion des répondants par avis sur les rôles que les autorités doivent jouer face à une situation d'urgence



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

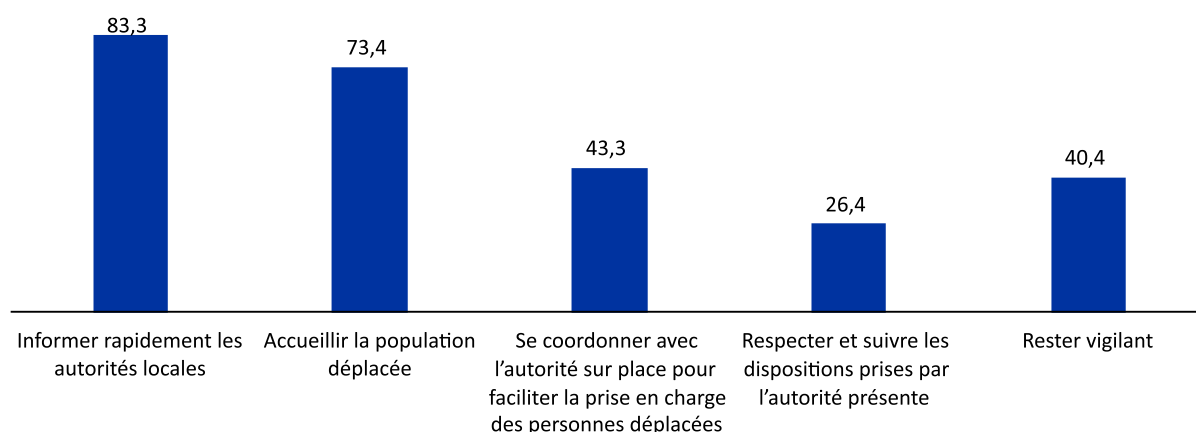
Les trois quarts (76,3 %) des personnes interrogées affirment que le premier devoir des autorités en cas d'urgence est de savoir accueillir les populations déplacées. En effet, depuis 2012 des dizaines de milliers de réfugiés maliens ont rejoint la région et vivent majoritairement dans l'un des trois camps installés à Mangaizé, Abala et Tabarey-barey. De plus, si certains ont quitté les camps depuis les premières arrivées de 2012, d'autres sont arrivés, surtout depuis le début de l'année 2018.

Ces différentes expériences ont donc déjà permis de tester la réactivité des autorités, et ont également mis en avant les risques d'afflux massifs de réfugiés qui existent dans la région. Il semble donc cohérent que plus de la moitié des répondants (54,3 %) insistent sur l'importance

d'une prise en charge immédiate des personnes déplacées par les autorités. La rapidité de réaction attendue des autorités est un critère déterminant pour la bonne gestion de ces déplacés sur les court et moyen termes.

D'autre part, la mise à disposition d'équipements d'urgence (55,5 %) est également identifiée par plus de la moitié des répondants. Cela concerne principalement la création de structures d'accueil qui puissent loger les déplacés, ainsi que la provision de matériels de première nécessité. Ensuite, près de la moitié des personnes interrogées jugent nécessaire de sécuriser la zone d'accueil des réfugiés (49,2 %) ainsi que de secourir les malades et les blessés (42,6 %). Néanmoins, seuls 26,9 % des répondants estiment qu'il est de la responsabilité des autorités de relocaliser les déplacés.

Graphique 74 : Proportion des répondants par avis sur les rôles que les communautés doivent jouer face à une situation d'urgence



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

En dépit du rôle attendu des autorités pour gérer une situation d'urgence, les communautés interrogées ne négligent pas pour autant le rôle qu'elles doivent également assumer dans la gestion d'une situation d'urgence. En premier lieu une très grande majorité des répondants (83,3 % de l'échantillon) indiquent que le rôle des communautés est d'informer rapidement les autorités locales de cette arrivée massive de populations déplacées. Cela s'inscrit directement dans le projet de création des comités de prévention communautaire qui ont notamment pour ambition de permettre aux communautés d'informer rapidement les autorités en cas de crises à la frontière.

De plus, près de trois répondants sur quatre (73,4 %) estiment qu'il est de leur responsabilité d'accueillir les populations déplacées. Les personnes interrogées sont donc conscientes du rôle primordial que les autorités ont dans la gestion de ce type de crises, mais jugent néanmoins que l'accueil des populations constitue une responsabilité partagée que les communautés ne veulent pas négliger. Ces deux réponses principales données par les répondants s'articulent autour d'une responsabilisation des communautés qui, selon les répondants, ne doivent pas rester indifférentes et peuvent tout autant agir en cas de crise.

Cependant il est important de souligner que cette responsabilité se doit de respecter le rôle et la légitimité des autorités locales, qui restent les seules à pouvoir mobiliser les ressources et équipements nécessaires à la gestion de ce type de crises. Les communautés doivent donc se limiter à un rôle d'alerte et d'assistance. Cette coopération directe et systémique entre autorités et communautés est au cœur de la stratégie des comités de prévention communautaire qui sont créés dans la région.

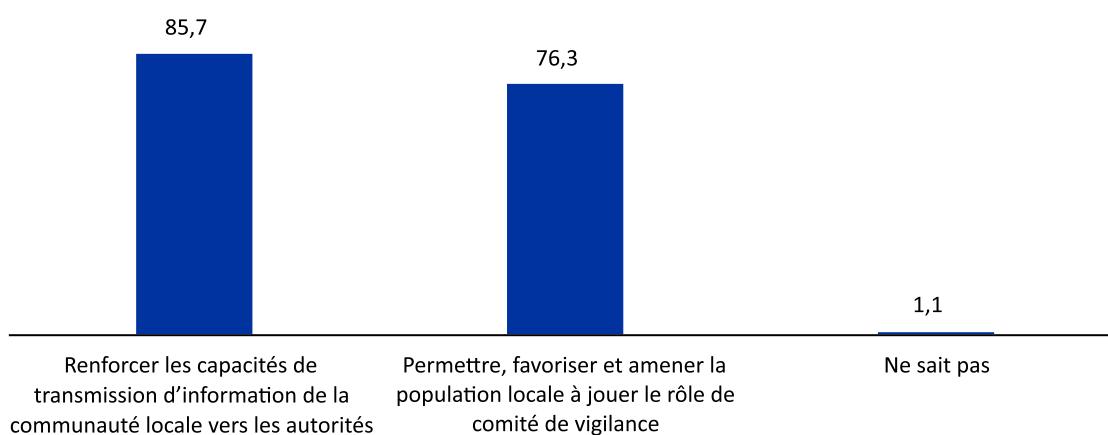
Tableau 3 : Proportion des répondants par avis sur les mesures de collaborations entre communautés et autorités

Mesures de collaborations entre communautés/autorités	Effectif	%
Créer des cellules communautaires d'alerte et de riposte	1 114	15,3
Développer des stratégies de prévention communautaire (brainstorming)	123	1,7
Informar, former et appuyer les communautés sur les situations d'urgence	1 754	24,1
Mettre en place un cadre de concertation et collaboratif d'action commune	4 027	55,4
Sans avis	257	3,5
Total général	7 275	100,0

Pour comprendre quelles mesures de collaboration entre communautés et autorités amélioreraient, pour les populations, les mécanismes de réponses aux situations d'urgence, les personnes interrogées ont répondu à une question ouverte. Cela leur permettait de faire librement leurs propositions. Comme on peut le voir dans le Tableau 3, les trois principales solutions qui ressortent rejoignent l'ambition première des comités de prévention communautaire, c'est-à-dire créer des cadres de concertation au sein desquels communautés et autorités échangent régulièrement sur les problèmes et opportunités identifiés à la frontière.

Ainsi, la grande majorité des personnes enquêtées suggère effectivement de mettre en place un cadre de concertation et d'action commune. Cette mesure, soutenue par 55,4 % de l'échantillon, est donc déjà mise en œuvre, grâce à la création de ces comités de prévention communautaire. Ensuite, près d'un répondant sur quatre (24,1 %) suggère également d'informer, de former et d'appuyer les communautés sur les situations d'urgence. Cela s'articule grâce à deux actions que peuvent mener les autorités : la multiplication de campagnes de sensibilisation ainsi que la création d'exercices de simulation qui puissent aider les communautés à mieux se préparer à ce type d'événements. Enfin 15,3 % des répondants suggèrent de créer des cellules communautaires d'alerte et de riposte. Les comités de prévention communautaire mis en place prévoient et encouragent déjà les mécanismes d'alerte, en revanche la riposte relève entièrement de la responsabilité des autorités, qui sont les seules légitimes à pouvoir faire usage de la force. En effet, ces comités de prévention ne sont pas amenés à jouer un rôle d'autodéfense ni à encourager l'usage de la violence, même pour faire face à des activités illicites. Leurs rôles premiers et durables sont de venir en aide aux autorités via l'alerte et d'aider les communautés qui pourraient se trouver en danger.

Graphique 75 : Proportion des répondants par mesures à prendre avant qu'une situation d'urgence n'apparaisse, pour permettre qu'elle soit mieux gérée



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

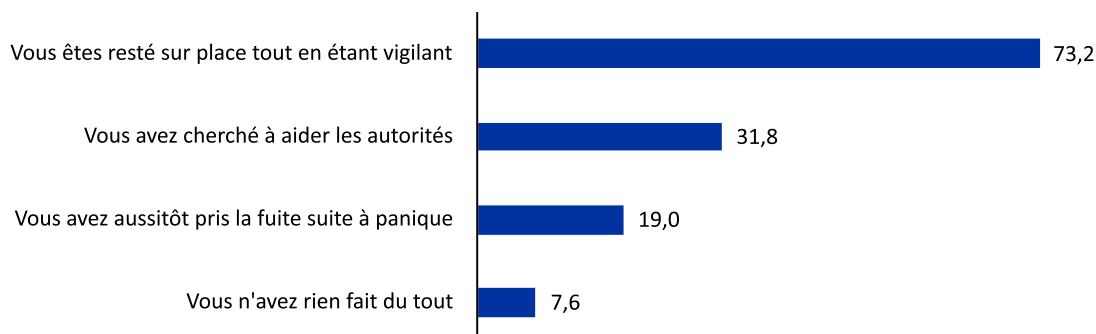
Enfin les personnes enquêtées ont été également interrogées sur les mesures à prendre avant qu'une situation d'urgence n'apparaisse, afin de pouvoir s'y préparer au mieux et d'en limiter les conséquences. La mesure la plus soutenue par les répondants (85,7 % des répondants) est le renforcement de capacités des communautés dans la transmission d'informations vers les autorités. Cette idée rejoint les orientations déjà identifiées dans ce rapport⁶⁵, qui soulignaient une demande accrue des populations de pouvoir recourir à différentes technologies de communication pour assurer au mieux la sécurité à la frontière.

Les trois quarts des répondants sont également favorables à une plus grande intégration des communautés dans les processus de prévention de crises. Ils sont ainsi 76,3 % à vouloir permettre, favoriser et amener la population locale à jouer un rôle de comité de vigilance. Les populations sont donc en accord avec l'idée, évoquée plus haut, d'une responsabilité partagée quant à la prévention et la gestion de ces crises.

7 bis : Gestion des situations d'urgence qui se sont déjà déroulées dans les départements d'Ayorou et d'Ouallam

Au cours des dernières années, les départements d'Ayorou et d'Ouallam ont eu à subir différentes situations d'urgence qui ont fortement perturbé les communautés. Dans le cadre de cette enquête, les populations de ces deux départements ont été particulièrement interrogées sur la gestion des situations d'urgence passées, de manière à tirer les meilleures leçons de ces expériences, et ainsi mieux préparer l'ensemble des communautés de la région à ce type de crises.

Graphique 76 : Proportion des répondants par réaction des individus face au déplacement massif de populations



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Les deux premières questions analysées dans cette partie visaient à demander aux répondants quelle avait été leur propre réponse dans la gestion d'un déplacement massif de population, et de pouvoir comparer les réponses obtenues avec celles de la communauté.

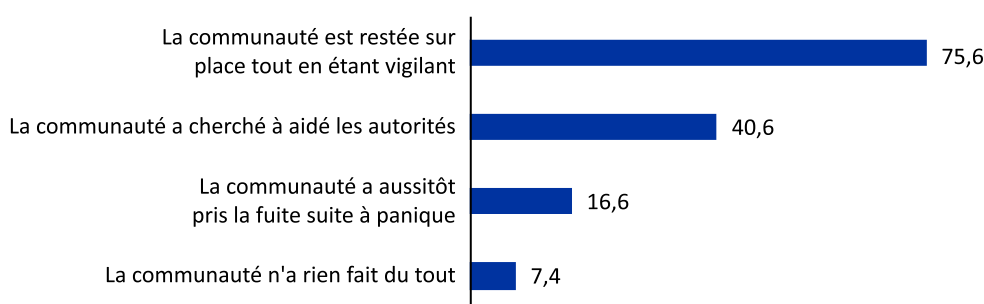
Près de trois répondants sur quatre (73,2 % de l'échantillon) affirment être restés sur place tout en étant vigilants. Ils n'ont donc pas directement réagi à cette crise et ont préféré rester au sein de leur village ou communauté, tout en se préparant à d'éventuelles complications. Près d'un tiers (31,8 %) des personnes interrogées ont quant à elles cherché à apporter leur aide aux autorités. Cette attitude, plus active que la réponse précédente, suggère une certaine confiance

⁶⁵ Voir partie 6.

envers les autorités. Cela témoigne également de bons réflexes des individus qui savent à qui s'adresser en cas de problèmes et préfèrent s'en remettre aux autorités supérieures plutôt que d'agir eux-mêmes. Néanmoins cette réponse représente une part minime des personnes interrogées, et souligne le besoin urgent de former les communautés de la région pour qu'elles intègrent ce type de réflexes dans l'éventualité ou de nouvelles situations d'urgence se présenteraient.

D'autre part, près d'un répondant sur cinq (19 %) reconnaît avoir cédé à la panique et immédiatement pris la fuite, et 7,6 % d'entre eux disent n'avoir rien fait du tout. La part des inactifs, qu'ils soient vigilants ou non, est donc bien supérieure à celle des répondants ayant pris la décision d'alerter les autorités compétentes pour qu'elles puissent répondre à cette crise le plus rapidement possible. Cela confirme donc la nécessité de mieux sensibiliser ces populations aux réflexes à avoir en cas de crise, ainsi que le besoin d'améliorer les canaux de communication entre autorités et communautés. Cela met également en lumière le besoin d'entraîner ces individus à répondre efficacement à ce type d'urgence par l'organisation d'exercices de simulation.

Graphique 77 : Proportion des répondants par réaction des communautés face au déplacement massif de populations

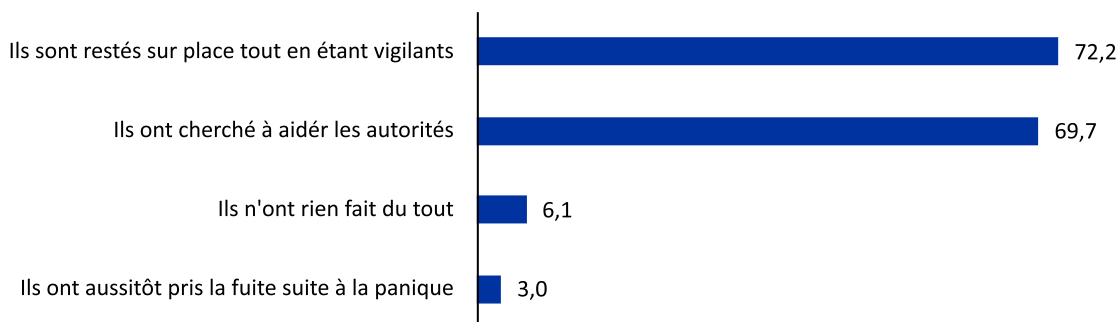


Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Les répondants indiquent toutefois que dans l'ensemble les communautés ont mieux réagi qu'eux-mêmes, bien que les proportions de répondant pour chaque réponse restent très similaires. Ainsi, 75,6 % des personnes interrogées (contre 73,2 % pour la question précédente) affirment que les communautés de leur village sont restées chez elles tout en restant vigilantes. Néanmoins une plus grande part de répondants estime que les communautés ont cherché à aider les autorités (40,6 %), à près de 10 points de plus que pour la question qui concernait les comportements individuels des répondants (31,8 %).

Plus de quatre répondants sur dix affirment donc que les communautés sont venues en aide aux autorités et ont donc adopté un comportement actif face à cette crise. C'est une information encourageante en perspective du travail qui doit être mené avec ces communautés, mais aussi plus largement pour la coopération entre communautés et autorités. La part de ceux affirmant que les communautés ont pris la fuite est en effet plus réduite qu'au niveau des comportements individuels (16,6 % contre 19 %), tandis que celle estimant que ces dernières n'ont rien fait du tout est à un niveau similaire (7,4 % contre 7,6 %).

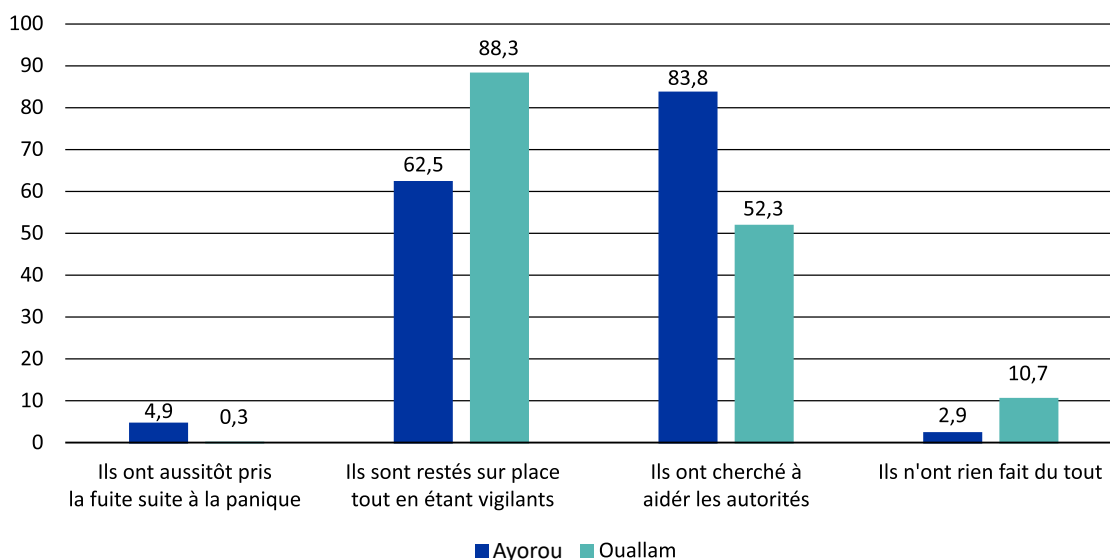
Graphique 78 : Proportion des répondants par réaction des leaders communautaires au moment de la crise (cummul Tillabéri)



Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Les répondants sont en revanche très partagés sur la réaction des leaders communautaires au moment de ces crises. En effet, 72,2 % des personnes enquêtées affirment que les leaders communautaires sont restés sur place tout en restant vigilants tandis que 69,7 % estiment que ces leaders ont au contraire cherché à venir en aide aux autorités. Des proportions similaires de répondants (environ 7 sur 10) ont donc des impressions assez opposées sur la réaction des leaders communautaires, partagés entre une vision active de leurs leaders ou une vision plus passive.

Graphique 79 : Proportion des répondants par réaction des leaders communautaires au moment de la crise (Départements d'Ayorou et d'Ouallam)

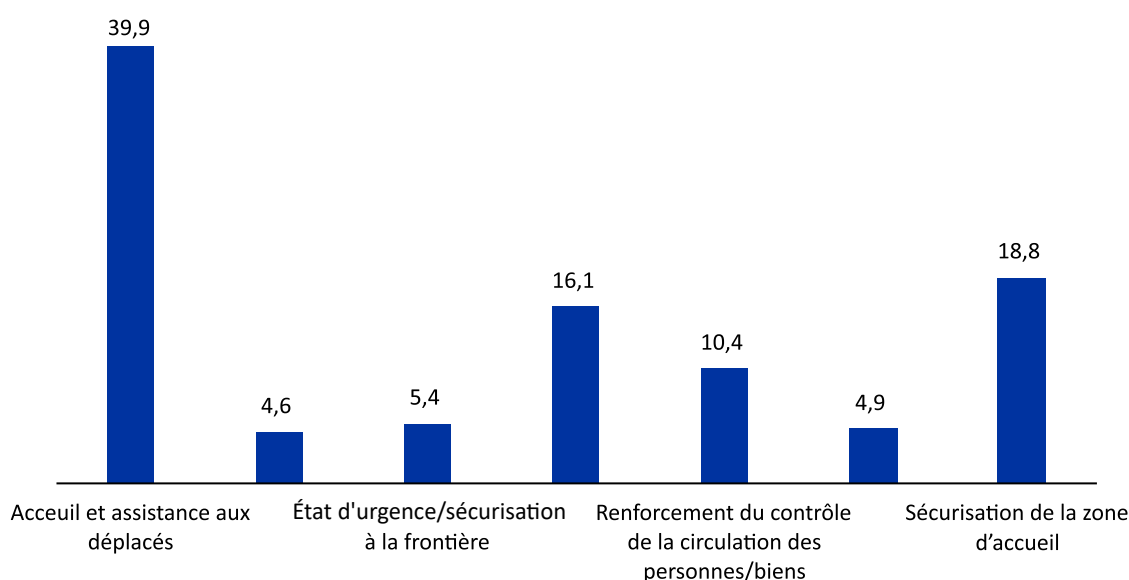


Note : Les réponses multiples étaient possibles pour cette question. Le total n'est donc pas égal à 100 %.

Lorsque l'on se penche sur les types de réponses par département, on remarque que c'est surtout au sein du département d'Ouallam que l'on retrouve une large propension de leaders inactifs. Les répondants de ce département sont en effet près de 9 sur 10 à affirmer que les leaders communautaires sont restés sur place, et un sur dix estime qu'ils n'ont rien fait du tout. Plus de la moitié des répondants considèrent toutefois que ces leaders ont cherché à aider les autorités. C'est bien moins qu'à Ayorou, où les répondants sont 83,8 % à avoir observé un tel comportement, même si 62,5 % estiment toutefois que ces leaders sont restés sur place tout en étant vigilants.

Ces données interpellent car elles montrent qu'une large part des répondants a répondu aux deux questions par des réponses contradictoires. Cela révèle que les répondants, n'étant pas au plus près des leaders communautaires au moment de ces crises, ne semblent pas être en mesure d'affirmer si ces leaders ont effectivement tenté d'aider les autorités ou non. De ce fait, une collaboration plus étroite entre leaders communautaires et communautés, ainsi qu'une communication plus efficiente entre ces différentes parties permettrait non seulement de mieux comprendre les rôles et responsabilités de chacun, mais également de s'assurer que tous les membres de la société réagissent à ces crises de façon ordonnée.

Graphique 80 : Proportion des répondants par dispositions immédiates prises par les acteurs



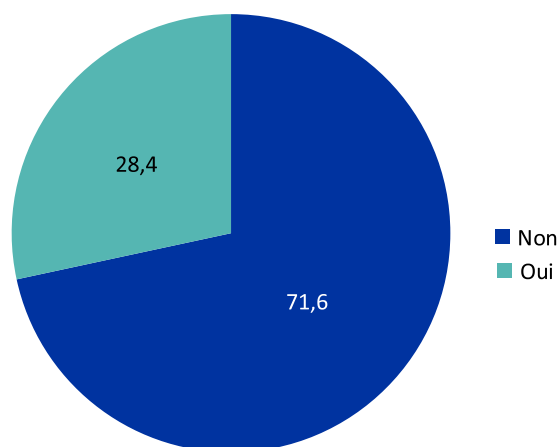
En cas de crise et de situation d'urgence, les premières réponses données par les autorités sont essentielles car elles déterminent la capacité de l'État à pouvoir contenir une situation potentiellement dramatique. Dans le cadre de l'enquête, une question laissée ouverte interrogeait les répondants sur la nature des réponses apportées par les autorités en charge de la sécurité aux frontières au moment de ces crises. L'objectif était de donner une liberté totale aux répondants pour qu'ils puissent partager leurs propres observations concernant les réactions des acteurs en charge de la sécurité aux frontières.

Selon les réponses obtenues, il semblerait que les autorités ont premièrement mis en place un accueil et une assistance aux personnes déplacées (39,9 % de l'échantillon). C'est le plus fort taux de réponses obtenu des personnes enquêtées, et il indique que les autorités ont en grande majorité adopté une attitude d'aide à ces populations déplacées. D'autre part 16,1 % estiment que les autorités ont cherché à relocaliser ces déplacés, et 4,9 % des répondants affirment qu'elles ont porté secours aux malades et aux blessés. Ces trois réponses, qui représentent la majorité des dispositions présentées par les répondants (60,9 % des réponses), s'inscrivent toutes dans une attitude d'aide et de protection des déplacés.

De plus, près de deux répondants sur cinq (18,8 %) affirment aussi que ces autorités se sont employées à sécuriser la zone d'accueil dans le but de protéger les déplacés, mais surtout les communautés environnantes. Selon 10,4 % des répondants ces autorités se sont également focalisées sur le renforcement du contrôle de la circulation des personnes et des biens. Enfin 5,4 % des répondants rappellent que cela a entraîné un renforcement de l'état d'urgence et de la sécurisation de la frontière. Ces réponses s'orientent plutôt sur un effort de sécurisation du territoire et de protection des communautés. Enfin 4,6 % des répondants soutiennent qu'aucune disposition n'a été prise.

Ainsi, une majorité de répondants soutient donc que les autorités ont avant tout réagi en essayant de venir en aide aux populations déplacées et à leur porter assistance et secours.

Graphique 81 : Proportion des répondants par population locale informée avant d'être touchée



Selon les personnes interrogées, peu d'entre elles ont été informées de cette arrivée massive de populations déplacées. Seuls 28,4 % des répondants affirment avoir été mis au courant, alors que 71,6 % qui affirment au contraire n'avoir reçu aucune information. Ces données soulignent encore une fois le besoin de mieux former les autorités pour améliorer la rapidité des mécanismes de réponse en cas d'urgence aux frontières. Elles rappellent également une nouvelle fois la nécessité de mieux équiper et mieux former les communautés et les autorités en matière de communication.

CONCLUSION

La région de Tillabéri fait face à de nombreuses menaces provenant de ses frontières, qui viennent régulièrement perturber les populations locales, tout en jouant la plupart du temps sur des crises internes plus profondément enracinées. L'objectif de travailler sur une meilleure gestion des frontières au Niger, surtout dans la zone de Tillabéri, est d'améliorer le bien-être des communautés, en s'attaquant directement aux différentes failles qui ont favorisé l'émergence de ces menaces. En effet, celles-ci perturbent fortement la vie quotidienne des habitants en portant atteinte à leur mode de vie, à leur emploi et en contribuant à la multiplication des tensions entre différents villages et communautés. De ce fait, améliorer la gestion des frontières représente une priorité pour les autorités dans la sécurisation du territoire, la protection des citoyens et le développement de la région.

Avoir une meilleure gestion des frontières passera avant tout par une meilleure synergie entre les autorités et les communautés, chacune de ces parties étant destinée à prendre sa part et coopérer dans la gestion des risques au sein du territoire de Tillabéri. La présente étude a ainsi pu illustrer les visions et perceptions des communautés non seulement sur la gestion des frontières, mais également sur le travail mené par les autorités, sur leur exposition aux risques sécuritaires ou encore sur les relations entre populations et Forces de Sécurité (FDS). Chaque partie de ce rapport a contribué à mieux appréhender des thèmes centraux aux questions des frontières : les perceptions sur la gestion des frontières, les risques sécuritaires, la menace terroriste, l'efficacité des autorités et des FDS, les communications entre acteurs et enfin les réponses apportées aux situations d'urgence.

Les différentes parties de ce rapport ont révélé une forte hétérogénéité entre les différents départements et villages concernant ces thèmes, qu'il s'agisse des meilleurs moyens de communication à utiliser, de la priorisation des risques ou bien de la confiance portée aux FDS ou aux autorités locales et régionales. De fait, alors que certains villages se sentent très peu concernés par la menace terroriste, d'autres la situent comme le principal élément qui rythme leur quotidien. Ainsi, si certains habitants ont complètement changé leurs fréquences de traversées de la frontière suite au début de la crise malienne de 2012, d'autres ont conservé leurs habitudes, même au sein des départements limitrophes. Cette hétérogénéité interpelle et constitue un juste rappel que si des politiques publiques à l'échelle régionale sont bienvenues et nécessaires, elles ne sauraient être appliquées uniformément sur l'ensemble du territoire et mériteraient d'être adaptées aux particularités locales et aux besoins des villages et de leurs habitants.

Les personnes enquêtées ont également montré un niveau de connaissance très divers à propos de l'emplacement de la frontière, ses fonctions principales ou encore sur les différents rôles dévolus aux autorités régionales et locales dans la gestion des zones frontalières. Les habitants de la région continuent par ailleurs de traverser la frontière à des fréquences plus élevées que dans le reste du pays, même s'ils ont tout de même changé leurs habitudes depuis 2012.

Les répondants présentent enfin une connaissance aigüe des problématiques de la région, des groupes qui fréquentent la frontière mais aussi des menaces qui en émanent. Les vols de bétails et les attaques de bandits sont parmi les problèmes sécuritaires les plus cités par les

répondants qui en appellent aux autorités afin d'endiguer ces menaces. Ces attaques ciblant les communautés se caractérisent surtout par une violence souvent meurtrière, favorisées par la circulation des armes et la porosité des frontières. En raison non seulement de cette violence accrue mais également de la diversité des méthodes djihadistes, banditisme et terrorisme deviennent indiscernables, et les deux faces de cette violence se confondent en une seule menace bien réelle qui dépasse souvent les autorités et pèse sur les villages de la région, notamment ceux qui sont situés au plus proche de la frontière. La menace terroriste semble ainsi bien plus prégnante au sein des départements, surtout dans le département d'Ouallam, au sein duquel les habitants semblent totalement exposés et désemparés face à une menace qui ne cesse de les affecter et que les autorités semblent, à leurs yeux, incapables de contenir. Pour eux mettre fin à cette menace ne pourra se faire que par le biais d'un triptyque conjuguant une des leaders communautaires pus impliqués, de meilleures perspectives économiques pour la jeunesse et un plus grand effort de sensibilisation auprès des communautés.

La porosité des frontières est également pointée du doigt, bien qu'inégalement, par les personnes interrogées. En effet, si certains répondants attestent de la présence régulièrement des FDS, surtout dans les départements de Bankilaré et d'Ouallam, beaucoup sont plus sceptiques et ont plutôt le sentiment de leur absence. Les passages de patrouilles au sein des villages des répondants sont plus réguliers, bien qu'ils ne concernent pas tous les villages de façon homogène ; si bien que certains répondants déplorent l'absence totale de ces patrouilles au sein de leur localité. C'est d'ailleurs au sein de ces zones que l'insécurité est la plus ressentie. Néanmoins, les répondants sont globalement satisfaits du travail mené par les autorités en charge de la frontière, même s'ils accordent plus facilement leur confiance aux autorités les plus proches d'eux, comme le chef de village, contrairement au gouverneur ou préfet de région.

De plus, la volonté d'une meilleure collaboration entre communautés et autorités a été clairement exprimée par les répondants au cours de cette enquête. Ils regrettent l'insuffisance des moyens déployés par les autorités pour gérer les crises ou les problèmes quotidiens de la frontière, et sont ouverts à l'idée de participer activement au sein des comités de prévention communautaire. Ils souhaitent également que des interactions plus fréquentes soient mises en place avec leurs leaders, ainsi que la mise en place d'une meilleure communication entre acteurs, renforcée par un plus grand usage du téléphone et par une multiplication des rencontres, qui puissent favoriser la participation des communautés dans la gestion de ces frontières.

Cette communication entre communautés et autorités se fait aujourd'hui essentiellement au travers d'une personne intermédiaire qui se trouve être le chef de village dans la très grande majorité des cas. Les contacts par téléphone sont d'ailleurs très privilégiés, deux fois plus que les rencontres en face à face et quatre fois plus que les assemblées de village. Ainsi, les communautés souhaitent non seulement intensifier l'usage du téléphone pour les communications futures mais recommandent également de multiplier les rencontres en face à face, surtout au sein des zones où les relations entre communautés et autorités apparaissent les plus détériorées.

Enfin, les répondants à cette enquête sont inquiets quant à plusieurs risques principaux : un déplacement massif de populations qui pourrait être provoqué par l'accroissement du conflit armé au Mali, la survenue d'une attaque terroriste d'ampleur ou enfin la dégradation climatique, notamment à travers la plus grande fréquence et intensité des inondations et sécheresse. En outre, si les personnes enquêtées sont peu nombreuses à estimer que les communautés sont prêtes à faire face à ce genre de crises, elles sont néanmoins très majoritairement conscientes du rôle qu'elles ont à jouer dans les mécanismes d'alerte rapide et d'accueil des populations déplacées.

Recommandations

Ce présent rapport fait partie du projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger », conçu et piloté par le bureau de l'OIM au Niger. Ce travail de recherche a pour principale ambition de présenter et d'analyser la vision que les communautés vivant dans les zones frontalières du Niger ont sur :

- leur participation dans la gestion des frontières ;
- leur compréhension des dynamiques migratoires ;
- leur perception du terrorisme dans la région.

Les résultats de la présente étude permettront ainsi de guider le développement et le travail des comités de prévention communautaire au sein des zones concernées par le projet.

Remarques générales

Les réponses fournies au fil des différentes parties de cette enquête ont démontré l'attachement fort des communautés au travail collaboratif, leur volonté d'aider les autorités et enfin leur conscience sur le rôle qu'elles peuvent jouer dans la mise en place d'une meilleure gestion des frontières au sein de la région de Tillabéri. En ce sens les différentes réponses fournies soutiennent la philosophie et le mandat des comités de prévention communautaire mis en place dans la région. Leur rôle est de transmettre aux autorités locales et régionales les informations relatives à la sécurité, à la gestion sanitaire et humanitaire des frontières, et aux mouvements de populations. Ils sont ainsi amenés à rapporter dans les meilleurs délais tout événement suspect ou la présence d'individus potentiellement dangereux. En cas de crise à la frontière, les comités devront assurer l'alerte rapide des autorités et des services compétents. Ils pourront également être sollicités pour assister les services de secours dans l'identification, l'orientation et la prise en charge de personnes déplacées et/ou vulnérables.

Les différentes opportunités offertes aux répondants de choisir ou proposer des solutions relatives aux différentes problématiques traitées révèlent ainsi que les communautés ont à cœur de participer directement au traitement des problèmes à la frontière. Ils souhaitent par ailleurs multiplier les interactions avec les autorités et améliorer les mécanismes de communication.

Enfin les personnes interrogées ont également montré qu'elles respectaient la légitimité des autorités, notamment les FDS, dans le traitement des menaces et des crises, qu'elles ne négligent pas non plus leur propre responsabilité dans la transmission d'information et dans la vigilance collective à avoir face à ces risques. Toutes ces dimensions s'inscrivent directement au cœur du projet de création de comités de prévention communautaire et confirment ainsi la pertinence de cette initiative, ainsi que sa bonne réception auprès des populations.

Recommandation 1 : Améliorer la présence des FDS aux frontières et les relations avec les communautés

- La première recommandation vise à améliorer la présence et la visibilité des FDS dans certaines parties de la région. En effet, la quasi-totalité des personnes interrogées dans le département d'Ouallam déclarent qu'elles n'observent pas de troupes aux frontières, ce qui marque un réel décalage avec la réalité de certaines opérations conjointes présentes sur place. Ce constat s'ajoute également aux autres données de l'enquête qui mettent en lumière la forte critique des habitants concernant le travail des autorités ainsi que le sentiment général d'insécurité et d'exposition aux menaces qui touchent les communautés.

Les patrouilles de FDS semblent au contraire bien plus fréquentes au sein des villages de la région, à l'exception de quelques villages du département de Torodi. Au cours de la mission de mise en place des comités de prévention, les communautés frontalières ont également souligné l'absence de communication des FDS sur la sécurité frontalière. Les patrouilles passent souvent dans la zone mais communiquent très rarement avec les leaders villageois, que ce soit le chef de village ou d'autres leaders. L'objectif serait de multiplier les contacts entre patrouilles, communautés et leaders locaux afin que des échanges puissent avoir lieu sur le travail mené aux frontières. Cela pourrait passer par une multiplication des campagnes de sensibilisation, un renforcement des liens entre communautés et autorités, une meilleure compréhension du rôle des FDS et du travail qu'elles mènent ; autant d'éléments dont les habitants sont aujourd'hui demandeurs.

Recommandation 2 : Contextualiser le travail des comités de prévention communautaire.

- Les plans d'actions qui seront mis en place auprès des communautés de la région devront également être contextualisés afin de pouvoir s'adapter aux réalités locales, mais surtout pour que l'action menée se consacre prioritairement aux problématiques les plus urgentes. Cette étude a relevé une forte hétérogénéité entre les départements et les villages concernant de nombreux sujets, des meilleurs moyens de communication à la priorisation des risques en passant par la confiance portée aux FDS ou aux autorités locales et régionales. Certains départements organisent régulièrement des rencontres entre autorités et communautés, tandis que d'autres ne mettent pas ce type de rencontre en place. De plus, le contexte local peut varier d'un département à un autre : les habitants du département d'Ayorou sont principalement préoccupés par les vols de bétails, ceux de Banibangou par le banditisme et ceux de Téra ne perçoivent pas de menace majeure provenant de la frontière. Ces exemples soulignent bien le besoin d'adapter les actions prioritaires des comités de prévention communautaire en fonction des problématiques locales au niveau du village et du département. En se basant sur les conclusions de ce rapport, mais également sur les rencontres organisées avec les communautés, les autorités devront donc construire leur propre politique de bonne gestion des frontières en s'attachant à répondre aux enjeux les plus importants pour les communautés et en s'adaptant aux besoins de la commune et des villages environnants.

Recommandation 3 : Renforcer les mécanismes de réponses d'urgence

- Les mécanismes communautaires de réponses d'urgence permettent aux communautés d'être formées et préparées à différentes crises, dont l'arrivée soudaine et massive de populations déplacées. Le rapport a mis en évidence le besoin de mieux préparer ces communautés et les leaders locaux à ces différents risques, par la multiplication de simulation de crises ainsi que par l'organisation de formations dédiées aux communautés, notamment à ceux qui seront en charge des comités de préventions. Les précédentes crises survenues dans le département d'Ayorou et d'Ouallam ont également souligné les différences de réponses apportées à ces crises, tant de la part des individus que des leaders, et ont montré que certains cherchaient à aider les autorités alors que d'autres préféraient rester sur place. En se basant sur ces réactions différentes une majorité des répondants estime que les communautés ne sont pas prêtes à gérer ce type de crises. De fait, la nécessité d'organiser des renforcements de capacités est rendue d'autant plus grande que ces activités sont très peu mises en place dans la région. Ces sessions doivent donc être une priorité afin de pouvoir former les comités sur les bons réflexes à adopter en cas d'incident ou de troubles dans la communauté mais également dans le but de faire participer l'ensemble de la communauté à ces exercices.

Recommandation 4 : Améliorer les communications entre autorités et communautés

- L'amélioration de la communication entre autorités et communautés est un point essentiel pour assurer l'efficacité des comités de prévention communautaire. Si des mécanismes sont déjà en place, ils varient dans leurs modalités et dans leur efficacité en fonction des communes. La plupart des départements privilégient l'usage du téléphone et recommandent un accroissement de son utilisation dans le futur. Cet outil reste également le mode de communication le plus simple d'accès et le moins onéreux, contrairement à la radio ou au réseau satellitaire, qui nécessitent plus de moyens ainsi que des formations pour en maîtriser l'utilisation. C'est pour cette raison que les comités de prévention mis en place dans la région ont été équipés de téléphones sur flottes. En effet, la mise en place de mécanismes d'alerte rapides entre communautés et autorités qui puissent se baser sur l'usage de ces téléphones semble nécessaire au regard des difficultés rencontrées lors des différentes crises passées.
- Organiser des rencontres périodiques entre les différents acteurs : forum communautaire, activités de mobilisation, rencontres sportives entre FDS et communautés, campagnes de sensibilisation.

Recommandation 5 : S'adresser aux racines du terrorisme régional

- Les groupes terroristes qui attaquent régulièrement les FDS et les populations de Tillabéri sont basés pour l'essentiel dans le nord du Mali ou l'ouest du Burkina Faso. Mais les répondants sont conscients que les personnes qui viennent grossir les rangs de ces groupes sont également issues des communautés de la région, et qu'il convient donc d'apporter une réponse régionale à cette problématique. Trois voies d'actions sont recommandées afin de s'adresser aux racines de ce problème : mieux impliquer les leaders communautaires auprès des jeunes, sensibiliser les populations aux risques et dangers de l'extrémisme violent et enfin proposer plus d'activités économiques pour la jeunesse. Tout l'enjeu pour les autorités réside dans leur capacité à offrir d'autres alternatives pour les populations sans emploi et souffrant du banditisme local, tout en sachant répondre aux différentes tensions communautaires qui existent dans la région, au travers d'un dialogue inclusif et de rencontres régulières entre autorités et communautés. La lutte contre les groupes terroristes reste entièrement sous la responsabilité des FDS mobilisées dans la région. Mais la prévention de cette menace doit également passer par un travail de fond destinés à renforcer le bien-être de la communauté et à lutter contre toutes formes de marginalisation.

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE

CONSENTEMENT DU REpondant

Consentement : (Lisez au participant potentiel)

J'effectue une recherche et souhaite vous inviter à y participer. La recherche porte sur l'engagement des communautés locales dans la gestion des frontières au Niger, notamment dans les régions d'Agadez et Tillabéri.

Votre participation est totalement volontaire et nous n'enregistrerons pas vos données personnelles, sur ce que vous choisissez de nous communiquer. Il n'y aura aucun dédommagement ni sanction pour y participer ou non. Vous pouvez renoncer en tout temps à votre participation bien évidemment avant la phase du début de la recherche. Vos informations et avis seraient appréciés et permettront d'orienter les politiques, les programmes, et les recherches sur l'implication des communautés locales dans la gestion des frontières. L'entretien dure environ une heure.

Je vous ai présenté les informations sur la recherche, acceptez-vous d'y participer? (Cochez pour confirmer que vous avez obtenu le consentement de vive voix) Oui ☐

OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

Cette étude fait partie du projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger ». Elle a été conçue par l'OIM pour comprendre la vision des communautés vivant dans les zones frontalières sur leur intégration à la gestion des frontières, leur compréhension des dynamiques migratoires et leur perception du terrorisme dans la région. Cette étude amènera donc les acteurs nationaux et internationaux à adapter leurs actions pour mieux intégrer les communautés, et agir à leurs côtés pour mieux répondre à leurs besoins. À terme, cette étude démontrera la nécessité de faire sortir les communautés du rôle de victime potentielle de l'insécurité afin d'en faire un acteur clé de la gestion des frontières, à travers des comités de prévention.

A - INFORMATIONS DE BASE

A.1. Date :	
A.2. Département :	
A.3. Commune :	
A.4. Village/Hameau :	

B - PROFIL DE L'INDIVIDU INTERROGÉ

B.1. Sexe :	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin
B.2.a. Nationalité :	<input type="checkbox"/> Nigérienne <input type="checkbox"/> Malienne <input type="checkbox"/> Burkinabé <input type="checkbox"/> Algérienne <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____

B.2.b. Ethnie :	<input type="checkbox"/> Touareg <input type="checkbox"/> Arabe <input type="checkbox"/> Haoussa <input type="checkbox"/> Djerma <input type="checkbox"/> Sonrai <input type="checkbox"/> Gourmantché <input type="checkbox"/> Mossi <input type="checkbox"/> Peulh <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
B.3. Tranche d'âge :	<input type="checkbox"/> 18-25 ans <input type="checkbox"/> 26-40 ans <input type="checkbox"/> 41-60 ans <input type="checkbox"/> 61-80 ans	
B.4. Activité professionnelle :	<input type="checkbox"/> Élevage <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Artisanat <input type="checkbox"/> Commerce <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
C - PERCEPTIONS DES COMMUNAUTÉS LOCALES SUR LA GESTION DE LA FRONTIÈRE		
C.1. À quoi sert une frontière selon vous ?	<input type="checkbox"/> Délimiter la séparation entre deux États <input type="checkbox"/> Assurer la sécurité des populations <input type="checkbox"/> Permettre aux autorités de surveiller les entrées et les sorties <input type="checkbox"/> Autre _____ <input type="checkbox"/> Ne sait pas	
C.2. Saviez-vous où se situe la frontière de manière exacte?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
C.3. Traversiez-vous la frontière par le passé ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
C.4. Traversez-vous la frontière présentement ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
C.5. À quelle fréquence de passage?	<input type="checkbox"/> Plusieurs fois par jour <input type="checkbox"/> Chaque jour <input type="checkbox"/> Souvent <input type="checkbox"/> 2 à 3 fois par semaine <input type="checkbox"/> Une fois par semaine <input type="checkbox"/> Une fois par mois <input type="checkbox"/> Une fois par an <input type="checkbox"/> Jamais <input type="checkbox"/> Autre _____	
C.6.a. Pour quelle raison traversiez-vous la frontière dans le passé?	<input type="checkbox"/> Familiale <input type="checkbox"/> Économique <input type="checkbox"/> Commercial <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
C.6.b. Pour quelle raison traversez-vous la frontière aujourd'hui ?	<input type="checkbox"/> Familiale <input type="checkbox"/> Économique <input type="checkbox"/> Commercial <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
C.7. Connaissez-vous les Forces de défense et de Sécurité présentes à la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
C.8. Si oui, quels acteurs connaissez-vous ?	<input type="checkbox"/> Policiers <input type="checkbox"/> Gendarmes <input type="checkbox"/> Gardes Nationale <input type="checkbox"/> Douaniers <input type="checkbox"/> Militaires <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) _____	

D - RISQUES SÉCURITAIRES A LA FRONTIÈRE		
D.1.a Quelles sont les nationalités des personnes qui empruntent les passages à la frontière?	Nationalités <input type="checkbox"/> Nigériens d'autres régions <input type="checkbox"/> Nigériens du village/hameau voisin <input type="checkbox"/> Maliens <input type="checkbox"/> Algériens <input type="checkbox"/> Burkinabé <input type="checkbox"/> Migrants d'autres pays d'Afrique de l'Ouest <input type="checkbox"/> Autres (précisez) _____	
D.1.b. Quelles sont les catégories des personnes qui empruntent les passages à la frontière?	<input type="checkbox"/> Familles <input type="checkbox"/> Réfugiés <input type="checkbox"/> Migrants <input type="checkbox"/> Commerçants <input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____	
D.2. Est-ce que les points de passage à la frontière sont empruntés pour des activités criminelles ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sait pas	
D.3. À quels types de problèmes sécuritaires les communautés locales sont-elles confrontées au niveau de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Vol de bétail <input type="checkbox"/> Contrebande (pâtes alimentaires, riz, etc.) <input type="checkbox"/> Trafics (drogues, armes, etc.) <input type="checkbox"/> Attaques de bandits armés <input type="checkbox"/> Incursions de groupes armés/terroristes <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Aucun	
D.4. Votre village/hameau a-t-il une fois été affecté par un problème d'insécurité frontalière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
D.5. Connaissez-vous les mesures de sécurité prises au niveau de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Contrôle frontalier aux postes frontières <input type="checkbox"/> Patrouilles <input type="checkbox"/> Fouille <input type="checkbox"/> Informateurs <input type="checkbox"/> Autres _____	
D.6. Comment jugez-vous ces mesures de sécurité ?	<input type="checkbox"/> Très suffisantes <input type="checkbox"/> Assez suffisantes <input type="checkbox"/> Insuffisantes	
D.7. Quels sont les risques qui peuvent émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Épidémies <input type="checkbox"/> Incursions terroristes/groupes armés <input type="checkbox"/> Trafics illicites <input type="checkbox"/> Banditisme <input type="checkbox"/> Recrutement des jeunes par des groupes armés <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Ne sait pas	
E - PERCEPTIONS DES COMMUNAUTÉS LOCALES SUR LE TERRORISME		
E.1.a. Avez-vous une fois entendue parler du terrorisme ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
E.1.b. Comment définissez-vous le terrorisme ?		
E.2. Quels genres d'activités terroristes connaissez-vous ?	<input type="checkbox"/> Attaques sur les FDS <input type="checkbox"/> Assassinats de civils <input type="checkbox"/> Enlèvements <input type="checkbox"/> Intimidation et menaces <input type="checkbox"/> Ne sait pas	

E.3. Qu'est-ce qui selon vous peut pousser les gens vers ce phénomène ?	<input type="checkbox"/> Pauvreté <input type="checkbox"/> Manque d'occupation <input type="checkbox"/> Adhésion à l'idéologie <input type="checkbox"/> Motivations ethniques <input type="checkbox"/> Opposition aux autorités <input type="checkbox"/> Colère et frustration <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Ne sait pas	
E.4.a. Pensez-vous que votre communauté soit à l'abri de ce phénomène ? justifiez	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
E.4.b. Pourquoi ?		
E.5. Pensez-vous que le terrorisme soit un phénomène venant de l'intérieur ou de l'extérieur du Niger ?	<input type="checkbox"/> De l'intérieur du Niger <input type="checkbox"/> De l'extérieur du Niger <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Ne sait pas	
E.6. Selon vous, la menace terroriste est-elle en voie d'extinction dans la région, stable ou en augmentation ?	<input type="checkbox"/> En voie d'extinction <input type="checkbox"/> Stable <input type="checkbox"/> En augmentation	
E.7. Que faire pour que les communautés locales puissent prévenir ce genre de menace ?	<input type="checkbox"/> Sensibiliser les jeunes <input type="checkbox"/> Proposer des activités économiques aux jeunes <input type="checkbox"/> Impliquer les leaders communautaires (chefs de villages, imams, etc.) <input type="checkbox"/> Constituer des comités de prévention communautaire <input type="checkbox"/> Rien <input type="checkbox"/> Autres _____	
E.8. Comment la communauté locale peut-elle appuyer les autorités dans la lutte contre le terrorisme et se protéger par la même occasion ?	<input type="checkbox"/> Alerter les autorités en cas de problème <input type="checkbox"/> Sensibiliser les populations sur les risques de radicalisation violente des jeunes <input type="checkbox"/> Se défendre soi-même par les armes <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Rien	
F - EFFICACITÉ DE LA GESTION DES FRONTIÈRES		
F.1. Que signifie assurer la sécurité au niveau de la frontière selon vous ?		
F.2. Y a-t-il des passages de patrouilles tout au long de la frontière?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
F.3. Y a-t-il des passages de patrouilles dans votre village ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
F.4. Quel est le niveau de sécurité dans la zone selon vous ?	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Insuffisant <input type="checkbox"/> Pas de sécurité du tout	
F.5. Qui sont selon vous les responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières ?	<input type="checkbox"/> Policier <input type="checkbox"/> Gendarme <input type="checkbox"/> Douanier <input type="checkbox"/> Chef de village <input type="checkbox"/> Chef de groupement/canton <input type="checkbox"/> Maire <input type="checkbox"/> L'armée <input type="checkbox"/> Préfet <input type="checkbox"/> Gouverneur <input type="checkbox"/> Autre	

F.6. Comment jugez-vous le travail de ces acteurs qui gèrent la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Très satisfaisant <input type="checkbox"/> Satisfaisant <input type="checkbox"/> Assez satisfaisant <input type="checkbox"/> Peu satisfaisant <input type="checkbox"/> Insatisfaisant	
F.7. Les autorités locales à elles seules peuvent-elles assurer totalement la sécurité de la frontière selon vous ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
F.8. Comment jugez-vous la relation entre la communauté locale et les agents de la sécurité à la frontière ?	<input type="checkbox"/> Très bonne <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Neutre <input type="checkbox"/> Mauvaise <input type="checkbox"/> Autre	
F.9. Arrive-t-il que la communauté locale ait des désaccords avec les responsables en charge de la sécurité à la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
F.10. Si oui, à quelle fréquence ont lieu ces différends ?	<input type="checkbox"/> Très souvent <input type="checkbox"/> Pas très souvent <input type="checkbox"/> Rarement	
F.11. Quels sont les motifs de ces disputes?	<input type="checkbox"/> Amendes <input type="checkbox"/> Ralentissement du passage <input type="checkbox"/> Interdiction du passage <input type="checkbox"/> Arrestation <input type="checkbox"/> Tracasseries <input type="checkbox"/> Autre _____	
F.12.a. Est-ce qu'il arrive que les autorités organisent des rencontres avec votre communauté sur la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
F.12.b. Si oui, lesquelles ?	<input type="checkbox"/> Renforcement de capacité <input type="checkbox"/> Formation <input type="checkbox"/> Sensibilisation <input type="checkbox"/> Mise en place de comités de prévention <input type="checkbox"/> Autre (à préciser)	
F.13. Comment jugez-vous l'implication des autorités vis à vis de votre communauté sur la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Très Satisfaisante <input type="checkbox"/> Satisfaisante <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Assez faible	
F.14. Que faut-il améliorer pour instaurer de bonnes relations entre les responsables de la sécurité de la frontière et les communautés ?		
H- COMMUNICATION ENTRE AUTORITÉS ET COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ À LA FRONTIÈRE		
H.1.a. Existe-t-il une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
H.1.b. Si oui, qui est-ce ?		

H.2. Si oui, quels moyens de communication utilise la population?	<input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Thuraya <input type="checkbox"/> Radio <input type="checkbox"/> Rencontre en face à face <input type="checkbox"/> Assemblée du village <input type="checkbox"/> Autre _____	
H.3. Comment instaurer un mécanisme d'alerte en cas de problème concernant la sécurité frontalière?	<input type="checkbox"/> Cadre de concertation entre autorités et communautés <input type="checkbox"/> Échange de contacts téléphoniques <input type="checkbox"/> Comité local d'information <input type="checkbox"/> Visites régulières des autorités au village <input type="checkbox"/> Autres : _____	
H.4. Quels moyens utiliser selon vous pour garantir le partage des informations ?	<input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Thuraya <input type="checkbox"/> SMS <input type="checkbox"/> Radio <input type="checkbox"/> Rencontre en face à face <input type="checkbox"/> Assemblée du village <input type="checkbox"/> Autre _____	
H.5. Quels sont selon vous les avantages d'une bonne communication entre les autorités et la communauté locale sur la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Réaction immédiate des autorités <input type="checkbox"/> Problème sécuritaire compris à temps <input type="checkbox"/> Réduction de l'impact de l'insécurité frontalière sur les populations locales <input type="checkbox"/> Autres : _____	
H.6. Quels sont les risques selon vous d'une mauvaise communication entre les deux entités ?	<input type="checkbox"/> Insécurité répandue à grande vitesse <input type="checkbox"/> Réaction tardive des autorités <input type="checkbox"/> Gravité des conséquences auprès des communautés locales <input type="checkbox"/> Perte de confiance des communautés envers les autorités <input type="checkbox"/> Autres : _____	
I - RÉPONSE À UNE SITUATION D'URGENCE		
I.1. Qu'est ce qui selon vous peut causer des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Conflit armé <input type="checkbox"/> Attaques terroristes ponctuelles <input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Épidémie <input type="checkbox"/> Catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, etc.) <input type="checkbox"/> Autres : _____	
I.2. Pensez-vous que les communautés soient prêtes pour faire face à une telle situation ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
I.3. Pourquoi ?	<input type="checkbox"/> Situation de crise déjà vécue, réaction positive de la population <input type="checkbox"/> Sensibilisation de la part des autorités locales <input type="checkbox"/> Communauté bien préparée et organisée à cet effet <input type="checkbox"/> Situation de crise déjà vécue, réaction négative de la population <input type="checkbox"/> Panique et fuite dès sensation d'approche de menace <input type="checkbox"/> Population déjà terrorisée, mal informée et désorganisée <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) : _____	

I.4. Quels rôles les autorités doivent-elles jouer selon vous face à une situation d'urgence ?	<input type="checkbox"/> Accueillir la population déplacée <input type="checkbox"/> Mise à disposition d'équipements d'urgence <input type="checkbox"/> Secourir les malades et blessés <input type="checkbox"/> Sécuriser la zone d'accueil <input type="checkbox"/> prise en charge immédiate des personnes déplacées <input type="checkbox"/> Relocaliser les déplacés	
I.5. Quels rôles la communauté locale doit-elle jouer face à une situation d'urgence ?	<input type="checkbox"/> Accueillir la population déplacée <input type="checkbox"/> Informer rapidement les autorités locales <input type="checkbox"/> Coordonner avec l'autorité sur place pour faciliter la prise en charge des personnes déplacées <input type="checkbox"/> Rester vigilant <input type="checkbox"/> Respecter et suivre les dispositions prises par l'autorité présente	
I.6. Comment la communauté locale et les autorités peuvent-elles communiquer pour une gestion efficace des frontières ?		
I.7. Comment prévenir une situation d'urgence avec la communauté locale ?	<input type="checkbox"/> Permettre, favoriser et amener la population locale à jouer le rôle de comité de vigilance <input type="checkbox"/> Renforcer les capacités de transmission d'information de la communauté locale vers les autorités <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
I - OUALAM ET AYOROU UNIQUEMENT – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE PASSÉS		
I.8. Qu'avez-vous fait face aux déplacements massifs d'une tierce population suite à la crise malienne ?	<input type="checkbox"/> Vous avez aussitôt pris la fuite suite à la panique <input type="checkbox"/> Vous êtes resté sur place tout en étant vigilant <input type="checkbox"/> Vous avez cherché à aider les autorités <input type="checkbox"/> Vous n'avez rien fait du tout <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
I.9. Quel a été également la réaction de la communauté locale face à cette même crise ?	<input type="checkbox"/> Elle a aussitôt pris la fuite suite à la panique <input type="checkbox"/> Elle est restée sur place tout en étant vigilante <input type="checkbox"/> Elle a cherché à aider les autorités <input type="checkbox"/> Elle n'a rien fait du tout <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
I.10. Quelles ont été les recommandations des leaders communautaires présents à la frontière concernant la présente crise ?	<input type="checkbox"/> Ils ont aussitôt pris la fuite suite à la panique <input type="checkbox"/> Ils sont restés sur place tout en étant vigilant <input type="checkbox"/> Ils ont cherché à aider les autorités <input type="checkbox"/> Ils n'ont rien fait du tout <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
I.11. Quels sont les dispositions qui ont été prises dans l'immédiat par les acteurs en charge de la gestion de la frontière ?		
I.12. La population avait-elle été immédiatement informée de la situation ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

ANNEXE 2 : RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

EXPLOITATION DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE

1. Profil des répondants :

Tableau A : Répartition des répondants par département et commune

Département/Commune	Effectif	%
Ayorou	834	11,5
Ayorou	834	11,5
Banibangou	870	12,0
Banibangou	870	12,0
Bankilaré	1 817	25,0
Bankilaré	1 817	25,0
Ouallam	579	8,0
Tondikiwindi	579	8,0
Téra	907	12,5
Gorouol	585	8,0
Téra	322	4,4
Torodi	2 268	31,2
Makolondi	1 426	19,6
Torodi	842	11,6
Total général	7 275	100,0

Tableau B1 : Répartition des répondants par sexe

Sexe	Effectif	%
Féminin	1 698	23,3
Masculin	5 577	76,7
Total général	7 275	100,0

Tableau B2a : Répartition des répondants par nationalité d'origine

Nationalité	Effectif	%
Nigérienne	6 997	96,2
Burkinabais	182	2,5
Malienne	80	1,1
Algérienne	7	0,1
Nigériane	6	0,1
Autres nationalités	3	0,0
Total général	7 275	100,0

Tableau B2b : Répartition des répondants par ethnie

Ethnie	Effectif	%
Djerma/Sonrai	3 175	43,6
Peulh	1 422	19,5
Touareg	1 244	17,1
Gourmantché	1 181	16,2
Haoussa	199	2,7
Mossi	44	0,6
Autres ethnies	10	0,1
Total général	7 275	100,0

Tableau B3 : Répartition des répondants par groupe d'âge

Groupe d'âge	Effectif	%
18-25 ans	840	11,5
26-40 ans	3 306	45,4
41-60 ans	2 569	35,3
61-80 ans	560	7,7
Total général	7 275	100,0

Tableau B4 : Répartition des répondants par activité économique principalement exercée

Activité professionnelle	Effectif	%
Agriculture	4 696	64,5
Femme au foyer	961	13,2
Commerce	547	7,5
Élevage	490	6,7
Artisanat	218	3,0
Travailleur à la tâche	167	2,3
Administration	104	1,4
Sans emploi	40	0,5
Leader traditionnel/religieux	32	0,4
Élève/étudiant	20	0,3
Total général	7 275	100,0

2. Perceptions des communautés locales sur la gestion de la frontière:

Tableau C1 : Répartition des répondants par utilité de la frontière

Utilité de la frontière	Effectif	%
Délimiter la séparation entre deux États	6 410	88,1
Assurer la sécurité des populations	2 374	32,6
Permettre aux autorités de surveiller les entrées et les sorties	1 718	23,6
Ne sait pas	267	3,7
Autres utilités	8	0,1

Tableau C2 : Répartition des répondants par connaissance de la situation géographique de la frontière

Emplacement de la frontière	Effectif	%
Ne connaissent pas l'emplacement	2 492	34,3
Connaissent bien l'emplacement	4 783	65,7
Total général	7 275	100,0

Tableau C2 bis : Répartition des répondants par connaissance de la situation géographique de la frontière selon les départements/communes

Département/Commune	Connait		Ne connait pas		Total
	Effectif	%	Effectif	%	
Ayorou	786	94,2	48	5,8	834
Banibangou	731	84,0	139	16,0	870
Bankilaré	690	38,0	1 127	62,0	1 817
Ouallam	378	65,3	201	34,7	579
Téra	671	74,0	236	26,0	907
Torodi	1 527	67,3	741	32,7	2 268
Total général	4 783	65,7	2 492	34,3	7 389

Tableau C3 et C4 : Répartition des répondants par traversée de la frontière selon les moments

Traversée de la frontière	Effectif	%
Traversée de la frontière par le passé		
N'a pas traversé la frontière	803	11,0
A traversé la frontière	6 472	89,0
Traversée la frontière au moment de l'enquête		
Ne traverse pas la frontière	1 915	26,3
Continue de traverser la frontière	5 360	73,7
Total général	7 275	100,0

Tableau C5 : Répartition des répondants par fréquence de traversée de la frontière

Fréquence de la traversée de la frontière maintenant	Effectif	%
Autres fréquences de traversée	35	1,2
Plusieurs fois par jour	46	1,6
Chaque jour	193	6,6
Deux à trois fois par semaine	472	16,2
Une fois par an	493	16,9
Une fois par mois	540	18,5
Une fois par semaine	1 138	39,0
Total général	2 917	100,0

Tableau C6 : Répartition des répondants par raisons de traversée de la frontière (selon la période)

Traversée de la frontière	Avant		Maintenant	
	Effectif	%	Effectif	%
Familiale	3 437	47,2	2 941	40,4
Économique	3 977	54,7	3 254	44,7
Commerciale	1 679	23,1	1 311	18,0
Études/apprentissage/transhumance	271	3,7	359	4,9

Tableau C7 : Répartition des répondants par connaissance des FDS présentes à la frontière

FDS présentes à la frontière	Effectif	%
Ne connaît pas	2 345	32,23
Connait	4 930	67,77
Total général	7 275	100,0

Tableau C8 : Répartition des répondants par connaissance des types acteurs présents à la frontière

Connaissance des FDS présentes à la frontière	Effectif	%
Forestiers/FDS Burkinabé	364	7,4
Douaniers	1 479	30,0
Garde nationale	1 535	31,1
Militaires	1 925	39,0
Gendarmes	2 662	54,0
Policiers	2 912	59,1

3. Risques sécuritaires à la frontière :

Tableau D1a : Répartition des répondants par connaissance des nationalités des personnes qui empruntent le passage de la frontière

Nationalités des passants à la frontière	Effectif	%
Ne sait pas	234	3,2
Algériens	325	4,5
Migrants d'Afrique de l'ouest	1 865	25,6
Maliens	2 877	39,5
Burkinabais	4 349	59,8
Nigériens d'autres régions	5 170	71,1
Nigériens du village/hameau voisin	6 118	84,1

Tableau D1b : Répartition des répondants par connaissance des catégories des personnes qui empruntent le passage de la frontière

Catégories des personnes qui empruntent la frontière	Effectif	%
Familles	3 642	50,1
Réfugiés	1 216	16,7
Migrants	3 801	52,2
Commerçants	6 200	85,2
Ne sait pas	287	3,9
Orpailleurs	18	0,2
Transhumants	44	0,6

Tableau D2 : Répartition des répondants par avis sur les points de passage à la frontière empruntés pour des activités criminelles

Points de passage à la frontière sont empruntés pour des actes interdits	Effectif	%
Oui	4 199	57,7
Non	902	12,4
Ne sait pas	2174	29,9
Total général	7 275	100,0

Tableau D3 : Répartition des répondants par types de problèmes sécuritaires auxquels les communautés locales sont confrontées au niveau de la frontière

Types d'actes illégaux vécus par les communautés	Effectif	%
Incertitude/frontière pas matérialisée	9	0,1
Contrôle illégal/amende injustifiée	44	0,6
Aucun problème sécuritaire	1 097	15,1
Incursions de groupes armés/terroristes	1 139	15,7
Contrebande (pâtes alimentaires, riz, etc.)	1 239	17,0
Trafics (drogues, armes, etc.)	1 535	21,1
Vol de bétail	4 676	64,3
Attaques de bandits armés	4 934	67,8

Tableau D4 : Répartition des répondants par localité affectée au moins une fois par un problème d'insécurité frontalière

Localités affectées par un problème d'insécurité frontalière	Effectif	%
Affectée une fois au moins	3 056	42,0
Jamais affectée	4 219	58,0
Total général	7 275	100,0

Tableau D5 : Répartition des répondants par connaissance des mesures prises pour sécuriser la frontière

Mesures prises pour la sécurisation des frontières	Effectif	%
Ne sait pas	100	1,4
Aucune mesure sécuritaire prise	138	1,9
Mise en place de comité de vigilance	328	4,5
Fouille	579	8,0
Renseignements/Informateurs	2 525	34,7
Aucune	4 620	63,5
Ne sait pas	5 801	79,7

Tableau D6 : Répartition des répondants par jugement des mesures prises pour sécuriser la zone frontalière

Appréciation des mesures prises pour la sécurisation des frontières	Effectif	%
Très suffisantes	1 079	14,8
Assez suffisantes	4 313	59,3
Insuffisantes	1 883	25,9
Total général	7 275	100,0

Tableau D7 : Répartition des répondants par risques pouvant émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité de la frontière

Risques émanant de la mauvaise gestion des frontières	Effectif	%
Incertitude/manque d'informations/confiance	21	0,3
Conflit d'intérêt inter-communautés	33	0,5
Ne sait pas	331	4,5
Épidémies	2 142	29,4
Recrutement des jeunes par des groupes armés	2 215	30,4
Trafics illicites	3 366	46,3
Incursions terroristes/groupes armés	3 667	50,4
Banditisme	6 444	88,6

4. Perception des communautés locales sur le terrorisme

Tableau E1a : Répartition des répondants par connaissance du terrorisme

Entendu parler du terrorisme	Effectif	%
Non	250	3,4
Oui	7 025	96,6
Total général	7 275	100,0

Tableau E1a bis : Répartition des répondants par connaissance du terrorisme par département

Département/Commune	Effectif	%
Ayorou	808	96,9
Banibangou	847	97,4
Bankilaré	1 672	92,0
Ouallam	578	99,8
Téra	887	97,8
Torodi	2 233	98,5

Tableau E1b : Répartition des répondants par définition du terrorisme

Définition du terrorisme par les communautés	Effectif	%
Ne peut pas définir exactement	175	2,4
Jamais entendu parler du terrorisme	250	3,4
Opposition aux autorités/rébellion/criminalité	550	7,6
Attaques à mains armées sur les populations/FDS	985	13,5
Agissement de bandits armés (pillage, embuscade, tuerie)	1 654	22,7
Actes d'extrémisme religieux violent (terreur djihadiste)	1 768	24,3
Attentats/assassinats/enlèvements/intimidation	1 893	26,0
Total général	7 275	100,0

Tableau E2 : Répartition des répondants par types d'activités terroristes connus

Activités terroristes connues	Effectif	%
Ne sait pas	324	4,5
Enlèvements	1 762	24,2
Intimidation et menaces	2 080	28,6
Assassinats de civils	4 550	62,5
Attaques sur les FDS	6 689	91,9

Tableau E2 bis : Répartition des répondants par type d'activités terroristes connus selon les départements de résidence

Activités terroristes connues	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Attaques sur les FDS	93,8 %	99,4 %	91,1 %	88,3 %	97,5 %	87,8 %
Assassinats de civils	60,0 %	74,9 %	64,8 %	30,1 %	40,8 %	73,9 %
Enlèvements	35,1 %	9,3 %	20,6 %	15,2 %	34,8 %	26,9 %
Intimidation et menaces	54,8 %	44,7 %	14,0 %	39,2 %	14,7 %	27,3 %
Ne sait pas	2,6 %	0,3 %	6,9 %	11,2 %	2,3 %	3,8 %

Tableau E3a : Répartition des répondants par raisons qui poussent vers le phénomène terroriste

Raisons qui poussent vers le terrorisme	Effectif	%
Autres causes du terrorisme	253	3,5
Motivations ethniques ou familiales	1 045	14,4
Ne sait pas	1 056	14,5
Adhésion à l'idéologie	1 931	26,5
Colère et frustration	2 133	29,3
Opposition aux autorités	2 297	31,6
Pauvreté	2 979	40,9
Manque d'occupation	3 475	47,8

Tableau E3b (autres) : Répartition des répondants par autres raisons qui poussent vers le phénomène terroriste

Autres raisons qui poussent vers le terrorisme	Effectif	%
Addiction à la drogue/alcoolisme	133	1,83
Extrémisme religieux	103	1,42
Prolifération des armes à feu	17	0,22
Total général	253	100,0

Tableau E3c : Répartition des répondants par raisons qui poussent vers le phénomène terroriste (selon les tranches d'âge)

Raisons qui poussent vers le terrorisme	18-25 ans	26-40 ans	41-60 ans	61-80 ans	Total
Pauvreté	40,0 %	41,0 %	41,8 %	37,7 %	40,9 %
Manque d'occupation	50,1 %	48,1 %	47,2 %	44,6 %	47,8 %
Adhésion à l'idéologie	17,5 %	26,4 %	30,2 %	24,1 %	26,5 %
Motivations ethniques ou familiales	7,0 %	13,6 %	18,1 %	12,5 %	14,4 %
Opposition aux autorités	26,0 %	32,7 %	33,2 %	25,7 %	31,6 %
Colère et frustration	23,3 %	30,4 %	31,3 %	23,0 %	29,3 %
Ne sait pas	17,6 %	13,7 %	13,4 %	20,0 %	14,5 %
Autres raisons	2,9 %	3,7 %	3,5 %	3,2 %	3,5 %

Tableau E3c bis : Répartition des répondants par raisons qui poussent vers le phénomène terroriste selon les départements

Raisons qui poussent vers le terrorisme	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Pauvreté	53,5 %	70,8 %	39,0 %	11,9 %	23,2 %	41,0 %
Manque d'occupation	61,3 %	74,3 %	36,4 %	32,5 %	41,5 %	48,1 %
Adhésion à l'idéologie	22,2 %	36,7 %	39,9 %	2,6 %	21,4 %	21,7 %
Motivations ethniques ou familiales	24,0 %	25,5 %	26,3 %	0,5 %	2,4 %	5,3 %
Opposition aux autorités	28,2 %	41,5 %	28,9 %	50,9 %	28,6 %	27,4 %
Colère et frustration	36,9 %	41,4 %	37,8 %	0,7 %	21,5 %	25,5 %
Ne sait pas	3,6 %	1,4 %	13,6 %	42,8 %	27,8 %	11,8 %
Autres raisons	4,3 %	2,0 %	0,3 %	0,0 %	7,2 %	5,8 %

Tableau E4a : Répartition des répondants par avis sur l'exposition de leur communauté au terrorisme

Exposition au terrorisme	Effectif	%
À l'abri du terrorisme	2 635	36,2
Exposée au terrorisme	4 640	63,8
Total général	7 275	100,0

Tableau E4b – (Oui) : Répartition des répondants par raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme

Raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme	Effectif	%
Conviction personnelle suite à la situation socioéconomique/géographique	186	7,0
Mesures sécuritaire prises par les autorités (présence des FDS)	835	31,6
Mobilisation/vigilance communautaire	146	5,5
Protection divine/invocations collectives	1 049	39,7
Zone paisible jamais touchée par le phénomène	429	16,2
Total général	2 645	100,0

Tableau E4b bis – (Oui) : Répartition des répondants par raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme (selon les départements)

Raisons pour lesquelles la communauté est à l'abri du terrorisme	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Conviction personnelle suite à la situation socioéconomique/géographique	22,2 %	27,2 %	2,2 %	0,0 %	0,8 %	5,4 %
Mesures sécuritaire prises par les autorités (présence des FDS)	44,4 %	59,7 %	42,6 %	0,4 %	35,7 %	18,7 %
Mobilisation/vigilance communautaire	16,7 %	0,4 %	3,5 %	0,4 %	3,0 %	21,4 %
Protection divine/invocations collectives	3,7 %	6,2 %	24,5 %	99,3 %	47,8 %	17,3 %
Zone paisible jamais touchée par le phénomène	13,0 %	6,5 %	27,2 %	0,0 %	12,7 %	37,2 %

Tableau E4c – (Non) : Répartition des répondants par raisons pour lesquelles la communauté n'est pas à l'abri du terrorisme

Raisons pour lesquelles la communauté n'est pas à l'abri du terrorisme	Effectif	%
Banditisme résiduel/attaques-menaces terroristes vécue ou alentour	1 252	27,0
Conviction personnelle suite à la situation qui prévaut	2 151	46,5
Faible engagement, implication, mobilisation communautaire	18	0,4
Manque d'occupation/pauvreté/attirance pour le fondamentalisme	60	1,3
Mauvaise gestion de la sécurisation des lieux par les autorités	332	7,2
Porosité et sécurité insuffisante aux frontières	685	14,8
Zone très vulnérable/pas sécurisée par les autorités	132	2,9
Total général	4 630	100,0

Tableau E4c bis – (Non) : Répartition des répondants par raisons pour lesquelles la communauté n'est pas à l'abri du terrorisme (selon les départements)

Raisons pour lesquelles la communauté n'est pas à l'abri du terrorisme	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Banditisme résiduel/attaques-menaces terroristes vécue ou alentour	10,1 %	9,5 %	11,3 %	0,0 %	43,5 %	44,0 %
Conviction personnelle suite à la situation qui prévaut	28,2 %	63,4 %	74,6 %	54,5 %	42,4 %	32,7 %
Faible engagement, implication, mobilisation communautaire	0,1 %	0,5 %	0,4 %	0,0 %	0,2 %	0,5 %
Manque d'occupation, pauvreté, attirance pour le fondamentalisme	0,7 %	7,6 %	0,9 %	0,0 %	0,5 %	0,5 %
Mauvaise gestion de la sécurisation des lieux par les autorités	25,9 %	9,5 %	2,6 %	0,0 %	6,0 %	2,5 %
Porosité et sécurité insuffisante aux frontières	27,8 %	7,4 %	7,7 %	45,5 %	6,9 %	17,6 %
Zone très vulnérable/pas sécurisée par les autorités	7,2 %	2,1 %	2,5 %	0,0 %	0,5 %	2,2 %

Tableau E5 : Répartition des répondants par avis sur la source du terrorisme

Terrorisme intérieur/extérieur	Effectif	%
De l'intérieur du Niger	109	1,5
De l'extérieur du Niger	2 333	32,1
Les deux	3 714	51,1
Ne sait pas	1 119	15,4
Total général	7 275	100,0

Tableau E6 : Répartition des répondants par évolution de la menace terroriste

Évolution de la menace terroriste	Effectif	%
En voie d'extinction	1 410	19,4
Stable	3 346	46,0
En augmentation	2 519	34,6
Total général	7 275	100,0

Tableau E6 bis : Répartition des répondants par évolution de la menace terroriste (selon les départements)

Évolution de la menace terroriste	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
En voie d'extinction	5,4 %	24,1 %	24,1 %	0,2 %	29,2 %	19,9 %
Stable	37,6 %	68,4 %	54,5 %	59,6 %	35,2 %	34,5 %
En augmentation	57,0 %	7,5 %	21,5 %	40,2 %	35,6 %	45,5 %

Tableau E7 : Répartition des répondants par action préconisée pour prévenir les menaces terroristes

Actions des communautés pour empêcher le terrorisme	Effectif	%
Ne sait pas	42	0,6
Rien	94	1,3
Appuyer les comités de prévention mis en place	120	1,6
Invocation religieuse	122	1,7
Instaurer un cadre collaboratif FDS/communautés	165	2,3
Constituer des comités de prévention communautaire	3 116	42,8
Sensibiliser les jeunes	4 389	60,3
Proposer des activités économiques aux jeunes	4 774	65,6
Impliquer les leaders communautaires (chefs de villages, imams, etc.)	4 888	67,2

Tableau E7 bis : Répartition des répondants par action préconisée pour prévenir les menaces terroristes (selon les départements de résidence)

Actions des communautés pour empêcher le terrorisme	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Sensibiliser les jeunes	48,1 %	54,9 %	57,3 %	54,6 %	94,3 %	57,2 %
Proposer des activités économiques aux jeunes	62,9 %	90,8 %	64,5 %	66,5 %	68,7 %	56,4 %
Impliquer les leaders communautaires (chefs de villages, imams, etc.)	63,2 %	57,5 %	61,0 %	92,7 %	75,7 %	67,4 %
Constituer des comités de prévention communautaire	27,2 %	61,0 %	24,9 %	20,6 %	54,1 %	57,1 %
Rien/aucune action	5,2 %	0,9 %	0,8 %	0,3 %	0,3 %	1,1 %
Autres actions	2,9 %	2,1 %	4,3 %	0,5 %	9,6 %	10,5 %

Tableau E8 : Répartition des répondants par types d'appuis aux autorités pour lutter efficacement contre le terroriste

Appuis de la communauté à la lutte contre le terrorisme	Effectif	%
Rien	88	1,2
Autre activités	188	2,6
Se défendre soi-même par les armes	769	10,6
Alerter les autorités en cas de problème	7 053	96,9

Tableau E8 bis : Répartition des répondants par types d'appuis aux autorités pour lutter efficacement contre le terroriste (selon les départements de résidence)

Appuis de la communauté à la lutte contre le terrorisme	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Alerter les autorités en cas de problème	99,5 %	99,8 %	98,8 %	98,3 %	99,7 %	92,0 %
Se défendre soi-même par les armes	1,4 %	9,3 %	20,3 %	0,3 %	1,5 %	12,9 %
Rien	0,2 %	0,1 %	0,6 %	1,2 %	0,2 %	2,9 %
Autre activités	0,8 %	0,7 %	0,4 %	0,5 %	2,5 %	6,2 %

5. Efficacité de la gestion des frontières

Tableau F1 : Répartition des répondants par signification donnée à l'idée « d'assurer la sécurité au niveau de la frontière »

Signification « d'assurer la sécurité au niveau de la frontière »	Effectif	%
Assurer la présence des forces de défense et de sécurité	1 445	19,9
Assurer la sécurité/protection des personnes et des biens à la frontière	419	5,8
Contrôler et assurer la libre circulation/migration des personnes et des biens	2 788	38,3
Disposer d'un cadre de concertation/partage et d'action communautaire de sécurité	391	5,4
Matérialiser les limites géographiques des pays et mieux les contrôler	944	13,0
Sans avis	156	2,1
Veiller à la protection et au bien-être des communautés du pays	1 132	15,6
Total général	7 275	100,0

Tableau F1 bis : Répartition des répondants par signification donnée à l'idée « d'assurer la sécurité au niveau de la frontière » (selon des départements)

Signification « d'assurer la sécurité au niveau de la frontière »	Ayérou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Assurer la présence des forces de défense et de sécurité	42,9	0,8	3,0	0,5	29,1	33,5
Assurer la sécurité/protection des personnes et des biens à la frontière	0,4	2,2	14,4	0,7	3,0	4,6
Contrôler et assurer la libre circulation/migration des personnes et des biens	40,5	38,9	33,9	90,5	29,2	31,2
Disposer d'un cadre de concertation/partage et d'action communautaire de sécurité	1,3	2,6	7,6	1,2	9,2	5,7
Matérialiser les limites géographiques des pays et mieux les contrôler	7,9	10,2	17,5	2,1	10,4	16,1
Sans avis	1,8	0,1	1,5	0,0	3,2	3,7
Veiller à la protection et au bien-être des communautés du pays	5,2	45,2	22,1	5,0	16,0	5,3

Tableau F2 : Répartition des répondants par observation de passage de patrouille le long de la frontière

Passage de patrouille le long de la frontière	Effectif	%
Non	3 035	41,7
Oui	4 240	58,3
Total général	7 275	100,0

Tableau F2 bis - département : Répartition des répondants par observation de passage de patrouille le long de la frontière (selon les départements)

Passage de patrouille le long de la frontière	Non		Oui		Total/Commune	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Ayrou	84	10,1	750	89,9	834	100,0
Banibangou	136	15,6	734	84,4	870	100,0
Bankilaré	947	52,1	870	47,9	1 817	100,0
Ouallam	570	98,4	9	1,6	579	100,0
Téra	332	36,6	575	63,4	907	100,0
Torodi	966	42,6	1302	57,4	2 268	100,0
Total général	3 035	41,7	4240	58,3	7 275	100,0

Tableau F3 : Répartition des répondants par observation de passage de patrouille au niveau de la localité

Passage de patrouille dans le village	Effectif	%
Oui	6 217	85,5
Non	1 058	14,5
Total général	7 275	100,0

Tableau F3 bis : Répartition des répondants par observation de passage de patrouille au niveau de la localité (selon les départements)

Passage de patrouille dans le village	Non		Oui		Total/Commune	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Ayrou	38	4,6	796	95,4	834	100,0
Banibangou	61	7,0	809	93,0	870	100,0
Bankilaré	110	6,1	1 707	93,9	1 817	100,0
Ouallam	81	14,0	498	86,0	579	100,0
Téra	101	11,1	806	88,9	907	100,0
Torodi	667	29,4	1 601	70,6	2 268	100,0
Total général	1 058	14,5	6 217	85,5	7 275	100,0

Tableau F4 : Répartition des répondants par avis sur le niveau de sécurité dans la localité

Niveau de sécurité dans la zone	Pas de passage de patrouille		Passage de patrouille	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Bon	218	20,6	1 981	31,9
Moyen	396	37,4	2 409	38,7
Insuffisant	401	37,9	1 626	26,2
Pas de sécurité du tout	43	4,1	201	3,2
Total général	1 058	14,5	6 217	85,5

Tableau F5 : Répartition des répondants par types de responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières connus

Responsables locaux de la gestion des frontières	Effectif	%
Sultan	88	1,2
Gouverneur	1 222	16,8
Douanier	1 324	18,2
Chef de groupement/canton	2 097	28,8
Préfet	2 333	32,1

Responsables locaux de la gestion des frontières	Effectif	%
Policier	2 801	38,5
L'armée	3 027	41,6
Maire	3 315	45,6
Gendarme	3 573	49,1
Chef de village	4 846	66,6

Tableau F6 : Répartition des répondants par avis sur l'efficacité de ces services/autorités dans la gestion de la sécurité à la frontière

Efficacité de ces services/autorités dans la gestion de la sécurité	Effectif	%
Très satisfaisant	961	13,2
Satisfaisant	2 705	37,2
Assez satisfaisant	1 831	25,2
Peu satisfaisant	1 385	19,0
Insatisfaisant	393	5,4
Total général	7 275	100,0

Tableau F7 : Répartition des répondants par avis sur la capacité des autorités locales (maire, préfet, chef de village, FDS) à assurer seules la sécurité de la frontière sans l'appui des communautés locales

Garantie de la sécurité par les autorités seules	Effectif	%
Non	6 648	91,4
Oui	627	8,6
Total général	7 275	100,0

Tableau F8 : Répartition des répondants par avis sur la qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière

Qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière	Effectif	%
Très bonne	1 262	17,3
Bonne	4 770	65,6
Neutre	880	12,1
Mauvaise	356	4,9
Ne sait pas	7	0,1
Total général	7 275	100,0

Tableau F8 bis : Répartition des répondants par avis sur la qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière (selon les départements)

Qualité des rapports entre la communauté et les agents chargés de la sécurité à la frontière	Très bonne	Bonne	Neutre	Mauvaise	Ne sait pas
Ayorou	2,9 %	87,9 %	7,2 %	2,0 %	0,0 %
Banibangou	24,8 %	46,0 %	16,0 %	13,2 %	0,0 %
Bankilaré	34,7 %	55,4 %	9,4 %	0,4 %	0,1 %
Ouallam	0,2 %	97,2 %	0,0 %	2,4 %	0,2 %
Téra	37,3 %	53,4 %	9,0 %	0,2 %	0,1 %
Torodi	2,3 %	69,8 %	18,9 %	8,8 %	0,2 %

Tableau F9 : Répartition des répondants par connaissance sur la survenance de désaccord entre les communautés locales et les responsables de la sécurité à la frontière

Survenance de dispute avec les responsables de la sécurité	Effectif	%
Non	6 026	82,8
Oui	1 249	17,2
Total général	7 275	100,0

Tableau F10 : Répartition des répondants par avis sur les fréquences des disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière

Fréquence des disputes entre communauté et autorités	Effectif	%
Très souvent	197	15,8
Pas très souvent	258	20,7
Rarement	794	63,6
Total général	1 249	100,0

Tableau F10 bis : Répartition des répondants par avis sur les fréquences des disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière (selon les départements)

Fréquence des disputes entre communauté et autorités	Très souvent	Pas très souvent	Rarement
Ayorou	19,2 %	1,9 %	78,8 %
Banibangou	18,9 %	36,4 %	44,7 %
Bankilaré	10,5 %	9,6 %	79,9 %
Ouallam	5,0 %	32,9 %	62,1 %
Téra	51,1 %	8,9 %	40,0 %
Torodi	16,1 %	16,9 %	67,1 %
Total général	15,8 %	20,7 %	63,6 %

Tableau F11 : Répartition des répondants par avis sur les raisons qui ont provoqué les disputes entre communauté et autorités en charge de la sécurisation de la frontière (selon les départements)

Motifs des disputes avec les autorités chargées de la sécurité	Effectif	%
Amendes	675	54,0
Ralentissement du passage	137	11,0
Interdiction du passage	102	8,2
Arrestation	112	9,0
Tracasseries	210	16,8
Manque de coopération/collaboration	9	0,1
Ne sait pas	4	0,1
Total général	1 249	100,0

Tableau F12a : Répartition des répondants par connaissance de l'organisation de rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière

Organisation de rencontre sur la sécurité de la frontière	Effectif	%
Non	4 444	61,1
Oui	2 831	38,9
Total général	7 275	100,0

Tableau F12a bis : Répartition des répondants par connaissance de l'organisation des rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière (selon les départements de résidence)

Département/Commune	Non		Oui	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Ayorou	369	44,2	465	55,8
Banibangou	150	17,2	720	82,8
Bankilaré	1226	67,5	591	32,5
Ouallam	377	65,1	202	34,9
Téra	483	53,3	424	46,7
Torodi	1839	81,1	429	18,9

Tableau F12b : Répartition des répondants par connaissance de l'organisation de rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière

Types de rencontres organisées par les autorités	Effectif	%
Renforcement de capacité	1 539	54,4
Formation	1 086	38,4
Sensibilisation	2 636	93,1
Mise en place de comités de prévention	713	25,2
Ne sait pas	22	0,8

Tableau F12b bis : Répartition des répondants par connaissance de l'organisation de rencontres par les autorités avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière (selon les départements)

Types de rencontres organisées par les autorités	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Renforcement de capacité	25,6 %	92,8 %	34,9 %	28,2 %	75,0 %	39,9 %
Formation	17,8 %	50,6 %	56,0 %	74,3 %	6,6 %	30,3 %
Sensibilisation	97,2 %	94,0 %	97,1 %	97,0 %	90,3 %	82,5 %
Mise en place comités de prévention	21,1 %	26,7 %	3,7 %	44,1 %	21,9 %	51,0 %

Tableau F13 : Répartition des répondants par jugement de l'implication des autorités vis à vis de leur communauté sur la sécurité de la frontière

Jugement de l'implication des autorités	Effectif	%
Très satisfaisante	770	10,6
Satisfaisante	3 808	52,3
Faible	2 333	32,1
Assez faible	364	5,0
Total général	7 275	100,0

Tableau F13 bis : Répartition des répondants par jugement de l'implication des autorités vis à vis de leur communauté sur la sécurité de la frontière (selon les départements)

Appréciation de l'implication des autorités	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Très satisfaisante	1,4 %	4,9 %	21,6 %	0,2 %	28,8 %	2,7 %
Satisfaisante	68,9 %	53,2 %	60,4 %	52,0 %	65,6 %	34,2 %
Faible	23,1 %	36,4 %	16,3 %	47,2 %	5,6 %	53,0 %
Assez faible	6,5 %	5,4 %	1,7 %	0,7 %	0,0 %	10,1 %

Tableau F14 : Répartition des répondants par propositions des facteurs à améliorer pour une bonne relation

Propositions des facteurs à améliorer pour une bonne relation	Effectif	%
Activités de relèvement et de formation des jeunes aux métiers	138	1,9
Activités de sensibilisation/plaidoyer (caravane, fora, inclusion sociale, etc.)	2 155	29,6
Cadre de concertation/cohésion entre autorités et communautés	2 801	38,5
Capacités de contrôle/surveillance et d'intervention en cas de sollicitation	484	6,7
Capacités opérationnelles des comités de prévention mis en place	1 119	15,4
Sans avis	177	2,4
Supports et stratégie de communication pour l'adhésion communautaires	401	5,5
Total général	7 275	100,0

Tableau F14 bis : Répartition des répondants par propositions des facteurs à améliorer pour une bonne relation (selon les départements)

Propositions des facteurs à améliorer pour une bonne relation	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Activités de relèvement et de formation des jeunes aux métiers	2,2 %	3,9 %	3,2 %	1,0 %	0,8 %	0,7 %
Activités de sensibilisation/plaidoyer (Caravane, Fora, Inclusion sociale, etc.)	19,1 %	37,9 %	28,8 %	78,2 %	21,8 %	21,6 %
Cadre de concertation/cohésion entre autorités et communautés	33,1 %	12,1 %	41,8 %	15,9 %	42,7 %	52,1 %
Capacités de contrôle/surveillance et d'intervention en cas de sollicitation	31,3 %	1,4 %	4,6 %	0,0 %	11,0 %	1,2 %
Capacités opérationnelles des comités de prévention mis en place	11,3 %	37,5 %	6,5 %	4,7 %	19,4 %	16,6 %
Sans avis	2,2 %	0,2 %	2,4 %	0,0 %	1,8 %	4,3 %
Supports et stratégie de communication pour l'adhésion communautaires	1,0 %	7,0 %	12,7 %	0,2 %	2,5 %	3,4 %

6. Communication entre autorités et communautés sur la sécurité à la frontière

Tableau H1a : Répartition des répondants par avis sur l'existence d'une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière

Existence de personne intermédiaire	Effectif	%
Non	1 004	13,8
Oui	6 271	86,2
Total général	7 275	100,0

Tableau H1b : Répartition des répondants par connaissance des profils des personnes intermédiaires entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière

Profils des personnes intermédiaires avec les autorités	Effectif	%
Agents d'actions communautaires	36	0,6
Chefs de groupements/tribus	233	3,7
Chefs de village/quartier/représentant	4 722	75,3
Comité de vigilance	168	2,7
Élus locaux	294	4,7
Leaders religieux (imam/marabout)	133	2,1
Personnes ressources/déléguées	685	10,9
Total général	6 271	100,0

Tableau H1c : Répartition des répondants par connaissance des profils des personnes intermédiaires entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière selon les départements

Profils des personnes intermédiaires avec les autorités	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Agents d'actions communautaires	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	2,0 %
Chefs de groupements/tribus	0,0 %	0,0 %	14,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Chefs de village/quartier/représentant	66,7 %	80,1 %	76,9 %	98,2 %	67,6 %	71,1 %
Comité de vigilance	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	9,7 %
Élus locaux	0,4 %	3,7 %	5,5 %	0,7 %	0,5 %	9,3 %
Leaders religieux (imam/marabout)	0,0 %	13,4 %	1,2 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %
Personnes ressources/déléguées	32,9 %	2,9 %	2,1 %	1,1 %	31,8 %	7,8 %

Tableau H2 : Répartition des répondants par moyens de communication utilisés par la population pour contacter la personne intermédiaire

Moyens de communication utilisés par la population	Effectif	%
Thuraya	14	0,2
Crieurs publics/Bouche à oreille	49	0,8
Radio	185	3,0
Assemblée du village	1 295	20,7
Rencontre en face à face	2 996	47,8
Téléphone	5 288	84,3

Tableau H2 bis : Répartition des répondants par moyens de communication utilisés par la population pour contacter la personne intermédiaire selon les départements

Moyens de communication utilisés par la population	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Téléphone	99,1 %	96,5 %	83,3 %	98,4 %	95,8 %	63,4 %
Thuraya	0,9 %	0,1 %	0,2 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %
Radio	0,6 %	2,1 %	0,1 %	0,2 %	0,4 %	9,1 %
Rencontre en face à face	8,5 %	53,6 %	42,4 %	34,3 %	66,6 %	61,4 %

Moyens de communication utilisés par la population	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Assemblée du village	13,4 %	25,1 %	7,8 %	32,3 %	23,7 %	28,5 %
Crieurs publiques/Bouche à oreille	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %	0,1 %	2,7 %

Tableau H3 : Répartition des répondants par avis sur les mesures les plus adaptées pour permettre une communication efficace entre communautés et autorités au sujet de la sécurité de la frontière

Mécanisme d'alerte en cas de problème	Effectif	%
Ne sait pas	26	0,4
Visites régulières des autorités au village	2 433	33,4
Comité local d'information	3 707	51,0
Cadre de concertation entre autorités et communautés	4 021	55,3
Échange de contacts téléphoniques	6 155	84,6

Tableau H3 bis : Répartition des répondants par avis sur les mesures les plus adaptées pour permettre une communication efficace entre communautés et autorités au sujet de la sécurité de la frontière (selon les départements)

Mécanisme d'alerte en cas de problème	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Cadre de concertation entre autorités et communautés	43,0 %	39,7 %	52,9 %	81,9 %	91,3 %	46,5 %
Échange de contacts téléphoniques	81,7 %	95,9 %	82,9 %	94,0 %	92,5 %	77,2 %
Comité local d'information	31,9 %	46,3 %	34,3 %	53,9 %	72,9 %	63,5 %
Visites régulières des autorités au village	47,6 %	28,3 %	28,2 %	40,6 %	49,5 %	26,2 %
Ne sait pas	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,7 %	0,0 %	1,0 %

Tableau H4 : Répartition des répondants par avis sur les moyens de communication les plus efficaces entre communautés et autorités pour la sécurité de la frontière

Moyens pour garantir le partage de l'information	Effectif	%
Diffusion publique (haut-parleur/mosquée)	39	0,5
Ne sait pas	18	0,2
SMS	170	2,3
Radio/télévision	744	10,2
Assemblée du village	2 788	38,3
Thuraya	342	4,7
Rencontre en face à face	3 032	41,7
Téléphone	6 549	90,0

Tableau H4 bis : Répartition des répondants par avis sur les moyens de communication les plus efficaces entre communautés et autorités pour la sécurité de la frontière (selon les départements)

Moyens pour garantir le partage de l'information	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Téléphone	82,5 %	95,6 %	86,0 %	98,6 %	97,5 %	88,7 %
Thuraya	4,3 %	29,8 %	0,5 %	0,2 %	0,1 %	1,6 %
SMS	0,6 %	6,9 %	0,3 %	0,0 %	0,0 %	4,4 %

Moyens pour garantir le partage de l'information	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Radio/Télévision	14,4 %	4,0 %	5,0 %	0,2 %	2,1 %	21,1 %
Rencontre en face à face	18,9 %	36,3 %	40,2 %	38,9 %	66,4 %	44,1 %
Assemblée du village	50,7 %	28,2 %	29,8 %	58,0 %	53,6 %	33,3 %
Diffusion publique (haut-parleur/mosquée)	0,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,5 %
Ne sait pas	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,2 %	0,1 %	0,7 %

Tableau H5 : Répartition des répondants par avis sur les effets positifs que permettrait une bonne communication entre communautés et autorités

Avantages d'une bonne communication	Effectif	%
Réaction immédiate des autorités	5 423	74,5
Problème sécuritaire compris à temps	5 247	72,1
Réduction de l'impact de l'insécurité frontalière sur les populations locales	4 648	63,9
Information partagée à temps	17	0,2
Ne sait pas	55	0,8

Tableau H6 : Répartition des répondants par avis sur les effets négatifs que peut avoir une mauvaise communication entre communautés et autorités

Risque d'une mauvaise communication entre 2 entités	Effectif	%
Insécurité répandue à grande vitesse	5 980	82,2
Gravité des conséquences auprès des communautés locales	4 356	59,9
Réaction tardive des autorités	4 559	62,7
Perte de confiance des communautés envers les autorités	3 524	48,4
Ne sait pas	55	0,8

7. Réponse à une situation d'urgence

Tableau I1 : Répartition des répondants par causes des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière

Causes de déplacements massifs de population à la frontière	Effectif	%
Conflit armé	5 356	73,6
Attaques terroristes ponctuelles	4 730	65,0
Migration	1 529	21,0
Catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, etc.)	4 574	62,9
Épidémie	1 414	19,4
Ne sait pas	16	0,2

Tableau I1 bis : Répartition des répondants par causes des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière (selon les départements)

Causes de déplacements massifs de population à la frontière	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Conflit armé	95,2 %	89,1 %	68,7 %	55,8 %	91,5 %	61,1 %
Attaques terroristes ponctuelles	67,6 %	60,6 %	57,6 %	76,3 %	51,5 %	74,2 %
Migration	26,9 %	39,7 %	32,9 %	8,3 %	0,3 %	13,7 %
Épidémie	31,3 %	15,1 %	15,8 %	7,1 %	18,1 %	23,4 %
Catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, etc.)	54,7 %	92,3 %	45,8 %	58,2 %	57,8 %	71,5 %
Ne sait pas	0,0 %	0,0 %	0,2 %	0,2 %	0,0 %	0,5 %

Tableau I2 : Répartition des répondants par avis sur les capacités des communautés à gérer l'arrivée et le déplacement d'un très grand nombre de personnes dans leur village ou hameau

Capacités des communautés à gérer à un déplacement massif	Effectif	%
Non	5 963	82,0
Oui	1 312	18,0
Total général	7 275	100,0

Tableau I2 bis : Répartition des répondants par avis sur les capacités des communautés à gérer l'arrivée et le déplacement d'un très grand nombre de personnes dans leur village ou hameau (selon les départements)

Capacités des communautés à gérer à un déplacement massif	Effectif	%	Effectif	%
Ayorou	79	9,5	755	90,5
Banibangou	642	73,8	228	26,2
Bankilaré	145	8,0	1 672	92,0
Ouallam	48	8,3	531	91,7
Téra	249	27,5	658	72,5
Torodi	149	6,6	2 119	93,4

Tableau I3 : Répartition des répondants par raisons pour lesquelles les communautés sont prêtes à gérer une situation d'urgence

Raisons pour lesquelles les communautés sont prêtes à gérer une situation d'urgence	Effectif	%
Population déjà terrorisée, mal informée et désorganisée	28	2,1
Communauté bien préparée et organisée à cet effet	657	50,1
Sensibilisation de la part des autorités locales	589	44,9
Situation de crise déjà vécue, réaction négative de la population	55	4,2
Situation de crise déjà vécue, réaction positive de la population	859	65,5
Panique et fuite dès sensation d'approche de menace	45	3,4
Ne sait pas	49	0,7

Note: cette question n'a été posée qu'à ceux qui ont répondu Oui à la précédente (Cf : formulaire Kobo)

Tableau I5 : Répartition des répondants par avis sur les rôles que les autorités doivent jouer face à une situation d'urgence

Rôles des autorités cas de situation d'urgence	Effectif	%
Relocaliser les déplacés	1 957	26,9
Secourir les malades et blessés	3 100	42,6
Sécuriser la zone d'accueil	3 580	49,2
Prise en charge immédiate des personnes déplacées	3 947	54,3
Mise à disposition d'équipements d'urgence	4 041	55,5
Accueillir déplacée la population	5 548	76,3

Tableau I6 : Répartition des répondants par avis sur les rôles que les communautés doivent jouer face à une situation d'urgence

Rôles des communautés cas de situation d'urgence	Effectif	%
Informar rapidement les autorités locales	6 058	83,3
Accueillir la population déplacée	5 339	73,4
Coordonner avec l'autorité sur place pour faciliter la prise en charge des personnes déplacées	3 147	43,3
Respecter et suivre les dispositions prises par l'autorité présente	1 918	26,4
Rester vigilant	2 940	40,4

Tableau I7 : Répartition des répondants par avis sur les mesures de collaborations entre communautés et autorités

Mesures de collaborations entre communautés/autorités	Effectif	%
Créer des cellules communautaires d'alerte et de riposte	1 114	15,3
Développer des stratégies de prévention communautaire (brainstorming)	123	1,7
Informar et former et appuyer les communautés sur les situations d'urgence	1 754	24,1
Mettre en place un cadre de concertation/collaboratif et d'action commune	4 027	55,4
Sans avis	257	3,5
Total général	7 275	100,0

Tableau I7a : Répartition des répondants par avis sur les mesures de collaborations entre communautés et autorités selon les départements

Mesures de collaborations entre communautés/autorités	Ayorou	Banibangou	Bankilaré	Ouallam	Téra	Torodi
Créer des cellules communautaires d'alerte et de riposte	12,2 %	46,6 %	11,3 %	30,9 %	9,8 %	5,9 %
Développer des stratégies de prévention communautaire (brainstorming)	0,5 %	1,6 %	4,4 %	0,0 %	1,1 %	0,7 %
Informar et former et appuyer les communautés sur les situations d'urgence	10,2 %	10,2 %	34,5 %	63,7 %	30,7 %	13,5 %
Mettre en place un cadre de concertation/collaboratif et d'action commune	68,7 %	41,6 %	44,6 %	5,4 %	58,3 %	75,9 %
Sans avis	8,4 %	0,0 %	5,2 %	0,0 %	0,1 %	4,1 %

Tableau I8 : Répartition des répondants par mesures à prendre avant qu'une situation d'urgence n'apparaisse pour permettre qu'elle soit mieux gérée

Prévention d'une situation d'urgence avec les communautés	Effectif	%
Renforcer les capacités de transmission d'information de la communauté locale vers les autorités	6 237	85,7
Permettre, favoriser et amener la population locale à jouer le rôle de comité de vigilance	5 552	76,3
Ne sait pas	83	1,1

Tableau I9 : Répartition des répondants par réaction individuelle face au déplacement massif de populations (Ayorou/Ouallam)

Réaction individuelle face au déplacement massif de populations	Effectif	%
Vous n'avez rien fait du tout	107	7,6
Vous avez aussitôt pris la fuite suite à panique	268	19,0
Vous avez cherché à aider les autorités	449	31,8
Vous êtes resté sur place tout en étant vigilant	1 035	73,2

Tableau I10 : Répartition des répondants par des communautés face au déplacement massif de populations (Ayorou/Ouallam)

Réaction des communautés face au déplacement massif de populations	Effectif	%
Elle n'a rien fait du tout	104	7,4
Elle a aussitôt pris la fuite suite à panique	235	16,6
Elle a cherché à aider les autorités	574	40,6
Elle est restée sur place tout en étant vigilant	1 068	75,6

Tableau I11 : Répartition des répondants par recommandations des leaders communautaires au moment de la crise (Ayorou/Ouallam)

Recommandations des leaders communautaires au moment de la crise	Effectif	%
Ils ont aussitôt pris la fuite suite à panique	42	3,0
Ils sont restés sur place tout en étant vigilant	86	6,1
Ils ont cherché à aider les autorités	985	69,7
Elles n'ont rien fait du tout	1 020	72,2

Tableau I12 : Répartition des répondants par disposition immédiate prise par les acteurs (Ayorou/Ouallam)

Disposition immédiate prise par les acteurs	Effectif	%
Accueil et assistance aux déplacés	564	39,9%
Aucune disposition prise	65	4,6
État d'urgence/sécurisation à la frontière	76	5,4
Relocalisation des déplacés	227	16,1
Renforcement du contrôle de la circulation des personnes/biens	147	10,4
Secours aux malades et blessés	69	4,9
Sécurisation de la zone d'accueil	265	18,8
Total général	1 413	100,0

Tableau I13 : Répartition des répondants par situation d'information de la population locale avant d'être touchée (Ayorou/Ouallam)

Population locale informée avant d'être touchée	Effectif	%
Non	1 012	71,6
Oui	401	28,4
Total général	1 413	100,0

